



« Le Vent jaune »

Un lecteur parisien, M. Philippe Desmarest, nous fait part de ses réactions au livre de l'écrivain israélien David Grossman, le Vent jaune, et à l'article que lui a consacré Yves Florence dans le Monde diplomatique de juillet 1988.

M. Florence écrit notamment : « Vous ne le croiriez pas, ni son livre, de tout autre qu'un Israélien. » Cette phrase, me semble-t-il, est très révélatrice de la manière dont est perçu le conflit israélo-palestinien en Occident. En effet, depuis le début de ce problème, il apparaît clairement que seuls des juifs israéliens ou de la diaspora peuvent critiquer, voire condamner très durement, la politique de l'Etat d'Israël. Ces appréciations sont les seules dignes d'intérêt et dans certains cas parole d'évangile... Les réactions des victimes, en l'occurrence les Palestiniens, ne sont qu'accessoires, ou bien évidemment arguments de propagande. La vérité dans ce conflit ne peut qu'émaner de ceux appartenant à la communauté juive, et de ce fait ne pouvant, en principe, être taxés d'antisémitisme. La presse ne l'est-elle pas intéressée il y a quelques mois au « désarroi » des intellectuels juifs face à la répression impitoyable sévissant à Gaza et en Cisjordanie ? Mais cette même presse s'est-elle intéressée au désarroi de tout un peuple vivant sous occupation depuis vingt ans et des familles exilées depuis 1948 ? Il y a toujours en dans ce problème deux poids, deux mesures.

Mais, dans cette critique sur le livre de D. Grossman, ce qui m'a interloqué est la phrase suivante : « C'est vrai nous ne sommes pas à Auschwitz. » Cette expression résume admirablement, à mon avis, le blocage mental de l'Occident pour tout ce qui concerne l'Etat d'Israël et donc les Palestiniens. Il semble que le génocide de six millions de juifs pendant la seconde guerre mondiale soit devenu la référence suprême des droits de l'homme lorsque l'on évoque le traitement que l'on fait subir aux Palestiniens depuis plus de quarante ans. Oui, ce n'est pas Auschwitz ! Mais faudra-t-il attendre l'élimination de millions de Palestiniens pour que l'on commence à s'intéresser sérieusement à leur sort ? J'aurais été « étonné » par l'impudence avec laquelle bon nombre d'Européens et d'Israéliens rappellent le souvenir de la Shoah lorsque le sort des Palestiniens est abordé. Il ne faudrait tout de même pas oublier que ce génocide a été per-

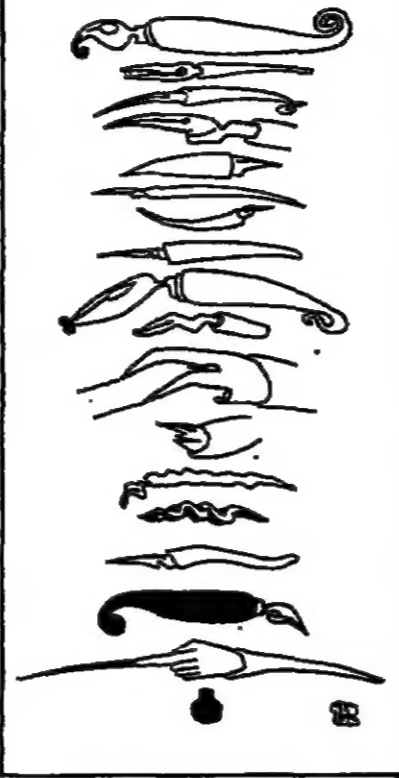
pétré en Europe, par des Européens, dans un climat d'antisémitisme virulent qui n'a jamais eu cours dans les pays arabo-musulmans, en dépit des problèmes qui ont pu survenir entre les différentes communautés religieuses ou ethniques. Alors pourquoi prendre un des sommets de la barbarie humaine comme limite à ne pas franchir, sinon comme justification, comme certains n'hésitent pas à le faire ? Ce n'est vraiment pas respecter la mémoire des morts.

Le grand défaut du livre de D. Grossman est, à mon avis, de ne pas retourner à la source de la situation actuelle : les Palestiniens ont-ils, oui ou non, subi une injustice fondamentale, à savoir la spoliation de leur terre ? 750 000 d'entre eux ont-ils été expulsés en 1948 ? Combien de villages palestiniens ont-ils été rasés ou « nettoyés » de leurs habitants comme Deir-Yassin ? Un Palestinien de Haïfa ou de Jérusalem chassé en 1948 ou en 1967 doit-il définitivement renoncer à retourner sur sa terre natale, alors que les juifs d'URSS ou d'ailleurs n'ayant aucun lien avec la Palestine autre que religieux (et encore !) peuvent s'y installer ? La fameuse loi du Retour est décidément bien sélective tout comme l'est la défense des droits de l'homme dans les territoires occupés. 1 500 000 êtres humains privés des droits les plus élémentaires (sans compter la diaspora palestinienne bien oubliée elle aussi) ne semblent pas soulever l'indignation de nos humanistes d'Occident ; les Palestiniens ne sont ni des Noirs d'Afrique du Sud, ni des réfugiés afghans et encore moins des refuzniks...

Aujourd'hui la « révolte des pierres » a légèrement levé le voile que l'Occident avait pudiquement laissé sur les agissements de l'armée israélienne. Mais déjà, l'intérêt des médias s'émousse, et les morts et blessés quotidiens survenant dans les territoires occupés ne font plus les gros titres des journaux (...).

Malgré les témoignages poignants relatés dans le livre de D. Grossman sur le racisme odieux d'un certain nombre d'Israéliens envers les Palestiniens, ainsi que sur les conditions de vie de ces derniers, M. Florence a peut-être raison : en Palestine, on tue des femmes et des enfants, on « brise les os » aux manifestants, on dynamite des maisons, on peut même envisager publiquement la déportation de tous les Palestiniens dans les pays arabes, mais ce n'est pas Auschwitz !

COURRIER DES LECTEURS



Le PS français et le Proche-Orient

M. Pierre Guidoni, secrétaire national aux relations internationales du PS, nous écrit :

Le Monde Diplomatique du mois d'août publie, sous la signature de notre ami Jean Ziegler, un article concernant le Parti socialiste français et le Proche-Orient. Je voudrais vous apporter à ce sujet quelques compléments d'information : le bureau exécutif du PS a pris position dès le mois de décembre sur le soulèvement palest-

Ce que j'ai vu en Pologne

M<sup>me</sup> Anne-Marie Chartier, économiste, docteur d'Etat, professeur de sciences économiques à l'université de Grenoble, nous écrit après un séjour de plusieurs semaines, cet été, en Pologne, pays qu'elle connaît bien et où elle a constaté une importante dégradation des conditions de vie.

Militante communiste pendant trois ans, militante trotskiste pendant quinze ans, puis militante marxiste solitaire depuis 1980, je me sens le droit d'écrire aujourd'hui. J'ai pénétré en Pologne par le sud-ouest de la Silésie, en venant de Prague. J'ai traversé la Silésie, en plein cœur des villes, sur une artère principale, pavée, au début de la nuit. De Gliwice à Katowice, c'est comme une grande ville minière qui aurait 40 km de long. Tout d'abord la ville est à peine éclairée, sinon pas du tout par endroits. Le sol pavé est affreusement cahoteux. Les trottoirs sont quasi inexistant, et la terre battue va du pavage aux immeubles. Ceux-ci, complètement noirs, sont dans un état de dégradation très avancée. Cette dégradation de l'habitat caractérise d'ailleurs toute la Pologne.

Le caractère sombre de la ville devient effrayant à cause de la peinture qui se répand partout : peintures chimiques qui pendent à la gorge. Je savais déjà qu'aucune protection contre la pollution n'existait, ni dans les cokeries ni dans les industries chimiques de la Silésie, pas plus à l'ancien complexe sidérurgique de Nowa-Huta, à Cracovie, qu'au nou-

veau. J'ai vu plus tard, en plein jour, les visages taillés à la serpe de ces travailleurs harassés, miséreux (car la Pologne est aujourd'hui miséreuse), exprimant le souffrance, la colère, la méchanceté. J'ai vu la corpulence des femmes mal nourries, leurs jambes couvertes de varices, ou bandées de la cheville au genou avec des morceaux de tissus effilochés, puisque les bandes n'existent pas. Cela est aggravé par les files d'attente incessantes où l'on voit principalement des femmes.

J'ai vu dans les rues, dans les campings, des bandes de jeunes complètement ivres.

J'ai vu des enfants avec des vêtements trop courts ou trop longs, les manches trois fois retroussées ; j'ai vu sur eux des empilements d'habits disgracieux, dès que le temps devient humide, car même dans les magasins Fewer il n'y a pratiquement pas d'habits pour enfants. Qui n'a pas de famille ou d'amis en Allemagne fédérale, en France ou ailleurs, est dans l'incapacité d'habiller un enfant correctement.

Le rationnement alimentaire, tout le monde connaît. Par ailleurs, il manque tout ce qui nous rend la vie commode : le dentifrice, le papier WC, les savonnets, les bas, le coton hydrophile, les coupes, les tampons, les serviettes hygiéniques, les crayons de couleur, les taille-crayons, les lames de rasoir, les produits de beauté... les médicaments surtout !

Nous sommes allés camper dans l'est. J'avoue que c'est une proesse, d'abord parce qu'il est impossible de dormir dans un camping : les ivrognes, les chants (c'est ce qui est le moins désagréable), les cris. Le gardien n'est pas là ou participe lui-même aux plaisirs en question. En outre, la Pologne ne connaît pas l'eau de javel. Les toilettes sont généralement dans un état de puanteur épouvantable. On bien l'humidité dévore les lieux : tuyaux percés, lavabos bouchés, ou au contraire accusant de grosses fuites, murs moisis, etc. Personne ne semble concerné par cet état de choses.

Les transports en commun ne sont jamais à l'heure. Une amie me demandait d'imaginer ce que les gens enduraient l'hiver lorsqu'ils avaient emmené leurs petits enfants chez un parent (le gardiennage des enfants à domicile est interdit et mal vu, les crèches sont surchargées, malpropres, délabrées...), puis attendant le tram, finissant par monter dans un wagon où l'inconfort, en station debout, est difficile à décrire, arrivait enfin au travail déjà épuisé et commençait par s'arranger avec les collègues pour prendre du temps, à tour de rôle, pour faire les courses et la queue... et rentraient le soir, chargés de sacs, avec le même tram. Vision du prolétariat du dix-neuvième siècle dans bien des cas !

Un vieux Polonais juif, militant communiste dans sa jeunesse, dissident en 1956, mort aujourd'hui, me disait en 1984 : « Nous avons cru que nous travaillions pour l'homme. Nous ne savions pas que dans ce système l'homme c'est de... la merde ! Nous sommes coupables de ne l'avoir pas compris. » J'avais trouvé son propos terrible. Il me revient en mémoire aujourd'hui avec une particulière acuité.

● PRÉCISION. - M<sup>me</sup> Houria Zelfenz, de Paris, nous signale une erreur dans la bibliographie de l'article de René Baysière « Munich ou l'illusion de la paix » (Le Monde diplomatique, septembre 1988) : le titre du livre de Jean-Pierre Azéma cité dans la note 10 est De Munich à la Libération.

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA



Quand le lion présente ses lettres de créance

Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé historique dans la production comme dans la compétition sont autant de quartiers de noblesse. Pour le personnel diplomatique, Automobiles PEUGEOT a mis en place une organisation spécialisée, PEUGEOT SODEXA qui apporte une expérience et un savoir-faire internationaux : tarif préférentiel, facilités de règlement personnalisées, gamme de véhicules conformes aux normes en vigueur sur le territoire d'affectation, reprise du véhicule d'occasion, expédition dans le monde entier, formalités.

Autant de lettres de créance qui font de PEUGEOT SODEXA un partenaire fiable, sérieux, discret et efficace sur toutes les routes étrangères où le lion PEUGEOT est l'expression du rayonnement de la technique française.

PEUGEOT-CD-TT-SODEXA - SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES  
magasin d'exposition PEUGEOT  
Bureau SODEXA - CD - TT - 136 Champs-Élysées - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42 25 20 98  
Siège social SODEXA - 115 rue Danton - 92400 COURBEVOIE - Tél. : (1) 47 88 50 83 - Téléc. 615 072 F  
SODEXA - Filiale Automobiles PEUGEOT

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

DROIT DE L'ESPACE, aspects récents  
sous la direction de J. DUTHEIL DE LA ROCHÈRE  
Un volume de 370 p. Mai 1988 260 F.

ÉTUDES DE DROIT DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES  
INTERVENTIONS PUBLIQUES  
ET DROIT COMMUNAUTAIRE  
sous la direction de J. DUTHEIL DE LA ROCHÈRE  
Un volume de 188 p. Mai 1988 100 F.

LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
PAR LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES  
Sous la direction de J. Charpentier.

Tél. : 43-54-05-87

A PARAÎTRE

Handwritten signature or mark at the bottom of the page.



# « L'URSS en mouvement »

Un essai de Jean-Marie Chauvier

Les livres sur l'Union soviétique se multiplient ; ils ne portent souvent que sur l'histoire immédiate ou sur la personnalité de M. Mikhaïl Gorbatchev. Celui de Jean-Marie Chauvier *URSS en mouvement* (1), dont nous publions ci-dessous des extraits, n'a pas son pareil. Connaissant à fond le pays, son évolution historique et ses cultures plurielles, l'auteur explique le nouveau cours politique comme la conséquence d'une lente transformation des mentalités, des consciences, et le résultat d'un enrânement des idées. Il analyse avec finesse le terrain culturel où s'enracine l'actuelle « révolution Gorbatchev » et nous permet de comprendre pourquoi les transformations, certes lentes et chaotiques, mais réelles, survenues au cours des trente dernières années - urbanisation, instruction, information, modernisation technique... - ont favorisé l'essor d'une société civile et d'une intelligentsia préoccupées par les droits civiques, l'écologie, l'efficacité économique, la conservation du patrimoine, la vérité historique...

Mais cette génération éprouve aussi, selon Jean-Marie Chauvier, une forte nostalgie des origines, qui s'exprime parfois par des crises de nationalisme.

- la défense des villages condamnés par les plans de regroupement. Les régions les plus dépeuplées du centre et du nord de la Russie sont particulièrement touchées ;

- l'écologie de la nature : ce sont les SOS en cascade en faveur des lacs et des cours d'eau pollués, contre la destruction des forêts. C'est surtout la mobilisation autour du « Baïkal sacré » et contre le projet de détournement des fleuves sibériens ;

- l'écologie de la culture, le « sauvetage » du patrimoine architectural, religieux de la Russie, voire de son existence - tant que peuple « menacé de dégénérescence » par l'alcoolisme.

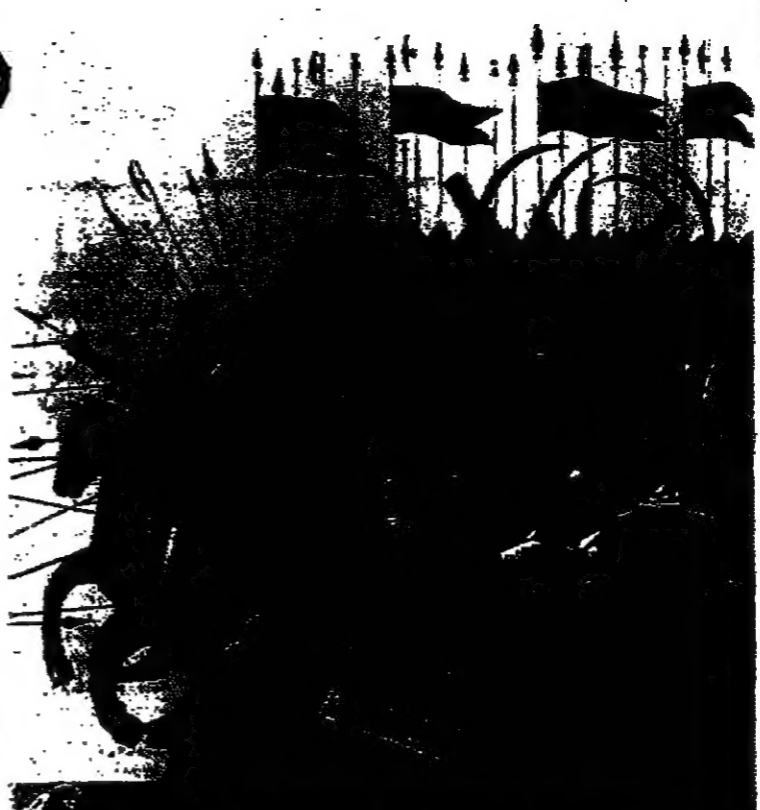
**D**ES structures officielles permettent à ce mouvement de se rassembler. Ce sont les associations de protection de l'environnement. C'est, plus spécialement, la Société bénévole pour la protection des monuments historiques et culturels de Russie. Elle regroupe 800 000 membres en 1988. Elle organise conférences, excursions spécialisées en architecture et histoire de l'art, assistance volontaire (pendant les congés annuels) à la restauration des églises, monuments et sites longtemps négligés. Un tel mouvement suscite enthousiasme et dévouement. C'est l'exemple-type d'une forme de renaissance de la société civile au travers de structures officielles.

Un homme symbolise cette renaissance : l'académicien Dimitri Likhatchev. Philologue, historien de la civilisation médiévale russe, ses premiers travaux remontent aux années 20. Arrêté sous Staline, banni sur les îles Solovki, réhabilité, unanimement respecté, il est, au début des années 80, aux limites de la dissidence. Or le voici, sous Gorbatchev, chargé de présider le nouveau Fonds de la culture, à la direction duquel participe également Raisa Gorbatcheva. A ce poste, c'est lui qui mène la bataille pour la restauration de la culture mutilée, œuvres littéraires, églises, échanges avec le monde extérieur. Dimitri Likhatchev fait figure de sage, de médecin de l'âme penché au chevet de la nation. Il n'est pas communiste, mais les dirigeants du parti, dont M. Gorbatchev, prennent auprès de lui conseil. Il n'appartient pas à la génération, plus jeune, des « libéraux » formés dans les années 60, mais tous lui reconnaissent une autorité morale. Il n'est pas nationaliste, mais sa passion de la culture russe le place au-dessus de tout soupçon de russophobie. S'il défend les valeurs russes, c'est sans ostracisme, dans l'ouverture de la « laïcité ». On lui doit pour une part, sans doute, la réhabilitation officielle de l'Eglise orthodoxe russe, à l'occasion du millénaire du baptême de Russie, en juin 1988. Likhatchev souligne les fondements chrétiens de l'Etat et de la civilisation en Russie (2).

Que signifie cette réhabilitation pour le pouvoir ? Un impressionnant documentaire montré à la télévision, Khran (le Sanctuaire) nous en propose une interprétation. Les Soviétiques ont eu de quoi être surpris : on y montre le vandalisme athée des années post-révolutionnaires, les fêtes de l'Eglise, son loyalisme lors de la Seconde Guerre mondiale. Les seuls accents critiques visent les excès de l'athéisme. Il n'y a que de discrètes allusions au rôle de l'Eglise comme pilier de l'empire des tsars. C'est à la limite de la complaisance. L'esprit de tolérance y remporte une victoire. Pas la lucidité historique. C'est l'hommage d'une puissance à une autre. La main tendue en vue d'une coexistence plutôt que l'annonce d'un dialogue, d'une réflexion approfondie. Voilà une approche, pas la seule. Les contestataires au sein de l'Eglise lui reprochent ses compromissions avec le régime. Structure fortement hiérarchisée, imprégnée de tradition patriotique, plus férue de liturgie que de réflexion philosophique, l'Eglise orthodoxe a effectivement passé un compromis avec l'Etat-parti : loyalisme, représentation des intérêts soviétiques au sein des assemblées religieuses internationales et du mouvement de la paix, renoncement au prosélytisme, en échange de la liberté de culte et de l'autonomie de gestion de ses biens. Ce n'est pourtant pas une vassalisation, moins encore une capitulation. L'Eglise conserve la tradition et la foi, forme des prêtres, incarne la seule structure, la seule liturgie, l'unique « mouvement de masse » ne se réclamant pas du communisme (3).

Avec elle, M. Gorbatchev contracte une sorte de « compromis historique », dans l'esprit d'Ernst Berlinguer, ou du poème d'Aragon chantant la résistance commune de « celui qui croyait au ciel et celui qui n'y croyait pas ». Mais ce compromis n'est pas dicté par la puissance de l'Eglise. On ne peut tout à fait l'assimiler non plus à la situation de 1941, lorsque, face aux hordes nazies, Staline en appela aux « frères et sœurs », les papes répondant en béniissant l'armée rouge. Mais il y a de cela. La « perestroïka » est une nouvelle « guerre patriotique ». Elle réclame le rassemblement de toutes les énergies. Gorbatchev adopte la formule de Kadar en Hongrie : « Qui n'est pas contre nous est avec nous ». Il y a de cela et davantage. Vers l'extérieur, l'alliance avec l'Eglise est un argument pour le dialogue avec l'Onest. Y compris le Vatican où Jean-Paul II est à la fois l'allié potentiel du Kremlin dans « la lutte pour la paix » et un redoutable adversaire tendant à disputer l'hégémonie idéologique au pouvoir soviétique, via les catholiques d'Ukraine (Eglise uniate) et de Lituanie, et dans la foulée de l'œuvre déjà accomplie en Pologne (4). Sur ce dernier point, M. Gorbatchev ne doit pas craindre ses alliés orthodoxes : ils redoutent encore plus que lui la rivalité catholique.

**M**AIS comme d'autres aspects de la renaissance culturelle en URSS, la réhabilitation de l'orthodoxie ne peut être réduite à une opération politique. Elle se trouve au confluent de la conjoncture et d'un mouvement plus profond, d'ordre spirituel. Lors du millénaire, le pouvoir invite l'Eglise à participer à la restauration des « valeurs morales compromises ». Un terme très chrétien comme « miséricorde » (composé de « gentil » et « cœur », la miséricorde, la charité) apparaît dans des textes officiels. Celui de « doukhorstvo » (spiritualité) est déjà légitimé depuis longtemps. Les notions de « bien » et de « mal » retentissent du haut des tribunes de congrès, sans autre connotation que celle d'une « morale universelle », fondée sur des valeurs partagées par tous les hommes. Les livres de Vasyi Bykov - et l'une de leurs transpositions à l'écran, *L'Assommoir*, par Larissa Chepikha, dans la figure du Christ-partisan immolé - font revivre les notions religieuses de « podvig » l'exploit spirituel, le dépassement de soi, - d'intransigence morale. Le « retour de Dieu » a fait scandale, en 1987, lorsqu'il s'effectua dans la forme d'un roman signé Tchinguiz Almatov, vice-président de l'Union des écri-



BATAILLE DE NIJNI NOVGOROD (1392)  
Reconstituer la « russité », pas les traditions despotiques

vains, d'origine musulmane. Une lecture polémique de cette œuvre de réflexion très libre sur le christianisme a sans doute extrapolé ce qui n'était « que » recherche de spiritualité - attitude des plus répandues aujourd'hui dans l'intelligentsia. Face au cynisme et au dessèchement des rapports interpersonnels, face à la mort individuelle comme à la mort collective entrevue à Hiroshima ou à Tchernobyl, quelles réponses trouver dans les manuels de la philosophie athée officielle ? Telle est bien la question posée, et si des « chercheurs de Dieu » apparaissent aujourd'hui - note André Nouffine dans *Novy Mir*, - c'est à la manière de Dostolevski et Tolstoï, réveilleurs de la conscience, « de l'amour du prochain et de la solidarité ». L'écrivain sibérien Valentin Raspoutine : « Je n'aurais sans doute jamais été croyant si l'athéisme n'était pas chez nous si agressif, si haineux, si indécent, parfois au mépris des lois. C'est pour cette raison que tant de gens adhèrent aujourd'hui à l'Eglise (5) ».

**L'**AFFIRMATION de la chrétienté de la Russie est aussi l'occasion de réveiller la vieille querelle sur la double appartenance du pays à l'Europe et à l'Asie. Les occidentalistes insistent sur les liens avec l'Europe - à travers le christianisme. Les « eurasiens », sur les relations avec les peuples d'Asie, et le fait que l'Etat russe s'est construit dans la résistance à l'expansionnisme catholique (depuis les chevaliers Teutoniques) et occidental (jusqu'à Hitler), autant qu'aux invasions tataro-mongoles.

En 1980, le six centième anniversaire de la bataille de Koulikovo (1380) - premier acte d'un long mouvement de libération - a permis aux tenants des deux camps de s'affronter. En toile de fond : le traumatisme historique de deux cent cinquante années d'invasions, de guerres et de pillages, principalement le fait des hordes de Gengis Khan, qui, de l'avis de la plupart des historiens russes et occidentaux, ont détruit la civilisation et les traditions démocratiques de la « Rus » kiévienne (6). L'empire nomade n'en comportait pas moins des aspects « constructifs » : tolérance religieuse, développement des relations postales et commerciales, mise en place d'une administration forte et efficace. Les historiens de l'école « eurasienne » retiennent ces aspects, le destin historique commun des Russes et d'une multitude d'ethnies asiatiques et européennes, la « symbiose ethnique » avec les Mongols, du moins avant que la Horde d'or, composée de palans et de chrétiens nestoriens, n'ait adopté l'islam (7). A l'opposé, les européistes, fussent-ils nationalistes comme l'auteur de *Pamiat*, Vladimir Tchivilikhine (8), soulignent le désastre du règne tataro-mongol : isolement de l'Europe, destruction d'un Etat despotique écrasant le corps social (9), ce « puissant Etat centralisé des temps modernes » que Tchivilikhine voit naître avec satisfaction de la libération du joug tataro-mongol. Sans doute loin de partager le point de vue de Karl Marx : « La Russie est née, a grandi, à l'école abjecte et terrible de l'esclavage mongol (10) ».

La renaissance culturelle russe ne doit pas être confondue avec les nationalismes frileux ou agressifs qu'elle encourage par ailleurs.

Le patriotisme d'un Dimitri Likhatchev ou d'un Sergueï Zaluykine (revue *Novy Mir*) ne se définit pas par l'exclusion ou le refus du métissage culturel. Dans l'héritage de la « russité », il entend pas recueillir les traditions despotiques, ou a fortiori celles des Cent noirs (11) ou d'autres obscurantismes. Les patriotes réformateurs des années 80 condamnent le chauvinisme, l'isolementisme qui ont causé tant de dégâts dans la vie intellectuelle et scientifique du demi-siècle écoulé. Si le souci existe de surmonter les traumatismes et l'esprit de la guerre civile, ce n'est pas pour établir une « continuité russe » qui remettrait en question la révolution de 1917, ni surtout son potentiel démocratique. Ce serait plutôt une « réconciliation nationale » à l'espagnole, tendant à rassembler et à construire plutôt qu'à régler de vieux comptes. Même si les injustices doivent être réparées, et l'abô de la stalinisme crevé de manière radicale. Dans cette optique, l'identité russe se cherche dans le rapprochement avec les traditions les plus démocratiques, de la Russie de Kiev aux soviets de 1917, dans l'ouverture à l'Europe, à l'Occident - lesquels ne sont plus réduits au seul « système capitaliste » mais envisagés, aussi, en tant que civilisation, culture de société civile et de démocratie.

(1) Julia Kristeva, *Soilés noir, Dépression et mélancolie*. Gallimard, Paris, 1987.  
(2) *Opuscule*, 10 mars 1988.  
(3) V. Dzinica, *Fred Mayer. L'Eglise orthodoxe russe*. Hachette, Paris, 1982.  
(4) Voir le *Monde* daté 31 mai-1<sup>er</sup> juin 1987 et du 23 mars 1988.  
(5) A. Nouffine, *Novy Mir* 4-1987, Tchinguiz Almatov, *Les Rives de la Loire*, Mouton, 1987; Elena Joly, *Le Protéisme saint de Staline*. Extraits avec des intellectuels germano-soviétiques. Actes Sud, Arles, 1988.  
(6) Voir notamment : Chantal Lemerle-Quelquejourn, *La Peste mongole*. Flammarion, Paris, 1970; Georges Vernadsky, *Mongols and Russia*, New Haven, Yale University Press, 1953; Tibor Szamely, *La Tradition russe*. Stock, 1976.  
(7) Sur le débat des historiens en URSS, voir *Problèmes politiques et sociaux*, dossier consacré par Emile Kagan et Charles Ujowicz, la Documentation française, Paris, 1<sup>er</sup> juillet 1983.  
(8) Vladimir Tchivilikhine, *Memoria. Survivre au Moyen-Age en Russie*. Roman-essai. Ed. Radonka, Moscou, 1986.  
(9) Tibor Szamely, *La Tradition russe*. Stock, Paris, 1976.  
(10) Karl Marx, *La Russie et l'Europe*. Gallimard, 1954.  
(11) Centuries d'extrême droite, antisémites, d'avant la révolution.

NON SOVIE  
L'URSS en mouvement  
Jean-Marie Chauvier

البيان

EN UNION SOVIÉTIQUE

La résurrection des fermiers

LA décision, prise fin juillet dernier à Moscou, de louer pour cinquante ans des terres agricoles à des paysans indépendants devrait entraîner à terme la disparition des kolkhozes et des sovkhozes. Pour la première fois depuis 1930, le pouvoir soviétique reconnaît l'échec économique de la collectivisation des terres. Le gigantisme agricole ainsi que la gestion planifiée, centralisée et bureaucratique de l'agriculture ont été source de trop de ravages et n'ont jamais permis d'atteindre la simple autosuffisance alimentaire. C'est désormais, paradoxalement, au paysan individuel de sortir l'URSS de sa longue crise agricole.

Par MARCEL DRACH \*

Le 29 juillet dernier, dans son rapport au comité central du Parti communiste, M. Mikhaïl Gorbatchev déclarait que si l'on voulait rendre aux paysans la maîtrise de la terre, il fallait la lui louer pour vingt-cinq, trente, voire même cinquante ans (1). Il bravaît ainsi le tabou de l'exploitation individuelle, sur lequel s'est instituée l'agriculture soviétique depuis 1929, et renouait avec l'inspiration du dernier Lénine, celui de la NEP et de la coopération. Geste simple et radical, qu'appelle sans doute la situation dramatique de l'approvisionnement : la *Pravda* du 1<sup>er</sup> septembre dernier indiquait que la viande était rationnée dans 8 des 15 républiques de l'URSS ; qu'en Russie il fallait des tickets pour la viande dans 26 régions, pour le beurre, dans 32 régions, et pour le sucre, dans 53 régions ; qu'un septième de la population du pays consommait actuellement 30 à 35 % moins de viande et de produits laitiers qu'en 1970...

Mais, au-delà de l'urgence immédiate, cette décision de M. Gorbatchev place le paysan individuel, l'exploitation familiale, au cœur d'une tentative visant à sortir l'Union soviétique de la crise agricole où elle s'embourbe depuis des décennies.

Cette crise combine des traits propres à l'histoire de l'agriculture soviétique (2) et des facteurs inhérents à la planification centralisée. Au nombre des premiers, il faut retenir la démotivation d'une paysannerie brutalement collectivisée entre 1929 et 1934, salariée

et rassemblée dans d'immenses fermes d'Etat (sovkhoses), ou réduite à un quasi-servage dans les coopératives d'Etat (kolkhozes), bénéficiant jusqu'à une époque récente de revenus et d'une couverture sociale médiocres, inférieurs à ceux des ouvriers, vivant dans un environnement dépourvu d'équipements collectifs, d'infrastructures culturelles et commerciales. Une paysannerie qui s'est, de ce fait, appauvrie de ses éléments les plus productifs et les plus qualifiés (jeunes, conducteurs de machines, mécaniciens, ingénieurs). Cet exode n'a laissé au village qu'une population composée en majorité de femmes, d'enfants et d'anciens. Il faut aussi évoquer les ravages qu'ont exercés sur ce domaine fragile et différencié qu'est l'agriculture une gestion centralisée et bureaucratique, qui mise sur le gigantisme, et une mobilisation de type militaire (les « campagnes » annuelles d'ensemencement et de récoltes) pour arracher à la terre et au paysan — à des prix souvent inférieurs aux coûts — la réalisation des objectifs du Plan.

A cela s'ajoutent encore les approvisionnements défectueux, que ce soit les machines, les semences, les engrais, insuffisants ou inadéquats, ou les pénuries de biens de consommation manufacturés. De la *barshchina*, l'agriculture féodale russe, on disait avant l'abolition du servage, en 1861, qu'elle était synonyme de tout ce qui se fait lentement, incorrectement et sans motivation. Il n'en a guère été autrement de l'agriculture post-révolutionnaire.

Dès 1986, il apparaît que ces mesures ne touchent pas le vif des problèmes. Dès lors, le centre de gravité des discours et de l'action de M. Gorbatchev va se déplacer. Le thème autour duquel se réorganise sa stratégie est celui de l'activité individuelle. Celle-ci est encouragée et institutionnalisée sous plusieurs formes. Les lopins privés sont relancés par un arrêté de septembre 1987. Leur taille n'est plus limitée à 0,5 hectare, et l'on peut y entretenir des chevaux et des animaux de trait. Toutes les restrictions sont en outre levées sur les jardins cultivés par les habitants des zones urbaines, en particulier la construction de serres est désormais autorisée (3).

La sous-traitance des travaux agricoles par contrats passés entre les kolkhozes et les sovkhoses d'une part, des brigades autonomes (*zvenia*) ou des familles, d'autre part, est vivement recommandée par les médias et les discours officiels, cela aussi bien dans la culture que dans l'élevage. Le principe de ces contrats consiste à verser à l'équipe sous-traitante un pourcentage fixe du revenu brut. Il est donc de l'intérêt de celle-ci d'accroître ce revenu en faisant baisser les coûts et en augmentant la production. Les exemples rapportés à profusion par la presse montrent que, dans ces équipes, les rendements et les salaires sont supérieurs et les effectifs inférieurs aux normes habituelles.

Mais la véritable rupture, celle qui a ouvert la voie à une réappropriation réelle du sol par le paysan, a été l'institu-



PAYSANNE SUR UN MARCHÉ LIBRE DE MOSCOU

Le « fantôme américain » de Khrouchtchev

KHROUCHTCHEV fut le premier, si l'on excepte le geste fait par Malenkov, en 1953, à se prononcer en faveur des lopins individuels et à s'attaquer au problème. Son programme tenait en trois points : extension des terres cultivées, concentration des exploitations agricoles, amélioration des rémunérations et du niveau de vie des paysans. Le défrichage des terres vagues de Sibirie et du Kazakhstan, entre 1954 et 1960, fut une contribution majeure à la production de céréales ; 42 millions d'hectares furent ensemencés, soit une augmentation d'un quart des terres cultivées. Le taux de croissance moyen de la production agricole passa de 3,5 % par an, entre 1951 et 1955, à 4,2 %, entre 1956 et 1960. Il rebomba toutefois à 2,8 %, avec des résultats annuels très fluctuants, entre 1961 et 1965, attestant les limites du « fantôme américain » de Nikita Khrouchtchev et sanctionnant des méthodes culturelles contestables.

La seconde tentative coïncida avec la période brejnévienne, 1965-1982, et M. Gorbatchev prend, déjà, une part active, en tant que secrétaire du comité central chargé de l'agriculture, à partir de 1978.

Laissez pour compte jusqu' alors dans l'attribution des investissements, l'agriculture en devient l'un des principaux bénéficiaires. Sa part dans le total des investissements passe de 20 %, au début des années 60, à 27 % au cours des années 70 et au début des années 80. L'absorption annuelle d'engrais minéraux est multipliée par huit, la puissance installée des tracteurs par quatre, la consommation d'électricité par dix.

Cependant, cet effort considérable, sans précédent, apporte des résultats décevants. De 1966 à 1980, le taux de croissance annuel moyen de la production agricole fléchit, passant de 3,5 % à 0,3 % (3). Simultanément, le taux de croissance de la productivité décline (il passe de 2,1 % par an dans les années 50,

à 0,2 % dans les années 70) ; les coûts augmentent, et par conséquent aussi les subventions assurant la stabilité des prix de détail (15 % du budget de l'Etat au début des années 80). Enfin, les importations de céréales et de produits alimentaires ne cessent de s'élever. Elles atteignent 22 % de la consommation intérieure en 1981, ajoutant au coût économique (elles sont, pour l'essentiel, payées en devises) le préjudice politique de la dépendance et de l'humiliation.

Durant toute cette période, les ressources de l'initiative individuelle sont sollicitées, mais de façon marginale, afin d'atténuer les conséquences de ce bilan négatif. Les lopins et le champ privé, bien que consacrés par la Constitution de 1977, voient leur part diminuer dans la production agricole totale (un quart en 1976 au lieu d'un tiers en 1965). Par ailleurs, une certaine extension est donnée à la formation de petites brigades (les *zvenia*) d'agriculteurs antéguérés, auxquels les kolkhozes et les sovkhoses sous-traitent par contrat les travaux agricoles.

M. Mikhaïl Gorbatchev a été associé de près au naufrage de la politique agri-

culture. C'est à cet humble protagoniste qu'il attibue aussi la *perestroïka*, tant il est vrai que, sans amélioration notable de l'approvisionnement de la consommation, elle ne saurait guère avoir d'avenir.

- (1) *Pravda*, 30 juillet 1988.
(2) Voir « L'agriculture dans les pays de l'Est », dossier du Monde diplomatique, juin 1982.
(3) Il s'agit d'estimations américaines : US Congress, Joint Economic Committee, USSR : Measures of Economic Growth and Development, 1950-1980, Washington DC, 1982. Les chiffres officiels, bien que plus élevés, indiquent la même tendance.
(4) La thèse que sa femme a soutenue en 1967, thèse de sociologie consacrée à la mentalité et aux comportements des paysans kolkhozes de Stavropol, a certainement aussi contribué à sa prise de conscience des problèmes innombrables de l'agriculture.
(5) Voir l'article de A. Giroux dans le Courrier des pays de l'Est, juin 1988.
(6) Voir *Sel'skaja Jizn*, 27 août 1988.

Advertisement for 'Atlas Politique du XXe Siècle' by Editions du Seuil. The ad features a globe graphic and text describing the book's content: 'A travers un réseau serré de cartes historiques et politiques, économiques et démographiques, la mise en scène, la mise à nu et la mise en perspective des bouleversements majeurs du XXe siècle. Une radiographie révélatrice et spectaculaire des grands mouvements du monde depuis 1900.' It also mentions 'Plus de 300 cartes en couleurs. Couverture cartonnée souple. 195 F' and the publisher 'Editions du Seuil'.

\* Professeur d'économie à l'université Paris-IX-Dauphine.
PRÉCISION. — Dans l'article de Jean-Jacques Marie, « Staline, un simple Caligula paranoïaque ? », publié dans notre numéro d'août, un trait d'union a déformé le début de la quatrième phrase du texte, dont il faut rétablir ainsi le sens : « La revue *Znamia*, n° 7, 1988, a publié le récit d'Adjoubi, le gendre de Khrouchtchev, qui raconte comment, en décembre 1948...

SUITE DES RÉFORMES...
BATAILLE DE NIJNI NOVGOROD (1939)
... musulmane. Une lecture polémique de l'histoire très libre sur le christianisme a été...
... de l'amour du prochain et de la solidarité...
... de la philosophie athée officielle ? Telle est la...
... et si des chercheurs de Dieu s'expriment...
... de Dostoïevski et Tolstoï, révélaient...
... de l'amour du prochain et de la solidarité...
... Valentin Raspoutine : « Je n'ai jamais...
... des croyant si l'athéisme n'était pas chez les...
... si indécent, parfois au mépris des lois...
... que tant de gens adhèrent spontanément...
... de la chrétienté de la Russie et...
... de réveiller la vieille querelle sur le...
... du pays à l'Europe et à l'Asie. Les...
... insistent sur les liens avec l'Europe — une...
... « eurasiens », sur les relations avec...
... la fois que l'Etat russe s'est construit dans...
... même catholique depuis les débuts...
... jusqu'à Hitler, autant qu'aux...
... six centième anniversaire de la fondation...
... premier acte d'un long mouvement de...
... aux tenants des deux camps de l'histoire...
... le traumatisme historique de deux siècles...
... de guerres et de pillages, principalement...
... de Gengis Khan, qui, de l'avis de la plupart...
... et occidentaux, ont détruit la civilisation...
... bureaucratiques de la « Russie » kirghize (6). Le...
... comportait pas moins des aspects « concrets »...
... développement des relations avec...
... dans un plan d'une administration forte...
... des « écoles » eurasiennes « réunies »...
... la civilisation commune des Russes et d'une...
... asiatiques et européennes, la « symbiose »...
... de Moscou, du moins avant que la Horde d'or...
... la culture et de chrétiens nestoriens, ainsi...
... A l'appui, les eurasiens, fustigés par...
... de l'empire de Persie, Vladimir Tchoukhraïev...
... du régime tataro-mongol...
... de l'Etat centralisé des temps modernes...
... par la satisfaction de la classe...
... Sans doute loin de parquer le pays...
... : « La Moscovie est née, à grand...
... de l'« esclavage mongol » (10).
... culture russe ne doit pas être considérée...
... et de démocratie.

UNE CERTAINE IDÉE

# Des disparités régionales

La logique du grand marché, que nous avons analysée le mois dernier, c'est aussi celle d'une concurrence sans merci entre les régions européennes, désormais en première ligne sur le front de l'emploi. Malgré l'augmentation des crédits de ses fonds structurels, la CEE est loin de disposer des moyens et des instruments lui permettant de réduire significativement des disparités régionales criantes qui mettent en danger la cohésion de l'ensemble communautaire.

L'OCDE. Bien des choses ont changé depuis les années 50 où des pays comme la France et l'Italie prenaient conscience de l'ampleur des disparités régionales créées par la révolution industrielle. A l'exemple du Royaume-Uni, où les premières mesures remontent à la crise des années 30, un dispositif, stimulant et contraignant à la fois, était installé pour échapper à la dualité entre Paris et le « désert français » (6), pour limiter la croissance de l'Île-de-France et pour industrialiser les

régions rurales de l'Ouest et du Sud-Ouest. De son côté, l'Italie créait en 1950 la Cassa per il Mezzogiorno, afin de financer le développement du Sud. On avait craint, à l'époque, que la croissance - aujourd'hui disparue - soit un facteur d'aggravation des écarts entre les régions; or les études effectuées montrent qu'ils se sont réduits, aussi bien en France qu'en Italie. Forcés essentiellement sur une relocalisation de l'emploi industriel, ces politiques ont cependant perdu la plus grande partie de leur efficacité quand

l'Europe continentale a entamé la reconversion de son secteur secondaire, provoquant une forte poussée du chômage. Les responsables ont mis beaucoup de temps à comprendre que ces difficultés n'étaient pas une spécialité britannique et à mesurer l'ampleur de la crise. Les opérations de sauvetage, dites « Canadair », marquent le dépassement des politiques régionales traditionnelles et leur croissante inefficacité (7). Elles seront implicitement ou explicitement abandonnées vers 1984 :

changement de la carte d'intervention au Royaume-Uni, dissolution de la Cassa en Italie. En France, on renonce à l'agrément (8), et l'aménagement du territoire voit ses crédits massivement réduits.

La Commission ne serait-elle pas en train de se doter, avec vingt années de retard, d'une « politique 60 », au moment où celle-ci est abandonnée dans les capitales qui l'ont pratiquée ?

On sait aujourd'hui que, dans les pays développés, les nouvelles dynamiques de création d'emplois se sont déplacées de l'industrie vers les services, et des grandes entreprises en direction des petites et des moyennes. Abandonnant toute logique de transfert, les politiques de stimulation du développement régional doivent donc se rapprocher du terrain pour espérer produire des effets positifs. Aux États-Unis, l'extension de la crise dans les régions les plus touchées par la désindustrialisation, dans la « ceinture de la rouille » (Michigan, Ohio, Illinois), a été combattue par des interventions vigoureuses et efficaces des États et des autres collectivités locales (9). Dans ses fonctions de gouverneur, M. Michael Dukakis a joué un rôle de pionnier dans la mise au point de ces nouvelles politiques, qui ont aussi produit des résultats tangibles dans des États comme le Michigan ou la Pennsylvanie, ne bénéficiant pas comme le Massachusetts des effets d'entraînement de Harvard et du Massachusetts Institute of Technology (MIT).

(1) Voir Claude Julien, « Ambition », et Bernard Cassen, « Dans la jungle du grand marché », *Le Monde diplomatique*, septembre 1988.

(2) Article 130 A de l'acte unique européen.

(3) Dans l'avant-projet de budget 1989, en millions d'ECU (MECU), les crédits de paiement sont les suivants : FEOGA orientation : 1 434; Fonds social : 2 970; FEDER : 3 920; au total : 8 324 MECU, soit 18 % d'un budget communautaire de 45 740 MECU (1 ECU = 7 F).

(4) Rapport entre la contribution versée par un État membre et les paiements qu'il obtient du Fonds considéré. En 1986, la France a participé à hauteur de 20 % au financement de la CEE. Elle a reçu 15 % des paiements des fonds structurels, mais 24,6 % des dépenses de soutien des marchés agricoles.

(5) Jusqu'à cette date la Commission était tenue de rembourser aux États membres une partie de leurs dépenses d'équipement dans les régions défavorisées, sans pour autant participer aux prises de décision.

(6) Jean-François Gravier, *Paris et le désert français*, Paris, Flammarion, 1947.

(7) Voir Olivier Guichard, *Propositions pour l'aménagement du territoire. Rapport au ministre de l'équipement de l'aménagement du territoire et des transports*, La Documentation française, Paris, 1986.

(8) Autorisation préalable exigée par les pouvoirs publics pour agrandir ou créer des établissements industriels ou commerciaux à Paris.

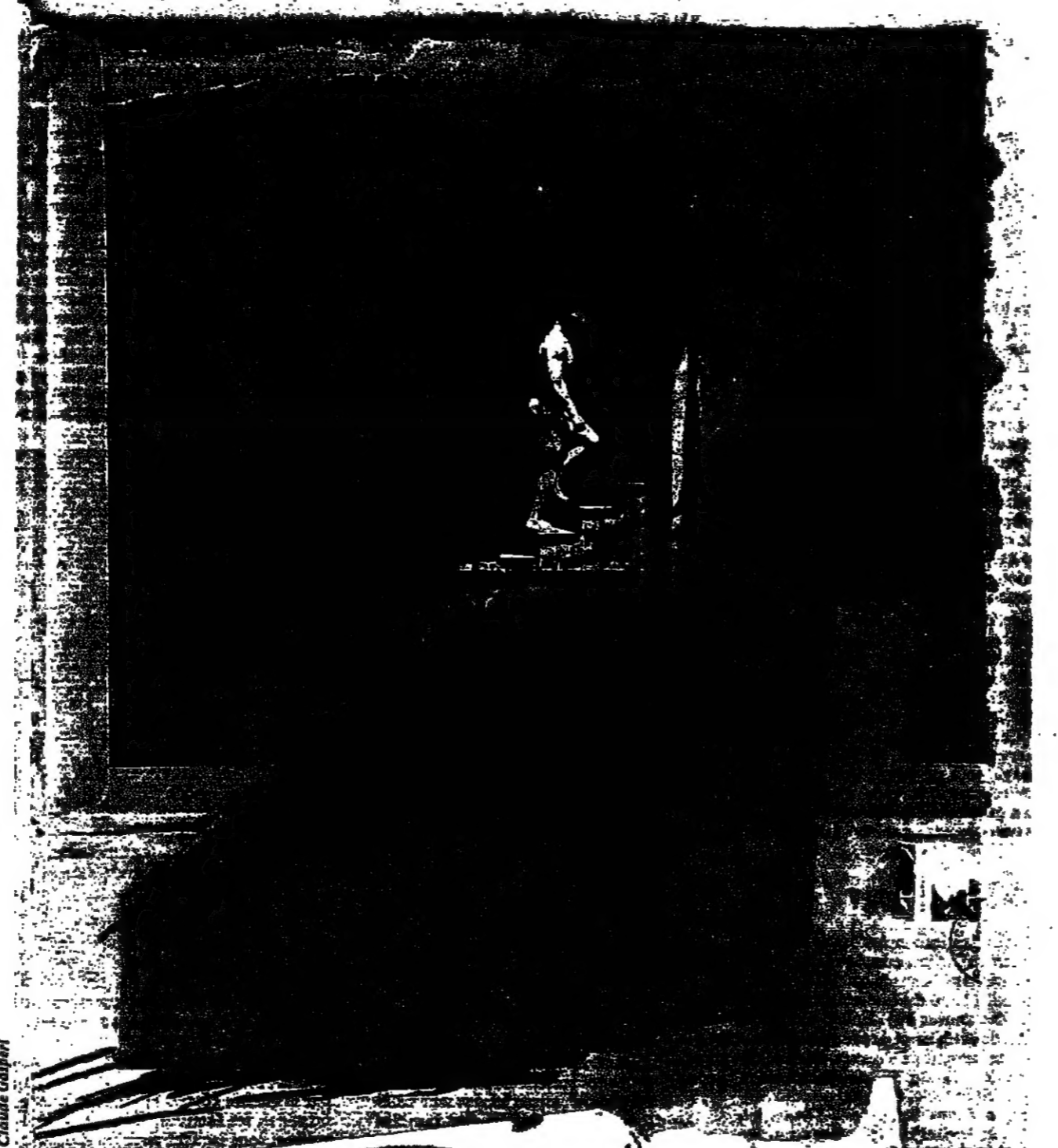
(9) Voir Pierre Dommergues, « Le Michigan, laboratoire de l'économie-territoire », *Le Monde diplomatique*, octobre 1986, et Pierre Dommergues (sous la direction de), *La Société de partenariat. Economie-territoire et revitalisation régionale aux États-Unis et en France*, AFNOR-Antropos, Paris, 1988.

Par JEAN-FRANÇOIS DREVET \*

CONSCIENTS des réactions de rejet d'une partie de l'Europe à la « jungle du grand marché » (1), les signataires de l'acte unique ont souhaité un « renforcement de la cohésion économique et sociale » de la Communauté (2), en vue notamment de la réduction de ses disparités régionales. Le texte prévoit à cet effet une réforme des instruments existants qui devrait aboutir à l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions au 1<sup>er</sup> janvier 1989.

Malgré tout ce qu'on a pu en dire, le budget communautaire n'est pas intégralement affecté au soutien des marchés agricoles. La CEE s'est d'abord dotée du Fonds européen d'orientation et de garantie agricoles (FEOGA), d'un Fonds social (FSE) et enfin, en 1975, du Fonds européen de développement régional (FEDER). En 1989, ces fonds structurels représenteront 18 % des dépenses de la CEE (3). Ils ont longtemps fonctionné de manière séparée et parfois peu communautaire, les gouvernements étant davantage soucieux de récupérer leur mise, les yeux fixés sur leur « taux de retour » (4), que de l'application des politiques communes proposées par la Commission. Celles-ci ont particulièrement fait défaut dans le secteur régional où - à l'intérieur de quotas préétablis - une mécanique de compensation budgétaire a prévalu jusqu'en 1985 (5).

C'est au moment où les écarts de revenu entre les régions ont atteint leur plus grande intensité depuis la création de la CEE (voir carte ci-contre) que la Commission entend se doter d'un dispositif efficace pour les réduire. Difficulté supplémentaire : la mise en place d'une politique régionale communautaire (PRC) intervient dans un contexte de mutations de ces mêmes politiques dans les États membres, ainsi que dans les autres grands pays de



VLADIMIR VELICKOVIC - Homme de Maybridge, variation.

\* Auteur de 1993-2000, les régions françaises entre l'Europe et le déclin, Souffles, Paris, 1988.

## En France : des structures inadaptées et des aides publiques dérisoires

Par PIERRE ROCQUOURT \*

LA France n'a pas tiré toutes les conséquences de la décentralisation dans les décisions publiques en matière économique. Alors qu'elles entrent en

concurrence avec des homologues bien rodées à l'action économique par des décennies de large autonomie, les collectivités locales françaises sont mal préparées à tirer parti de leurs nouvelles compétences.

Après les élections législatives de juin, plusieurs présidents de conseils régionaux, touchés par la loi antic-

mul, ont attesté de manière éclatante du peu de poids de cet échelon dans l'appareil politique français en lui préférant d'autres fonctions électorales. Alors qu'il est souvent reproché aux régions de l'Hexagone de ne pas disposer d'une taille suffisante pour se mesurer avec les Länder allemands, on s'aperçoit que la loi de décentralisation de 1982 a d'abord avantagé l'échelon départemental, et donc consolidé, suivant l'expression de M. Jacques Delors, la « France de papa » (1). Effectivement, la région ne dispose que du budget d'un petit département, et ne peut presque rien réaliser seule. Entre les niveaux municipal - caractérisé par un émiettement unique au monde - et national, il existe deux échelons de décision intermédiaires, et souvent concurrents. Comment, dans ces conditions, assurer à 1,7 million d'Alsaciens les moyens de coopérer à armes égales

avec près de 10 millions de Badois-Wurtembergeois ?

Le rapport Saglio, du nom de l'actuel directeur général de l'industrie, a bien mis en évidence les défaillances du régime des aides à l'industrie en France. On pourrait faire des constatations comparables pour les interventions publiques à finalité régionale : orientations déficientes, règles de gestion désuètes et tracassières, et surtout insuffisance grandissante des moyens. Compte tenu de la variété des champs d'attribution, les comparaisons internationales sont difficiles, mais la réalité ne fait pas de doute : en descendant au-dessous de 2 milliards de francs, le budget de l'aménagement du territoire en France s'est rapproché de celui de la Suède, pourtant sept fois moins peuplée.

besoins des entreprises. Le parcours du combattant qu'on leur impose n'est pas une garantie de bon usage et décourage les plus petites, celles précisément qui ont le plus besoin des fonds publics. On est très loin des interventions « sur mesure » pratiquées par les autorités locales américaines, à la fois plus souples dans les conditions d'attribution, et plus exigeantes quant aux résultats demandés. Pour le soutien aux PME/PMI, dont dépend largement le renforcement du tissu économique régional, la France est très en retard par rapport à ses partenaires d'Europe du Nord.

(1) Voir *Le Monde*, 3 septembre 1988.  
(2) Voir *Le Monde*, 30 août 1988.

### Une lourde gestion administrative

EN ce qui concerne les aides versées par les États membres de la CEE à la localisation des entreprises, une étude réalisée par la Commission européenne a mis en évidence leur niveau dérisoire en France (cf. le tableau ci-contre). Et ces chiffres remontent à 1985, à un moment où la prime d'aménagement du territoire représentait 1 056 millions de francs, alors que la dotation pour 1989 ne dépassera pas 230 millions de francs. Quant aux 4 milliards de francs versés aux entre-

prises françaises par les collectivités locales, ils restent nettement au-dessous de ce qui est accordé par les Länder allemands, en collaboration avec le gouvernement fédéral ou isolément, et parfois clandestinement.

Un plaidoyer en faveur d'aides régionales plus importantes aurait évidemment davantage de succès si leur efficacité n'avait été contestée par de nombreux rapports de la Cour des comptes, se basant sur des cas précis. En fait, la gestion administrative par « guichets » n'est pas adaptée aux

### AIDES RÉGIONALES ACCORDÉES AUX ENTREPRISES

Pays	Montant total (millions ECU)	Montant en ECU par habitant
Belgique	185,9	53,7
Danemark	11,7	9,5
EFA	1 419,3	55,3
Espagne	75,7	1,7
France	285,0	13,5
Grèce	(non disponible)	
Irlande	188,3	53,8
Italie	2 963,0	184,5
Luxembourg	18,0	49,2
Pays-Bas	219,0	39,8
Portugal	22,6	2,1
Royaume-Uni	1 139,0*	53,8*

\* (données de 1984).  
(Source : direction de la concurrence, Commission des Communautés européennes; chiffres de 1985).

(Publicité)

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE

### FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES

pour la vie professionnelle

Affaires - Commerce - Gestion - Communication

CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES  
UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE  
BTS COMMERCE INTERNATIONAL  
ACTION COMMERCIALE  
BUREAUTIQUE ET SECRETARIAT

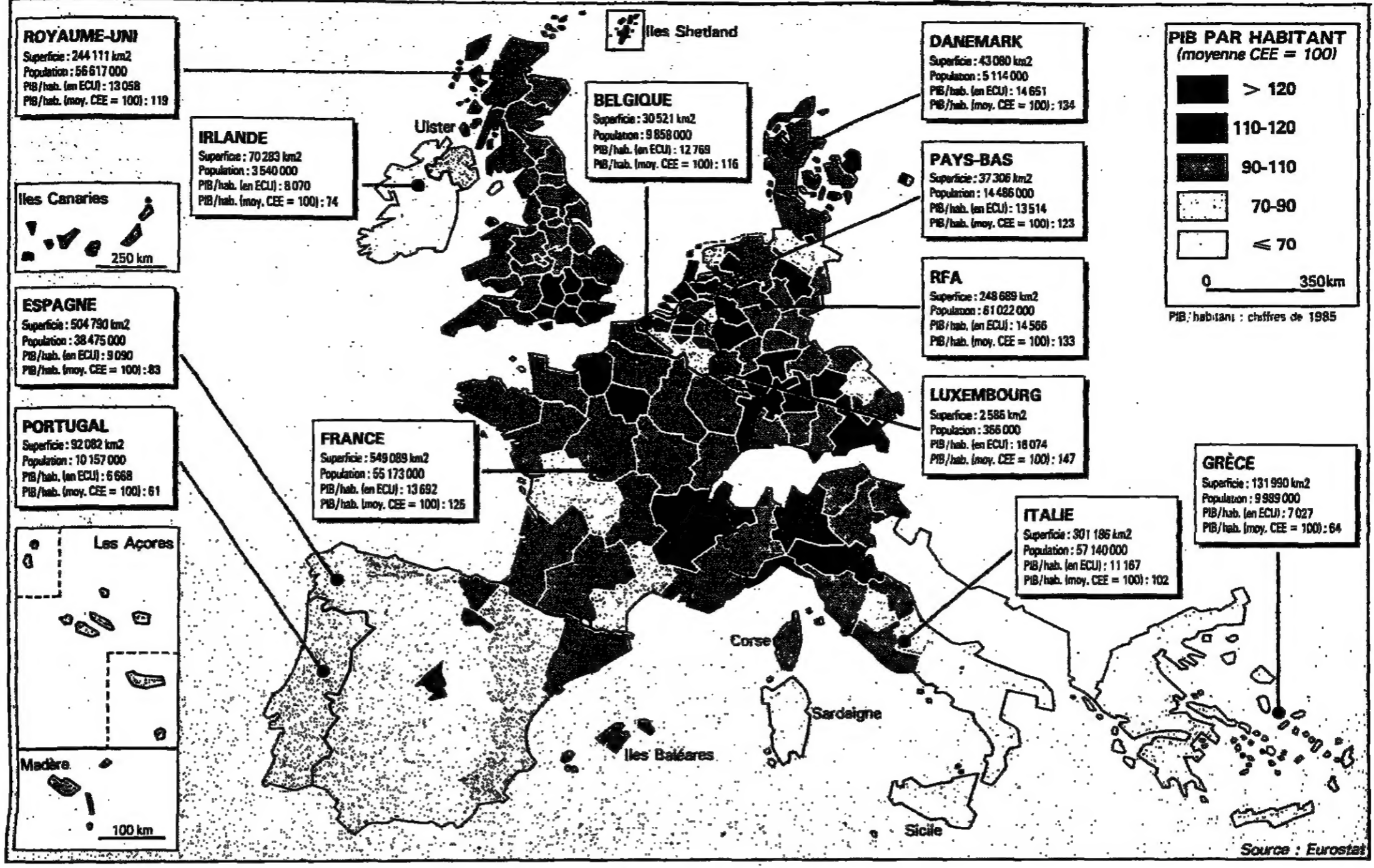
Ces examens sont ouverts à tous et se déroulent dans la plupart des grandes villes de France, et à l'étranger.  
Étudiants, cadres tous secteurs, ingénieurs, techniciens, secrétaires... peuvent en profiter pour compléter leur formation et augmenter leur compétence ou assurer leur avenir professionnel.  
Langues & Affaires assure par correspondance des cours tous niveaux et des préparations complètes à ces examens.  
Inscriptions toute l'année. Durée d'étude à votre choix et à votre rythme.  
Documentation gratuite sur ces diplômes et sur les cours à :  
Langues & Affaires, service 4762. 33, rue Collange  
92303 Paris-Levallois (France). Tél. : (1) 42-70-81-88.  
Établissement privé fondé en 1947. Sous contrôle Éducation nationale.

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.

CERTAINES IDEES regionales

DE L'EUROPE qui minent la cohésion communautaire

Le changement de la carte d'Europe... au Royaume-Uni, dissemblable à l'agrement (8), et l'annexion de territoire voit ses crédits réduits.



LOCALISATION DES RÉGIONS PAUVRES

(1) Voir Claude Julien, « L'Europe... », Le Monde diplomatique, mai 1988. Article 130 A de l'Acte unique.

A un moindre degré, les pays d'Europe du Nord ont fait de même, y compris quand les partis conservateurs ont repris le pouvoir, comme au Royaume-Uni et en RFA.

Cette nouvelle politique de développement régional - fondée sur la stimulation de la croissance et de l'emploi, et non sur sa répartition - a représenté une composante essentielle de la reprise de 1983-1984 aux Etats-Unis.

mise en place par Ottawa, elle n'est pas relayée par un effort comparable du gouvernement fédéral. Considérant que la mobilité de la population active était le meilleur moyen de réduire les disparités de taux de chômage et de revenu entre les Etats, Washington a toujours refusé de s'engager dans cette voie.

ou agences de développement, instituts de participation), qui ont déjà fait leurs preuves aux Etats-Unis, afin de relayer les structures communautaires ou étatiques, trop éloignées du terrain.

apporter une réponse au problème de la réduction des disparités. Sans sous-estimer l'ampleur des dépenses actuelles, qui seront doublées d'ici 1993, il faut rappeler que le budget communautaire - moins de 1 % du produit intérieur brut (PIB) des Douze - pèse peu sur l'orientation de l'activité économique, sauf dans l'agriculture.

temps encore inaccessible. L'harmonisation des politiques macroéconomiques, la libre circulation des capitaux, auront des effets autrement plus importants dans un sens ou dans l'autre.

JEAN-FRANÇOIS DREVET.

Dans notre prochain numéro : L'ESPACE JUDICIAIRE EUROPÉEN

liques dérisoires

besoins des entreprises. Le premier constat est qu'en leur imposant une part de bon usage et dans une certaine mesure, ces principes ont le plus souvent des effets positifs.

Multiplier les laboratoires d'expérimentation

L'EUROPE, à la différence des Etats-Unis, n'est pas en mesure de résoudre ses problèmes régionaux par la mobilité de ses populations. Les compartimentages géographiques et linguistiques, les traditions culturelles, constituent autant d'obstacles difficiles à surmonter.

Cela fait maintenant une décennie que les experts encouragent le FEDER à glisser du financement des infrastructures à la stimulation directe de l'activité économique, mesurable en termes de création d'emplois.

Si la politique régionale de la CEE veut aussi apporter sa contribution à la construction d'un espace économique communautaire, au plein sens du terme, elle ne saurait limiter ses interventions aux régions qualifiées de « défavorisées » et, suivant l'expression de M. Enock Landaburu, directeur général de la politique régionale à la Commission, n'être que la « dame d'honneur » ou le « pompier de service » de la reconversion industrielle.

PLANTU La sélection de ses meilleurs dessins L'ALBUM 88 176 PAGES-250 DESSINS. Includes an illustration of a musical score titled 'OUVERTURE EN REMOL' and a form for ordering the album.

Table: AIDES REGIONALES ACCORDEES AUX ENTREPRISES. Columns: Pays, Montants (en millions d'ECU), Nombre d'entreprises. Rows: Belgique, Danemark, RFA, Espagne, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni.

Les efforts du FEDER et les programmes intégrés méditerranéens (PIM) constituent déjà un apport déterminant dans ce sens. En Grèce et au Portugal, le Fonds régional a augmenté la capacité d'investissement public de 25 à 35 %, permettant ainsi d'accroître l'effort d'équipement et de résorber une partie du retard de la croissance des activités et du niveau de vie.

Cette orientation, qui suppose une haute qualité de la collaboration entre la CEE et les bénéficiaires, est entravée par des carences administratives sur le terrain. Entre le risque de sous-consommation, si comme en France, les procédures d'attribution sont trop rigoureuses, et de détournement (voir les procès en cours en Italie), il est difficile de tirer le meilleur parti possible de ce type de dépenses, surtout depuis Bruxelles. Le besoin se fait sentir d'organismes intermédiaires (banques

(1) données de 1984. (Source: direction de la coopération économique des Communautés européennes, mai 1985)

IMBROGLIO LIBANAIS, NOUVELLES VISÉES IRAKIENNES

# La Syrie sur l'échiquier mouvant des ambitions régionales

**C**OMMENT la Syrie se sortira-t-elle du nouvel imbroglio libanais ? A peine les États-Unis et la Syrie s'étaient-ils entendus pour soutenir la candidature à la présidence de la République libanaise d'un chrétien proche de Damas, que la création à Beyrouth, le 23 septembre dernier, d'un gouvernement légal dirigé par un militaire chrétien, doublant le gouvernement légitime de M. Sélim Hoss, est venue raviver le spectre de la partition. La Syrie, dont l'armée occupe les deux tiers du Liban, se trouve placée au pied du mur. Peut-elle, en effet, renoncer à assumer dans ce pays un rôle à la mesure de ses ambitions régionales, alors même que son rival irakien, débarrassé de la guerre du Golfe, s'affirme partie prenante dans le réaménagement des rapports de force au Proche-Orient (1) ?

Par ELIZABETH PICARD\*

Le Liban est le « fief » privilégié de la stratégie de Damas. Depuis le rejet du traité israélo-libanais de Nakoura et le départ de la Force multinationale en 1984, un consensus cynique prévaut qui unit Occidentaux, Soviétiques et même les Israéliens, « brûlés » par la coûteuse inefficacité de l'opération « Paix pour la Galilée » : l'imbroglio est inextricable mais au fond d'importance limitée, car la guerre joue bien son rôle d'abcès de fixation et les risques de contagion demeurent quasi nuls. La gestion de la crise est donc laissée à la Syrie, à charge pour elle de s'atteler à quelques tâches d'impératif régional et international : contenir les islamistes pro-iraniens, libérer les otages occidentaux et respecter, sur le territoire libanais, l'équilibre de dissuasion avec Jérusalem. On voit alors les émissaires américains se succéder à Damas tout au long de l'année 1988, à la recherche d'une formule constitutionnelle libanaise ou, à défaut, d'un candidat à la présidence de la République qui soit acceptable pour le protecteur syrien.

Mais, après treize années de présence au Liban, avec cinquante mille soldats, un équipement renouvelé, des services de renseignement multiples, le régime basiste ne parvient toujours pas à maîtriser la situation. L'armée syrienne a su mettre fin sans ménagement à la guerre des camps entre le mouvement chiite Amal et les Palestiniens, au printemps 1988 ; elle pourrait venir aisément à bout du dernier réduit du Hezbollah à Beyrouth - trois kilomètres carrés - ou même se lancer à l'assaut de la zone « chrétienne », qu'elle tient en tenailles. Mais le succès de telles opérations dépend de conditions politiques qui sont aujourd'hui loin d'être remplies : un consensus intérieur à Damas, l'acceptation des bellégérants et celle de leurs protecteurs.

\* Chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques. Auteur de *Liban, État de sécurité*, Flammarion, Paris, 1988.

En Syrie, une crise économique sans précédent mine le moral de la population. Les difficultés s'accroissent : suspension des subventions des monarchies du Golfe, qui donnent la priorité à l'Irak ; poids écrasant des dépenses militaires, dont l'objectif reste la recherche d'une « parité stratégique » avec Israël ; résultats décevants de secourus de l'économie dans lesquels le pays a englouti des fortunes. L'équipe de M. Hafez El Assad affronte ces difficultés de manière peu convaincante. Le général lui-même est usé physiquement ; ses lieutenants sont occupés à

**MAIS** la nouvelle conjoncture dans le Golfe pourrait pousser Washington, considéré avec Damas comme le *deus ex machina* de la scène libanaise, à faire moins de concessions. Le pays du Cèdre n'est en effet pas seulement un enjeu en soi, mais une carte majeure dans la partie régionale qui s'ouvre et s'annonce difficile pour le président Assad. En 1979, le soudain rapprochement entre les basistes syriens, arabes et laïques, et les khoméinistes iraniens, perses et islamistes, avait répondu à une inquiétude partagée devant les appétits de l'Irak.

Dans un Proche-Orient dominé par la présence américaine, chacun s'interrogeait sur la vraie nature de l'alliance syro-iranienne. Était-elle simplement tactique, pour s'opposer à l'Irak, ou stratégique, pour renverser les rapports de forces régionaux ? Le pacte devait passer son premier test, celui des pressions diplomatiques et financières des monarchies pétrolières cherchant à ramener le général Assad à l'unité arabe, première des professions de foi basistes. En 1987, la conférence islamique de Koweït, le sommet arabe d'Amman et deux médiations du roi Hussein de Jordanie, ont été autant d'occasions de lui demander, sinon de

élargir leur clientèle en vue de la succession ; tactiques et projets personnels prennent le pas sur tout projet stratégique ambitieux.

Depuis des mois, les rues de Damas sont remplies du ballet incessant des voitures de dirigeants libanais négociant à longueur de nuit. Non seulement les « clients » de la Syrie sont là, comme le chef d'Amal, M. Nabih Berri, mais aussi des alliés difficiles comme M. Walid Joumblatt, ou des opposants : le cheikh Fadallah, autorité chiite proche du Hezbollah, et même le président sortant, M. Gemayel, le 21 septembre.

L'un après l'autre, les candidats à la présidence viennent présenter leur programme à M. Abdel Halim Khaddam, le vice-président syrien en charge du dossier libanais. Mais aucun candidat ne semble trouver grâce, et le blocage est complet : après quinze années de manipulation, de divisions, de manœuvres d'intimidation, de trahisons et d'attaques dirigées autant contre ses amis que contre ses ennemis, le « pacifisateur » syrien a fait le vide autour de lui. Bien sûr, ces méthodes ont été dictées aux dirigeants basistes par la nature spécifique du système politique libanais - d'autant qu'elles sont le reflet de leur vision de la société syrienne - mais le résultat est là : M. Assad n'accepte comme candidat que des alliés sûrs, M. Soleiman Franjié, le chef du clan maronite du nord ou, à défaut, le député, lui aussi du nord, M. Daher dont la candidature a été entérinée par M. Reagan afin de faciliter la libération des otages.

## Nouvelle donne dans le Golfe

rompre avec Téhéran, du moins d'adopter une position plus équilibrée dans la guerre du Golfe. Peine perdue. Le président Assad a jugé plus convaincantes les offres de la République islamique de renouveler ses fournitures de pétrole - 7 millions de tonnes de brut - à bas prix. Mieux, il a profité de l'atmosphère d'incertitude créée par l'extension du conflit dans les eaux du Golfe pour jouer les bons offices entre l'Irak et les monarchies de la péninsule, soucieuses de se démarquer de l'Irak.

Le deuxième défi pour l'alliance syro-iranienne fut la lutte qui mit aux prises, au Liban, l'armée de Damas et son allié Amal aux mouvements islamistes liés à Téhéran, Hezbollah en particulier, entre 1986 et 1988. Lors de certains épisodes, comme l'entrée des Syriens dans la banlieue sud au printemps 1988, des dignitaires de la République islamique dont M. Velayati, le ministre des affaires étrangères, manifestèrent leur désaccord avec Damas, et l'alliance stratégique parut sur le point de se rompre. Mais l'affrontement a tourné court et, depuis son acceptation de la résolution 598, l'Irak lâche pied au Liban, rapatrie ses missionnaires combattants, déserte la caserne de Baalbek et ses partisans fondent comme neige au soleil.

Mieux, certains des militants du Hezbollah - ceux qui ne rejoignent pas Amal - surmontent leur déception et, faisant preuve d'une flexibilité remarquable trop souvent occultée par leur discours dogmatique, prennent langue avec les militaires de Damas au nom de la fidélité à l'axe syro-iranien. Continons ensemble, proposent-ils en substance, la lutte contre les « arrogants » (les grandes puissances et Israël) et contre les dirigeants libanais « injustes ». A ce compte, l'alliance est sauve, mais suffira-t-elle à préserver le président Assad des accusations le présentant comme l'ennemi de l'islam et le complice d'Israël lancées par ses détracteurs ?

Soulagé d'une guerre qui a failli lui coûter le pouvoir, le président Saddam Hussein est maintenant libre d'élargir son soutien aux adversaires de son rival syrien. M. Yasser Arafat séjourne fréquemment à Bagdad, le radio ne cesse d'encourager l'OLP. M. Karim Pakradouni, vice-président des Forces libanaises, se vante des « relations privilégiées » de sa milice avec un « certain État arabe » qui lui aurait fourni des armes en juin et en août de cette

année, contre la délivrance de quelques centaines de passeports libanais à l'OLP. Et dans la capitale irakienne, où bon nombre d'entre eux ont trouvé refuge après leur défaite de 1982 et le massacre de Hama, les militants islamistes syriens se préparent à lancer de nouvelles opérations tant à l'intérieur de la Syrie qu'au Liban, où le correspondant du *Times* leur a attribué, dès le 21 août, la responsabilité d'attentats à Beyrouth-Ouest contre les Forces spéciales.

Cette fois, le contentieux entre les présidents syrien et irakien est lourd : il ne s'agit pas seulement de trahison et d'ambitions contrariées, comme lors de

la spectaculaire brouille de juillet 1979, mais du viol d'un principe aussi sacré que souvent balafonné, l'unité arabe. Le vice-président irakien, M. Taha Yassin Ramadan, n'a pas eu de mots assez durs, le 11 août dernier, pour condamner les « responsabilités négatives » du général Assad tant au Liban et envers les Palestiniens que dans la guerre du Golfe (2). En réponse, quatre jours plus tard, une réunion extraordinaire du commandement du Front national progressiste syrien se conclut par des encouragements au renversement de M. Saddam Hussein, assortis d'une ouverture vers la Jordanie et d'un appel à l'URSS.

## L'enjeu palestinien

**L**A Syrie a de bonnes raisons de redouter l'après-guerre et le retour en force d'un Irak hyper-militarisé qui a échappé à la défaite et qui déploie ses efforts sur la scène arabe en direction aussi bien de l'OLP que de la Jordanie et de l'Égypte. Mais faut-il croire, comme le proclame M. Pakradouni, que « grâce à la victoire de l'Irak, l'ère syrienne a pris fin (3) » ?

Une fois de plus, le général Assad pourrait étonner par sa capacité à surmonter difficultés internes et menaces extérieures et par son habileté à exploiter l'évolution régionale, en particulier la montée en puissance de l'Arabie saoudite, bien décidée à ne plus laisser M. Saddam Hussein lui dicter ni guerre ni paix dans l'avenir. L'Irak sera maintenu hors du Conseil de coopération du Golfe, lequel s'emploie à réchauffer ses relations, jamais rompues, avec l'Iran. Or, pour contenter M. Saddam Hussein et ses appétits algambés, rien de tel qu'une Syrie forte, souterrainement par les monarchies pétrolières et alliée à l'Iran et à l'Union soviétique.

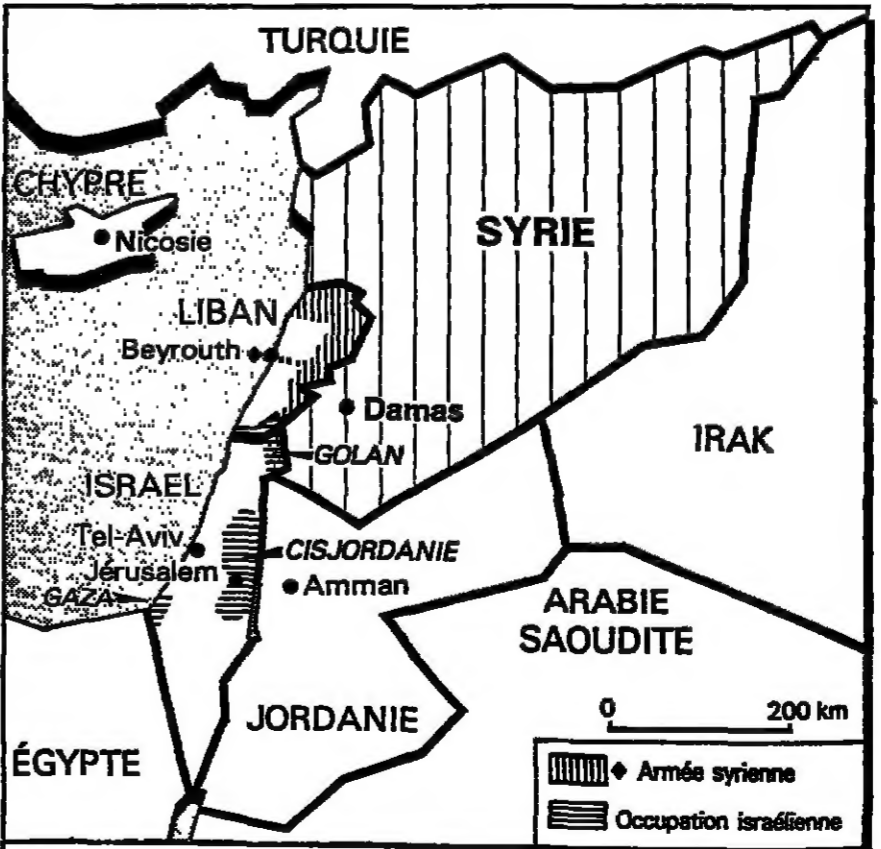
L'entente entre Moscou et Damas reste d'ailleurs la grande inconnue de l'équation proche-orientale. D'un côté, le port méditerranéen de Tartous serait en passe d'être transformé en base permanente pour la flotte soviétique, et l'aviation syrienne aurait reçu une quarantaine de Mig-29 (4). De l'autre, le général Assad craint de faire les frais de la « perestroïka » - et de la détente Est-Ouest, à l'heure où Moscou développe des relations consulaires avec Jérusalem et ne ménage pas son soutien aux efforts diplomatiques de M. Arafat.

Or, depuis l'« intifada » dans les territoires occupés et le cessez-le-feu dans le Golfe, la question palestinienne est redevenue l'enjeu central des affrontements et des négociations au Proche-Orient. Alors que, en Israël, certains responsables politiques insistent sur la menace syrienne (5), des commenta-

teurs, tirant les conclusions du désengagement jordanien, n'hésitent plus à évoquer l'« option syrienne » (6) : qui plus que la Syrie d'Assad a montré depuis cinq ans son efficacité pour combattre l'OLP ? Qui d'autre pourrait assurer la sécurité de la frontière nord d'Israël et respecter l'accord tacite de dissuasion mutuelle en vigueur depuis plus de dix ans (6) ? Qui peut mieux faire obstruction au retour de l'Irak dans le conflit israélo-arabe ?

Pourtant, les longs et coûteux efforts de Damas pour s'assurer le contrôle du Liban et des Palestiniens n'ont pas pour objectif de conclure des arrangements de sécurité avec Israël. Ils visent à obtenir une paix honorable et, en tout cas, la restitution de la province du Golan. Or, pour le président Assad, cette paix passe par une négociation globale israélo-arabe sur la base de la « parité stratégique », dont il fait sa priorité et qui exigerait une coopération militaire sans faille avec l'Union soviétique, une entente avec la Jordanie mais aussi avec l'Irak et l'Égypte, - une concertation avec l'OLP et un désengagement du Liban. Mais l'heure n'est pas venue d'un tel retrait. Pour conserver son atout principal dans la bataille régionale, le général Assad cherche encore, par les patientes manœuvres dont il a le secret, à ramener un Liban réunifié à ses côtés. Mais si la négociation politique restait bloquée, pourrait-il s'épargner les risques d'une intervention militaire ?

- (1) Cf. Ahmed Salamatin, *Le Monde diplomatique*, septembre 1988.
- (2) Extrait avec *Al Akhbar*, Le Caire 11 août 1988.
- (3) *Al Mawzoun*, Beyrouth 1<sup>er</sup> août 1988.
- (4) *International Herald Tribune*, 5 septembre 1988. Cet appareil, qui n'a pas encore été fourni aux alliés du pacte de Vanovie, serait présent en Irak, en Syrie, en Yougoslavie, en Corée du Nord et en Inde.
- (5) Cf. les déclarations du général Péléd à *Kol Israel*, 2 août 1988.
- (6) *Dore Gold*, « Now the Syrian Option », *Jerusalem Post*, 27 août 1988.



### Evolution politique

Avril 1975 : Début de la guerre civile libanaise.
Juillet 1976 : Intervention massive des troupes syriennes au Liban contre l'OLP et ses alliés de la gauche.
17 septembre 1978 : Signature des accords de Camp David entre l'Égypte, Israël et les États-Unis.
26 octobre 1978 : Charte commune syro-irakienne.
Février 1979 : Retour de l'imam Khomeiny à Téhéran.
28 juillet 1979 : Rupture syro-irakienne.
Septembre 1980 : Début du conflit irako-iranien.
14 décembre 1981 : Israël envahit le Liban (opération « Paix en Galilée »).
14-21 septembre 1982 : Assaut de Bachir Gemayel. Son frère Aminé est élu président du Liban.
17 mai 1983 : Accord de paix israélo-libanais à Nakoura.
7 mars 1984 : Abrogation de l'accord de Nakoura.
Printemps 1985 : Premiers épisodes de l'assaut d'Amal contre les camps palestiniens du Liban.
Juillet 1985 : Fin du retrait des troupes israéliennes du Liban, à l'exception d'une bande frontalière au Sud.
13 juin 1986 : Début du retour des Syriens à Beyrouth-Ouest.
Août 1988 : Cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran.

## REPLACEZ VOTRE RÉGION dans LA FRANCE D'AUJOURD'HUI

**NOUVEAU**

**BON DE COMMANDE**  
à adresser à : CNRS-INSEE, 17, 2718, 92027 ANGENNES CEDEX

\* Veuillez m'adresser... (reproduction de l'ouvrage) LA FRANCE ET SES RÉGIONS "Métiers 1988"  
\* Format 16 X 24 cm, 120 pages, 50F.

Nom et prénom complet : ..... Activité : .....  
Adresse : ..... Ville : .....  
Code postal : ..... Téléphone : .....

\* Cf. joint, en supplément, la somme de... F par : mandat [ ], chèques bancaires [ ], chèques postal [ ], à l'ordre de l'INSEE.

Édité par le SARL *Le Monde*  
Gérant : André FONTAINE,  
Directeur de la publication.  
Administrateur général : Bernard WOUTS

Imprimerie  
du « Monde »  
7, rue des Italiens  
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 438  
ISSN : 0026-9395.

À la disposition des diffuseurs de presse  
pour modifications de service, demandes de  
réimpression ou autres, sollicitez votre numéro de  
téléphone vert : (16) 1 85-36-11-11.

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.



MASSACRÉS PAR LES ARMES CHIMIQUES ET DERNIÈRES VICTIMES DE LA GUERRE DU GOLFE

Les Kurdes à la recherche d'une nouvelle stratégie

EN quelques semaines, plus de 100.000 Kurdes irakiens, fuyant les bombardements et les armes chimiques, ont trouvé refuge en Turquie. Cet afflux soudain risque de compliquer les relations délicates qu'Ankara entretient avec Bagdad et Téhéran. Il menace aussi de déstabiliser l'équilibre intérieur de la Turquie en apportant un encouragement et des renforts aux irrédentistes kurdes qui mènent depuis août 1984 des actions de guérilla dans les provinces de l'Est.

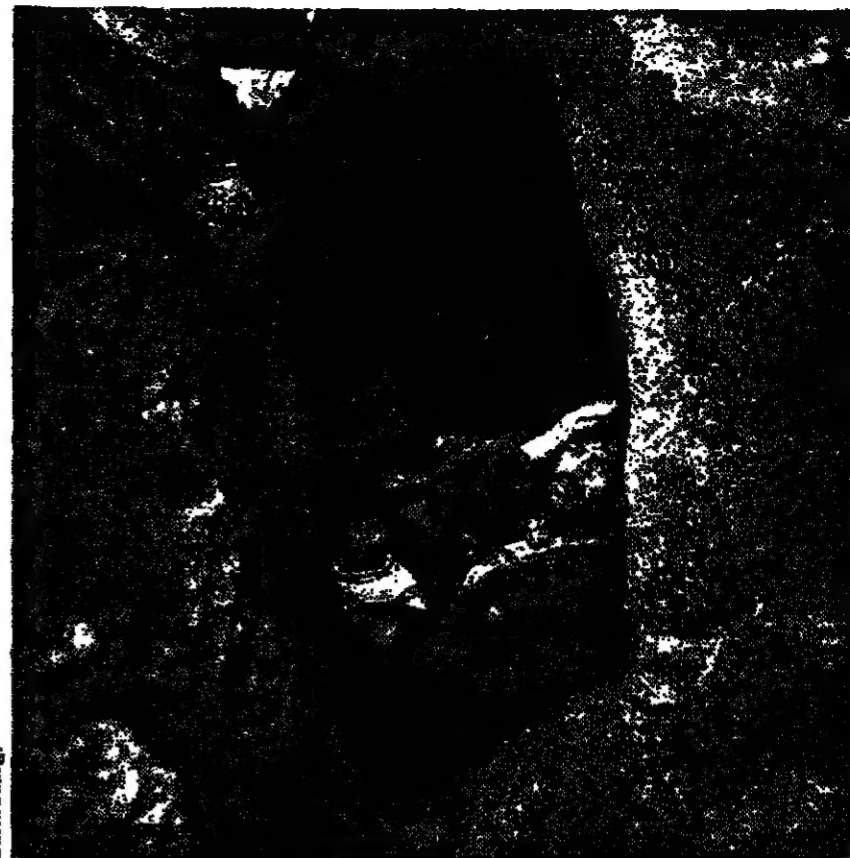
Par CHRISTIANE MORE

doments classiques et chimiques et au déplacement massif de populations. Cette pratique de la déportation n'était pas nouvelle, mais elle prit une dimension systématique sans précédent : il s'agissait à la fois de couper les « peshmergas » de la population et d'accélérer l'arabisation du Kurdistan. Ainsi, les paysans kurdes chassés de leurs villages ne peuvent habiter Kirkouk, tandis qu'un Arabe venant s'y installer recevait, en septembre 1987, l'équivalent de 600 000 francs pour construire une maison.

L'opinion internationale commença à s'émouvoir quand, en mars 1988, plus de cinq mille personnes, hommes, femmes et enfants, furent tués dans la ville de Halabja - qui venait d'être conquise par les « peshmergas » et leurs alliés iraniens - à la suite de l'utilisation massive de gaz. Bagdad affirma alors « son droit ainsi que sa détermination à avoir recours à tous les moyens à sa disposition pour contraindre l'invasion iranienne », y compris contre ses propres citoyens.

En septembre 1988, toutefois, le régime basiste a fermement nié toute utilisation d'armes chimiques et a organisé de grandes manifestations devant l'ambassade américaine pour protester contre les menaces de représailles économiques envisagées par le gouvernement et le Sénat à Washington. Et pendant ce temps la guerre continue : à la mi-septembre, l'armée irakienne avait repris le contrôle de la plupart des « zones libérées » kurdes et la frontière avec la Turquie était à nouveau sous contrôle gouvernemental.

L'avenir de l'opposition kurde irakienne paraît bien sombre ; davantage, en tout cas, que celui du PDK d'Irak. Le mouvement de M. Ghassemlou, qui combat la révolution islamique, a toujours refusé de coordonner ses actions avec l'armée irakienne, contrairement aux Moudjahidines de M. Massoud Radjavi : on ne peut l'accuser de trahison. De plus, tout en nouant une alliance politique avec M. Saddam Hussein, il a tenté de maintenir une autonomie suffisante lui permettant de faire face à un accord entre les deux régimes de Téhéran et de Bagdad.



SURVIVANTS D'HALABJA. Des moyens « répressifs et inévitables ».

Plus de cent mille personnes se sont déjà réfugiées en Turquie, où elles rejoignent les nombreux Iraniens qui ont fui le régime de l'ayatollah Khomeiny. Le premier ministre, M. Ozal, a toutefois déclaré qu'il y avait « une limite au nombre de réfugiés que la Turquie pouvait accueillir ». Les autorités sont inquiètes des conséquences de ces migrations ; bien que reprochant le terrorisme du PKK, de nombreux Kurdes turcs sympathisent avec ses objectifs politiques et pourraient se radicaliser (5) au contact de leurs frères irakiens et redécouvrir une

culture dont Ankara a longtemps nié jusqu'à l'existence.

- (1) Le gouvernement de M. Jacques Chirac lui interdira toutefois l'entrée sur le territoire français.
(2) Voir Christiane More, « Les Kurdes, un enjeu oublié au Proche-Orient », le Monde diplomatique, octobre 1988.
(3) Dévoilé en grande partie dans Village Voice, New-York, 16 et 23 février 1976. Voir William Blum, The CIA, The Forgotten History, Zed, Londres, 1986.
(4) Voir William Blum, op. cit., page 278.
(5) Sur les Kurdes de Turquie, voir Christiane More, « Kurdistan : un incident prévisible », le Monde diplomatique, novembre 1987.

Fin avril 1987, les organisations kurdes irakiennes remettaient aux ambassadeurs des grandes puissances à Damas la liste des villages kurdes que le gouvernement de Bagdad avait décidé de détruire ou de faire évacuer. Elles faisaient aussi mention de l'emploi d'armes chimiques dans la mise en œuvre de ce plan, entamé au début avril. Lors d'une tournée en Europe (1) et aux Etats-Unis, au printemps 1988, M. Talabani, dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), mouvement d'opposition à M. Saddam Hussein, dénonça « le génocide dont est victime [son] peuple depuis plusieurs mois » et dressait un parallèle avec l'extermination des Arméniens durant la première guerre mondiale.

Alertés par leurs diplomates et par diverses organisations humanitaires, les gouvernements de l'Est comme de l'Ouest fermèrent les yeux. Les médias eux-mêmes, obnubilés par le sort des combats sur le front sud entre l'armée de la République islamique et celle du régime basiste, négligèrent de rendre compte des événements dramatiques se déroulant au nord.

Depuis le cessez-le-feu d'août 1988, qui a pour l'instant mis un terme au conflit du Golfe et rassuré les diverses capitales sur le sort de l'Irak, et après les récentes offensives irakiennes accompagnées de l'emploi d'armes chimiques au Kurdistan, la communauté internationale a commencé à s'ébranler. Le 7 septembre, le président François Mitterrand exprimait son « inquiétude » ; le 8, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, déclarait que l'emploi de ces moyens « répugnants et injustifiables » pourrait remettre en cause les relations des Etats-Unis avec Bagdad.

Ces prises de position étaient facilitées par l'arrêt des combats sur le front irakien et la survie inespérée du régime basiste, qu'avait soutenu, contre Téhéran, la quasi-totalité de la communauté internationale. La France avait fourni des armes sophistiquées ; de nombreux pays - dont la France, l'Italie, le Royaume-Uni, les Pays-Bas - ont contribué, directement ou non, à la mise sur pied d'unités d'armes chimiques ; les Etats-Unis ont procuré des produits alimentaires ; la RFA, du matériel industriel ; tandis que la Chine coopérait dans le domaine des grands travaux. Bien que principal fournisseur d'armes conventionnelles à Bagdad, l'URSS a conduit une politique subtile, gardant de bonnes relations avec les deux belligérants et conservant son prestige parmi les Kurdes. Le régime basiste a aujourd'hui les moyens de mettre en œuvre sa « solution finale » du problème kurde.

Ivre de sa victoire, surarmé, il reproche aux Kurdes de s'être alliés à l'« ennemi pers ». Une fois de plus, la

population civile paie les alliances des partis kurdes irakiens avec les dirigeants de Téhéran. Comme en 1975, lors de l'accord d'Alger signé entre M. Saddam Hussein et le chah d'Irak le 6 mars ; en échange de l'arrêt de l'aide de Téhéran à la rébellion de Moustapha Barzani dans le Kurdistan irakien, Bagdad acceptait que la frontière sud entre les deux pays soit fixée sur le thalweg du Chatt-Al-Arab. Privés d'une aide dont ils s'étaient rendus totalement dépendants, les autonomistes kurdes subirent une rapide et cuisante débâcle.

L'histoire semble se répéter, même si les détails varient. Partagés principalement entre trois pays - l'Irak, l'Iran, la Turquie, - totalement enclavés, les Kurdes ont souvent cherché l'aide des ennemis de leur gouvernement, même si cet allié opprimait ses propres citoyens kurdes (2).

Les puissances extérieures ne sont évidemment pas absentes de ce jeu. Après la première guerre mondiale, elles ont profondément marqué l'histoire du Kurdistan moderne : le Royaume-Uni, par sa politique pétrolière de 1920 à la révolution de 1958, et même jusqu'à la nationalisation du pétrole irakien en 1972 ; la France, pour contourner la « perle d'Albion » ; l'Union soviétique, en aidant, en 1946, la première République kurde de Mahabad ou par son appui intermittent à la lutte de Moustapha Barzani au Kurdistan d'Irak entre 1961 et 1975.

Les règles du jeu ont toutefois changé avec la prédominance de l'influence américaine en Iran et en Turquie durant les années 60 et 70. Les objectifs stratégiques ont pris le pas sur les préoccupations économiques, le régime de Bagdad étant lié, depuis 1972, à l'URSS par un traité d'amitié et de coopération.

Le rapport secret Pike (3), datant de 1975, éclaire d'une lumière peu connue cette période de l'histoire : en envoyant des armes au mouvement de Barzani, Washington - comme Téhéran d'ailleurs - ne cherchait pas la victoire des rebelles, mais voulait maintenir « un degré d'hostilité juste assez élevé » pour affaiblir le régime basiste et le dissuader de tout aventurisme international. Au moment de la guerre d'octobre 1973, sur des conseils des Israéliens, les Kurdes étaient prêts à lancer une offensive contre l'armée irakienne, mais M. Henry Kissinger les dissuada fermement, et les « peshmergas » (guérilleros) obtinrent, laissant ainsi passer une occasion. En mars 1974, c'est aussi sur l'avis des Etats-Unis et de l'Irak que Barzani refusa un compromis proposé par Bagdad. Après l'effondrement de 1975, 200 000 Kurdes se réfugièrent en Iran. Interrogé sur les conséquences de sa politique, M. Kissinger répondit : « Les actions clandestines ne peuvent se confondre avec une œuvre missionnaire (4). »

« Recourir à tous les moyens »

DEPUIS le déclenchement de la guerre du Golfe en septembre 1980, le mouvement nationaliste kurde a connu un nouveau souffle, aussi bien en Irak qu'en Iran. Pourtant, une fois encore, ses alliances ont fluctué au gré des circonstances. Face à la recrudescence des attaques iraniennes en 1983, le régime basiste prit langue avec l'UPK et avec son dirigeant, M. Talabani, qui venait de suspendre son alliance avec la République islamique.

Estimant l'Irak plus dangereux pour les Kurdes que l'Irak, l'UPK accepta un cessez-le-feu et la médiation de M. Abdul Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDKI), allié de Bagdad. L'autre grande composante de l'opposition kurde irakienne, le Parti démocratique kurde (PDK), d'Irak, de M. Massoud Barzani, fils du prestigieux Moustapha Barzani, resta lié au régime islamique.

L'échec des négociations, dû en grande partie aux pressions des Etats-Unis et de la Turquie - alors que Paris et Moscou encourageaient au contraire un accord, - conduisit progressivement l'UPK à retourner dans le giron irakien et à renouer ses alliances avec

le PDK d'Irak et le PCI. On revenait ainsi à une situation plus classique : chacun des deux mouvements nationaux kurdes, irakien et irakien, se retrouvait allié avec l'ennemi de leur gouvernement.

Les dirigeants de l'UPK, conscients des erreurs de Moustapha Barzani en 1975, étaient néanmoins convaincus que l'ayatollah Khomeiny ne traiterait jamais avec le « traître Saddam Hussein ». Ils ont joué la défaite de celui-ci - sous-estimant l'appui international dont l'Irak bénéficiait.

Poussé par Téhéran, M. Talabani effectua, au début de 1988, des démarches auprès d'Ankara ; mais les autorités turques, qui ont toujours refusé d'utiliser les Kurdes contre leurs voisins, rejetèrent ces avances. L'UPK s'est tourné alors vers le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui mène la guérilla dans l'est de la Turquie. Un accord a été signé le 1er mai 1988 à Damas entre les deux organisations.

L'entente kurdo-iranienne, qui mettait en danger les installations pétrolières de Kirkouk, Bagdad répondit avec une extrême brutalité. En avril 1987, l'armée lançait plusieurs offensives au nord, procédant à des bombar-

LIENNES

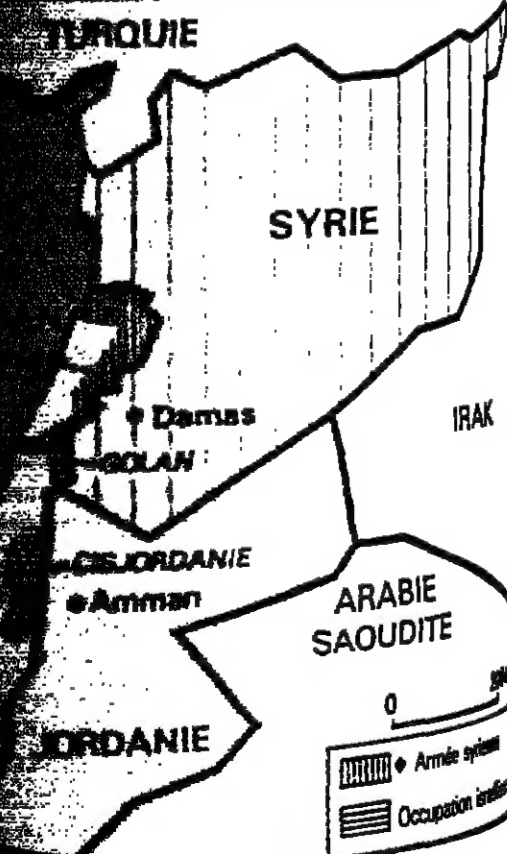
Evolution régionale

La spectaculaire bataille de... 1979, mais du viol d'un... sacré que souvent... Le vice-président irakien... Yassin Ramadan, a pu en... assez dur, le 11 août... coodamer les « responsables... rives » du général Amal... et envers les Palestiniens... guerre du Golfe (2). En... tre jours plus tard, un... dinaire ou commandement... national progressiste... par des encouragements... ment de M. Saddam Hussein... d'une ouverture vers la... appel à l'URSS.

L'enjeu palestinien

leurs, tirant les conclusions de... gement jordanien, a... que l'« option syrienne »... que la Syrie d'Assad (4)... cinq ans son efficacité... l'OLP ? Qui d'autre pour... respecter l'accord tacite de... mutuelle en vigueur depuis... ans (6) ? Qui peut mener... truction au retour de l'Etat... conflit israélo-arabe ?

Pourtant, les longs et... de Damas pour s'assurer le... Liban et des Palestiniens... pour objectif de conclure des... ments de sécurité avec Israël... à obtenir une paix honnête... cas, la restitution de la... Golan. Or, pour le président... cette paix passe par une... globale israélo-arabe sur la... « parité stratégique », dans la... priorité et qui exigent une... tion militaire sans faille... souveraineté une entente avec... ne mais aussi avec l'Irak et... - une conciliation avec l'OLP... désengagement du Liban. Mais... n'est pas venue d'un tel... conserver son statut principal... bataille régionale, le... cherche encore, par les... manœuvres dont il a le... der au Liban renforcé à... si la négociation palestinienne... quée, pourrait-il s'opposer... d'une intervention militaire ?

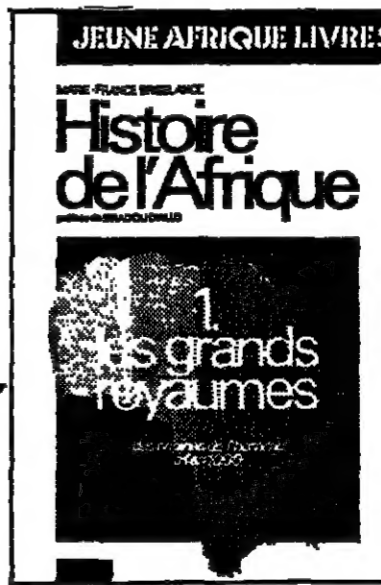


Evolution politique

Le régime basiste prit langue... avec l'UPK et avec son dirigeant... M. Talabani, qui venait de suspendre... son alliance avec la République islamique... Estimant l'Irak plus dangereux pour... les Kurdes que l'Irak, l'UPK accepta... un cessez-le-feu et la médiation de... M. Abdul Rahman Ghassemlou, secré... taire général du Parti démocratique du... Kurdistan d'Irak (PDKI), allié de... Bagdad. L'autre grande composante de... l'opposition kurde irakienne, le Parti... démocratique kurde (PDK), d'Irak, de... M. Massoud Barzani, fils du presti... gieux Moustapha Barzani, resta lié au... régime islamique... L'échec des négociations, dû en... grande partie aux pressions des Etats... Unis et de la Turquie - alors que Paris... et Moscou encourageaient au contraire... un accord, - conduisit progressivement... l'UPK à retourner dans le giron... irakien et à renouer ses alliances avec...

HISTOIRE DE L'AFRIQUE

par Marie-France Briselance
Tome 1. "LES GRANDS ROYAUMES"
Tome 2. "LE TEMPS DES CONQUÉRANTS"



Une histoire de l'Afrique, des origines de l'homme à l'aube des indépendances, en deux tomes reliés de 200 pages, abondamment illustrés. Une nouvelle conception de l'histoire de l'Afrique qui ne sépare pas à priori celle du nord du continent et celle du sud : l'Afrique est vue comme un tout. Traité d'une manière rigoureuse et précise au plan historique, le contenu de l'ouvrage se veut également aussi facile et agréable à lire qu'un roman. L'auteur a déjà consacré à l'Afrique de nombreux textes et documentaires de vulgarisation.

Jeune Afrique Livres a déjà publié : Mandela l'indomptable, par F. Soudan. Sankara le rebelle, par S. Andriamirado. Sékou touré, le héros et le tyran, par I. Baba Kabé. Trente ans de Coupe d'Afrique des nations, le football africain, par Fouzi Mahjoub. Kaddafi, la CIA et les marchandises de mort, par F. Soudan et J. Gouliard. Bourguiba, Tome 1. A la conquête d'un destin, par S. Bessis et S. Bethassen. A paraitre : Bourguiba, Tome 2. Un si long règne, par S. Bessis et S. Bethassen.

BON DE COMMANDE

A RETOURNER ACCOMPAGNÉ DE VOTRE RÉGLEMENT A DIFFRESS - 3, RUE ROQUEPINE - 75008 PARIS (FRANCE) - TÉL. : (1) 42.65.69.30. JE DESIRE RECEVOIR: ... VOLUMES DE L'HISTOIRE DE L'AFRIQUE, TOME 1, "LES GRANDS ROYAUMES", ... VOLUMES DE L'HISTOIRE DE L'AFRIQUE, TOME 2, "LE TEMPS DES CONQUÉRANTS", AU PRIX UNITAIRE, FRANCO DE PORT, POUR LA FRANCE ET L'EUROPE DE 77 FF, ET POUR LES AUTRES PAYS DE 100 FF (ENVOI RECOMMANDÉ). ... LES DEUX TOMES DE L'HISTOIRE DE L'AFRIQUE AU PRIX UNITAIRE, FRANCO DE PORT, POUR LA FRANCE ET L'EUROPE DE 140 FF, ET POUR LES AUTRES PAYS DE 170 FF. RÉGLEMENT PAR CHÈQUE BANCAIRE (ACCEPTÉ UNIQUEMENT POUR LA FRANCE METROPOLITAINE) OU PAR MANDAT POSTAL (AUTRES PAYS), A L'ORDRE DE DIFFRESS. NOM PRÉNOM ADRESSE BOÎTE POSTALE VILLE PAYS

DROIT A LA DIFFÉRENCE CONTRE DROITS DE L'ENFANT

La blessure de l'excision

P RATIQUÉE dans vingt-six Etats africains ainsi qu'en Indonésie et en Malaisie, l'excision ou ablation du clitoris a été importée en France au début des années 60 par certains ressortissants de ces pays venus trouver accueil et travail.

Par DOMINIQUE VERNIER

- Nous sommes bien mal placés pour donner des leçons, nous qui avons offert au monde le spectacle de barbaries organisées, lors de la seconde guerre mondiale, expliquait récemment M. Jean-Marie Somy, un magistrat de Pontoise.

- Refuser un rite, c'est rejeter la société dans ce qu'elle a de plus profond, de plus évident, dit le sociologue Henri Mendras (1), nous invitent ainsi, avant que de juger, à essayer de comprendre.

Mais lorsque l'on sait que l'excision se pratique maintenant dès les premières semaines de la vie (contre huit à treize ans, auparavant, selon les ethnies) pour éviter les traumatismes psychiques, il est nécessaire de trouver d'autres explications.

Se situant au carrefour de l'anthropologie et de la psychanalyse, Bruno

Bettelheim « a l'impression que l'excision a été imposée à la fille par les hommes » et pense qu'elle scelle le moment où l'enfant est définitivement identifié à un sexe.

Ces rites, le fondateur de l'école d'orthogénie de Chicago les considère comme « des tentatives mâles d'acquiescer le contrôle des fonctions sexuelles féminines ».

La première traductrice de Freud, Marie Bonaparte (4), soutient l'idée que « les hommes se sentent menacés par ce qui aurait une apparence phallique chez la femme, c'est pourquoi ils insistent pour que le clitoris soit enlevé ».

On est loin des arguments des associations féministes qui, si elles ont eu l'immense mérite de révéler la gravité du problème, ont recouru à des explications parfois limitées sur la volonté des hommes de maintenir sur les femmes leur « cruelle domination ».

Mais accepter le relativisme des cultures ne signifie pas défendre n'importe quelle tradition, au nom d'un confortable mais aveuglant droit à la différence.

La médicalisation, une fausse solution

DANS une société qui, en partie, prône l'enrichissement mutuel des cultures, l'excision pose une question éthique d'importance: jusqu'où pouvons-nous accepter les valeurs des autres, sans renoncer à nos propres valeurs?

Juridiquement, la France a répondu clairement à cette question dans un arrêt de la Cour de cassation du 20 août 1983: l'ablation du clitoris est une mutilation au sens de l'article 312 du code pénal (6).

Plusieurs associations dont Enfance et Partage et SOS femmes alternatives ont mené un combat en France pour que l'excision soit, bien qu'on ne puisse établir l'intention de nuire des parents, considérée comme un crime et non comme un délit.

M<sup>me</sup> Catherine Zviloff, avocate d'Enfance et Partage, s'en explique: « C'était une question capitale. Ent-ce qu'un fait culturel (une coutume) peut justifier d'un acte contraire à l'ordre public? L'accepter signifierait l'intégration dans le droit français d'éléments d'une législation étrangère qui lui seraient incompatibles. Il y aurait là une perte d'autorité de l'Etat. Imaginez que l'on acquitte un mari jaloux ayant lapidé sa femme, au prétexte que c'est la tradition dans son pays ».

L'avis qu'a rendu, le 30 juin, la commission consultative des droits de l'homme, présidée par M. Jean-Pierre Pierre-Bloch (président également de la LICRA), va dans ce sens: « Nul droit à la différence, nul respect d'une identité culturelle ne saurait légitimer des atteintes à l'intégrité physique de la personne, telle l'excision, qui ont le caractère de traitements criminels ».

Actuellement en France, une dizaine d'affaires d'excisions sont pendantes. Deux d'entre elles devraient être jugées fin 1988 devant les assises de Paris, avec, sur le banc de la défense,

M<sup>me</sup> Mamadou Sawadogo, un avocat burkinabé.

Il s'agit des époux Koulibaly, originaires du Mali, qui ont fait exciser leurs six petites filles, âgées de seize mois à huit ans, et d'un autre couple de Maliens, les Traoré, dont la petite fille Bobo, âgée de trois mois, est décédée d'une excision.

Jusqu'à présent, un seul cas est venu devant les assises, à Pontoise, en mai 1988: un homme et ses deux épouses, tous trois maliens, ont été condamnés à trois ans de prison avec sursis pour avoir excisé (ou fait exciser, plus probablement) leur petite fille Mantessa, cinq semaines, morte vingt-quatre heures après l'opération.

« Pour être efface, soutient M<sup>me</sup> Zviloff, une sanction doit être juste et compréhensible, donc en rapport avec l'état sociologique de l'opinion française et des accusés. » Aujourd'hui, estime-t-elle, il serait prématuré et dangereux d'envoyer en prison les auteurs de tels actes car cela ne ferait que les braquer et les condamner à la clandestinité.

Face à une telle situation, la médicalisation de l'excision, c'est-à-dire sa réalisation en milieu hospitalier, peut paraître un compromis acceptable. Elle évite certes la septicoémie, ou d'autres séquelles physiologiques. Mais elle comporte l'inconvénient majeur de cautionner le rite par ailleurs dénoncé. M<sup>me</sup> Sawadogo y est hostile: « Cela perpétue la tradition plus que cela ne l'aide à disparaître », de même que M<sup>me</sup> Zviloff: « La médicalisation est une façon commode et confortable de se débarrasser du problème. » Pour le Pr Léon Schwartzberg, venu témoigner devant la cour d'assises de Pontoise, « la torture, même quand elle est faite proprement, reste une torture ».

Pourant, la médicalisation tente certains pays occidentaux, comme l'Italie où le secrétaire d'Etat à la santé, M<sup>me</sup> Elena Marinucci, a confirmé (7) l'existence de dispensaires et d'hôpitaux du système national de santé qui pratiquent la clitoridectomie sur des fillettes africaines. En France, une telle pratique est officiellement impensable. Le code de déontologie médicale sti-

pule, dans un décret du 28 juin 1979, qu'aucune mutilation ne peut être pratiquée sans motif médical sérieux et, sauf urgence ou impossibilité, qu'après information des intéressés et avec leur consentement.

Quant au Conseil de l'ordre, dans un texte adopté en 1982, il rappelle à ses membres « qu'une loi les autorise à dénoncer les auteurs des mutilations auprès des autorités compétentes. Mais il faut éviter que les conditions maladroites d'une dénonciation n'aboutissent à priver l'enfant de tout secours médical ».

Alors cette pratique, gênante tant pour les magistrats que pour les médecins, comment peut-elle être combattue dans les pays où elle perdure?

Depuis plusieurs années, l'excision ou sa forme la plus sévère, l'infibulation (cf. encadré), sont condamnées, voire interdites, dans bon nombre de pays d'Afrique. Au Soudan, une loi de 1946 interdit de « couper délibérément les organes génitaux externes de la femme » mais exclut du champ des infractions l'ablation du clitoris. L'Egypte s'est dotée en 1978 d'une loi prohibant les circoncisions féminines dans les services de santé publique. Une législation analogue a été adoptée par le Kenya en septembre 1982. L'ancien président du Burkina Faso, Thomas Sankara, a dénoncé en décembre 1983 l'excision comme « une tentative d'inférioriser la femme en lui faisant porter cette marque qui la diminue ».

Le 5 avril 1984, le président sénégalais, M. Abdou Diouf, s'est proposé d'agir en vue « d'accélérer le dépassement de cette survivance qu'est l'excision par l'éducation et non par l'anathème ». Depuis 1977, plusieurs conférences et séminaires internationaux (Khartoum, 1979; Alexandrie,

1980; Dakar, 1980; Nairobi et Conakry, 1985) avaient déjà œuvré en ce sens.

« L'excision est un élément d'un tout, affirme M<sup>me</sup> Sawadogo. On ne peut prétendre le combattre en s'y attaquant de manière isolée. Pour que cette pratique cesse, il faut une transformation de la mentalité des hommes. Cela ne peut se faire du jour au lendemain ».

Au-delà de la prise de conscience du facteur « temps », il est indispensable de réfléchir aux moyens les plus efficaces de lutter pour accélérer le dépassement de cette coutume.

Rappelant que « toutes les tentatives d'abolition de ces pratiques, notamment celle de l'Eglise de la mission écossaise au Kenya en 1929, se sont soldées par un échec », M. Awa Thiam estime (8) que « sans observer une rupture radicale avec les hommes les femmes ont à travailler avec eux dans

La perspective d'une libération des femmes et des hommes ».

De fait, un des écueils sur lesquels bute le combat actuel est que la majeure partie du travail de terrain est réalisée par des femmes - sages-femmes, infirmières, médecins - et associations de femmes. Or les hommes possèdent une clé essentielle du problème: ce sont eux qui peuvent accepter ou non d'épouser des femmes non excisées, de même que ce sont eux qui décident de faire exciser leurs fillettes.

Lorsque des gouvernements de pays africains ont eu l'initiative, ils ne sont parvenus, bien souvent, à toucher que l'élite citadine intellectuelle. Dans Carrefour africain (9), un journaliste déplorait que « l'on tente de combattre cette pratique souvent par des lois et des campagnes d'information mal conçues. Une nouvelle approche devrait être amorcée dans la recherche de méthodes adéquates et moins rébarbatives ».

Une pratique qu'aucune religion ne préconise

ENFIN, troisième facteur de l'excision, le travail d'information, là où il est le plus nécessaire, c'est-à-dire dans les villages isolés, se heurte à l'absence d'instruction des populations et nécessite donc un travail préalable d'alphabétisation.

En tout cas, l'excision n'est préconisée par aucune religion. Seule la circoncision des garçons l'est, tant dans la religion hébraïque que musulmane, à travers ces paroles de Dieu à Abraham: « Vous serez circoncire le chair de votre prépuce et ce sera le signe de l'alliance entre moi et vous ».

En Guinée, dès 1969, Mme Toucarra, déléguée de l'organisation Semblées (10), a lancé avec des groupes de parents et de sages-femmes, la prati-

que des excisions symboliques qui consiste à faire saigner légèrement le clitoris, tout en préservant les cérémonies accompagnant ce rite. Depuis 1985, la diffusion de ce simulateur - également pratiqué à Djibouti - est assurée grâce à des conférences dans les écoles.

Cette expérience dont la portée est encore limitée ne doit pas empêcher la poursuite du travail d'explication et de prise de conscience sur le caractère dangereux et mutilant de la coutume.

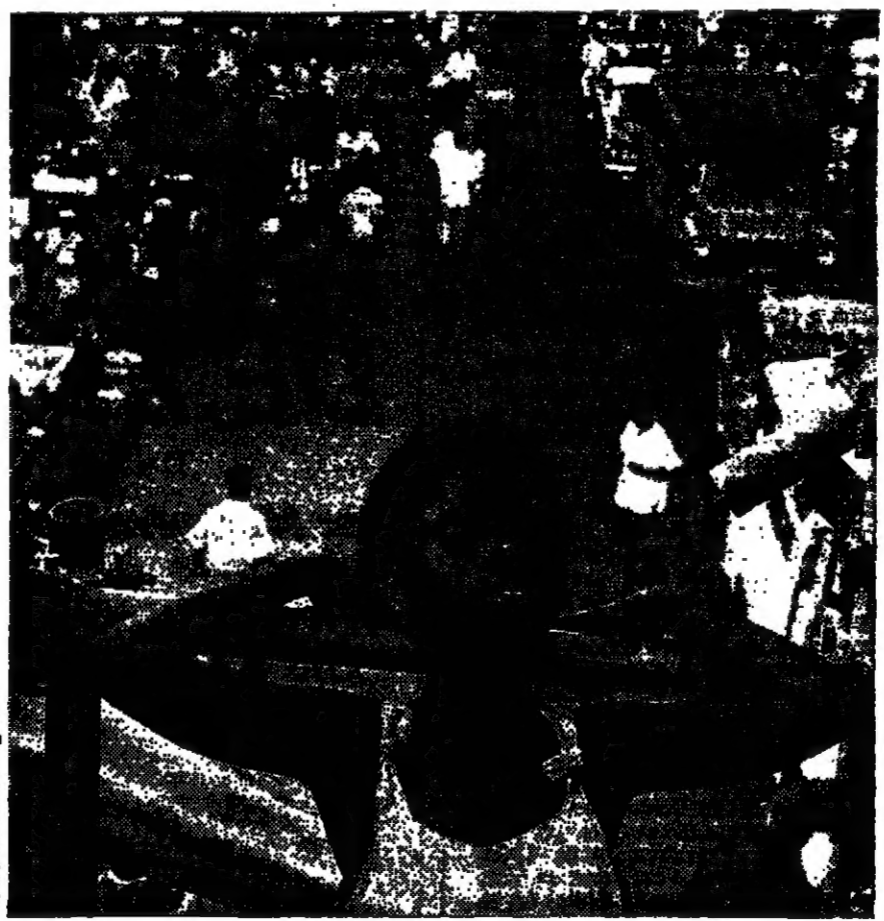
En France, ce travail peut se faire dans les centres de protection maternelle et infantile mais aussi dans les écoles où les échanges entre enfants africains et français permettent d'espérer la régression de l'excision pour une partie des générations suivantes.

En Afrique, les campagnes d'information n'ont eu encore que peu d'effets. « Le combat se situe, selon M<sup>me</sup> Sawadogo, entre les anciens, défenseurs d'un ensemble cohérent de valeurs, et les modernes, capables de critiquer une de ces valeurs ».

Dés maintenant, suggère Renée Sauré (11), « nous pourrions diffuser, dans les maternités, des cassettes en sarakole, bambara et autres langues vernaculaires sur les différents problèmes posés par l'excision ».

« Blessure symbolique », selon l'expression de Bruno Bettelheim. Mais blessure tout aussi bien réelle, physique, psychologique, l'excision doit être combattue activement. La traduction en justice n'est pas nécessairement la bonne solution, regrette M<sup>me</sup> Sawadogo, qui aurait préféré d'autres méthodes, par exemple la suppression temporaire des allocations familiales.

« Pendant que nous affirmons des évidences, explique M<sup>me</sup> Sawadogo, fondées pour nous sur la science, eux continuent de marcher sur des mystères. Mais l'argument scientifique n'est pas plus compréhensible pour eux que le mystère ne l'est pour nous. Quand l'ignorance - ignorance du corps, de l'anatomie, de la naissance - est une valeur sociale, alors beaucoup de temps est nécessaire pour transformer les mentalités. Mais rappelez-vous que quelques années - moins d'une génération - ont suffi pour que les femmes africaines trouvent ridicules les scarifications qu'elles portaient au visage ».



DANS UNE VILLE AFRICAINE

Il faut beaucoup de temps pour transformer les mentalités

Les mutilations sexuelles féminines

- Origine: les mutilations sexuelles féminines apparaissent, selon Bruno Bettelheim, dans les sociétés sans écriture. Les premières traces écrites remontent au II<sup>e</sup> siècle avant J.-C. et se trouvent sur le 15<sup>e</sup> papyrus grec du British Museum, selon Michel Erlich (1).
Localisation: l'excision, sous ses diverses formes, est présente dans 26 pays d'Afrique (Mali, Sénégal, Guinée, Burkina-Faso, Djibouti, Bénin, Egypte, Ethiopie, Kenya, Tanzanie, Mauritanie...) mais aussi au Yémen du Sud et dans le sultanat d'Oman. Sur les autres continents, on ne la retrouve qu'en Malaisie, en Indonésie et ponctuellement en Amazonie péruvienne.
Population touchée: le chiffre varie entre 75 millions de femmes et fillettes (2) et 85 millions (3). En France, selon l'estimation d'un groupe de travail en 1982 (4), la population concernée serait de 23 000 femmes et enfants, parmi les 112 779 ressortissants des pays concernés.
Trois types d'excision:
- Type I, dit Sunna: ablation du capuchon du clitoris;
- Type II: ablation du clitoris et des petites lèvres;
- Type III (dit pharaonique ou infibulation): ablation du clitoris, des petites et des grandes lèvres. Cas des dernières seules autrécées. Seul subsiste un petit orifice, pour laisser couler l'urine et les règles (ce type d'excision se pratique surtout au Mali, au Soudan et en Somalie).
Séquences: l'excision peut perturber soit la menstruation, soit l'accouchement, soit la sexualité. On note en particulier des dysménorrhées, l'hématocolpos (rétention des règles), des déchirures périméales, des infections vaginales ou urinaires. Les cas de frigidité ou d'inhibition dans les rapports sexuels sont fréquents.

(1) Michel Erlich, La Femme blessée, L'Harmattan, 1986.
(2) Commission des droits de l'homme des Nations unies, rapport du groupe de travail sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants, sous la présidence de M<sup>me</sup> Halima Embarek Warzazi, 1985.
(3) Fran Hosken, Les Mutilations sexuelles féminines, Denoël-Gonthier, 1983.
(4) Ouvrage collectif, Les Mutilations du sexe en France, Ed. Tierce, 1984.

UNE

La su

Vertical text on the right edge of the page, partially cut off, including words like 'UNE', 'La su', and 'APPEL DE VEZELAN'.

# UNE PLANÈTE MISE A SAC



GRAVURE DE NORIDA (1983)  
Un avertissement auquel qui n'a pas été écouté

est dévastée, ses terres sont dégradées, s'épuisent et, dans certaines régions, ne pourront plus rien produire dans quatre-vingts ans. C'est-à-dire demain (1).

Aucun recoin du globe n'est désormais épargné par cette mise à sac faustienne. Et cependant, parce qu'il « faut » être « moderne », et que ce qui tient lieu de raison étrangle de ses sarcasmes qui refuse l'idolâtrie de l'époque, de sinistres lendemains s'élaborent pour les générations à venir. Pis encore : les systèmes d'enseignement coulent les esprits dans le moule où la science, qualifiée d'objective, est mise au service d'un économicisme sans frein.

Parole de riche, alors que la faim, la malnutrition, l'ignorance continuent de blesser une bonne part de l'humanité ? L'argument porterait si le type de développement dominant n'était, justement, celui-là même qui est en train d'interdire à tous les peuples en détresse l'espoir de sortir de leur inhumaine condition.

L'année 1989 sera l'occasion, en France et ailleurs, de mille discours sur les droits de l'homme. Peut-être est-il encore temps d'inscrire au programme une réflexion sur le premier de ses devoirs : celui d'aménager une planète qui ne ressemble pas à un grand cimetière sous la Lame.

J. D.

(1) Lire à ce sujet « The Wasting of a Continent », Far Eastern Economic Review (Hongkong), 22 septembre 1988.

## La survie de l'humanité en grand péril

Soudain, un jour de septembre, M. Bush, candidat à la présidence des États-Unis, découvrit que l'environnement pouvait être un thème de campagne. Ce fut un des temps forts, puis spectaculaires, de sa quête de suffrages : il se fit photographier dans le port de Boston, dont il dénonça les nuisances. Responsable : M. Dukakis, qui a négligé son propre fief. Or, M. Bush a, pendant huit ans, approuvé la politique la plus rétrograde que la Maison Blanche ait jamais menée dans ce domaine.

Le « coup » de Boston ne doit pas faire illusion : si la rapide destruction de la planète est en marche, la révolution culturelle qu'impliquerait un renversement de situation n'est en rien déclenchée — car il s'agirait bien d'une véritable mutation, ainsi que l'expriment ci-dessous René Dumont, Giorgio Ruffolo et les signataires de l'« appel de Vézelay ». Comment baptiser autrement la remise en cause d'un type de développement qui alimente l'idéologie dominante de l'époque ?

Les avertissements comme les études n'ont pourtant pas manqué depuis deux décennies, mais la foi est telle en la vertu de l'accumulation et tellement puissants sont les intérêts en jeu qu'il faut une accélération des catastrophes pour que le drame commence à entrer dans le champ du débat démocratique. Un exemple : l'Australie, un continent. Un inépuisable grenier capable, sous-peuplé qu'il est, de nourrir nombre d'autres pays. Du moins le disait-on. Erreur majeure : l'Australie commence à ouvrir les yeux : elle

« Nous empruntons un capital écologique aux générations à venir en sachant parfaitement que nous ne pourrions jamais le leur rembourser. Ils auront beau nous mander d'avoir été si dépensiers, ils ne pourront jamais récupérer ce que nous leur devons. Nous agissons de la sorte parce que nous n'avons pas de comptes à rendre ; les générations futures ne votent pas, elles n'ont aucun pouvoir politique ou financier, elles ne peuvent s'élever contre nos décisions. »  
(Notre avenir à tous, 1988.)

diolo sur l'environnement et le développement. Formée de dix-neuf autres commissaires (six venant des pays occidentaux riches, trois des pays de l'Est et douze des pays dits « en voie de développement », dont la Chine), cette commission a, pendant trois années, sollicité les avis de milliers d'instituts, d'organisations et de particuliers représentant la majorité de la communauté scientifique mondiale, des économistes, des juristes et même des « politiques », mais tous indépendants de leurs gouvernements. Elle a présenté, en vue de les faire discuter, ses premières conclusions dans de nombreuses audiences publiques (public hearings) réalisées en Indonésie, au Zimbabwe, au Kenya, au Brésil, en URSS, en Allemagne fédérale, au Japon, en Norvège et au Canada. Le plus extraordinaire est que ces milliers de chercheurs et de politiques sont arrivés à un accord sur une conclusion dramatique, en sachant bien qu'ils mettaient ainsi en cause toute notre civilisation, jusqu'ici fondée sur le mythe d'une croissance économique ne tenant aucun compte de l'environnement, base de sa croissance. Le rapport de cette commission, publié en anglais en avril 1987 sous le titre *Our Common Future* (1), a eu un grand retentissement en Amérique du Nord, mais est resté à peu près ignoré en Europe consti-

mentale et notamment en France. Ce sont des écoliers québécois qui viennent enfin de le publier en français sous le titre *Notre avenir à tous* (2). La France, qui avait été trop peu impliquée dans cette commission — on se demande pourquoi, — se serait honorée en faisant paraître cette traduction. Une fois de plus, elle a manqué le coche...

La situation est bien autrement dramatique qu'en 1970. Aux menaces déjà reconnues de pollutions multiples, de pluies acides et d'épuisement des ressources rares non renouvelables, s'ajoutent deux altérations mondiales qui mettent en jeu, dans un délai limité, l'existence même de l'humanité. L'ozone de haute altitude nous protège des rayons ultra-violet capables, si on les laisse passer, de provoquer des cancers généralisés et même de menacer toute forme de vie. Or voici que cette couche protectrice diminue dangereusement. A Montréal, en septembre 1987, on a constaté une élévation de plus en plus rapide de cette teneur. Or ce CO<sub>2</sub> accru, allié à d'autres gaz, comme le méthane, provoque un effet de serre : les rayons du soleil le traversent, mais pas les rayons réfléchis par la terre. Le résultat est un réchauffement global de l'atmosphère, qui a déjà commencé aux environs de 1970. Sur les six années les plus chaudes (en moyenne mondiale) observées depuis qu'on mesure les températures, quatre se situent entre 1980 et 1987. La sécheresse se généralise, de l'ensemble de l'Afrique à l'Inde et à l'ouest des États-Unis et du Canada. La disparition des forêts éthiopiennes compromet la vie de l'Égypte en réduisant le débit du Nil (3). Et tous les fleuves du monde, du Niger à l'Amazonie, du Gange au fleuve Jaune, voient leur débit diminuer dangereusement...

survie plus prolongée exige impérieusement le rejet intégral de notre civilisation de gaspillage ; donc du libéralisme économique, sur lequel elle se fonde et par lequel elle se justifie.

Le coût d'extraction d'un baril de pétrole en Arabie saoudite, après 1920, était des plus modestes, parfois de quelques cents. Et ce fut une base primordiale de la fixation du prix du carburant, la définition de son « prix de revient ». Ce qui a incité à un irréalisme semblable gaspillage d'une ressource fossile non renouvelable et finalement aussi rare que le diamant, si on se place à l'échelle mondiale et de l'échelle historique de nos besoins, et de ceux de tous nos descendants. Les pays riches ont accaparé ce pétrole, et le système économique qu'ils ont réussi à imposer sur notre « petite planète » leur permet de le gaspiller sans vergogne.

(Lire la suite page 12.)

(1) *Our Common Future*, World Commission on Environment and Development, Oxford University Press, 1987.

(2) *Notre avenir à tous*, Commission mondiale sur l'environnement et le développement, éditions du Fleuve et Les Publications du Québec, Montréal, 1988.

(3) Voir Habib Ayob, « Quand baissent les eaux du Nil », *Le Monde diplomatique*, août 1988.

**E** Par RENÉ DUMONT

N 1970, les Nations unies, déjà inquiètes de la pollution croissante, du gaspillage des ressources rares non renouvelables, de l'explosion démographique et de l'avancée des déserts, avaient commandé une étude qui fut coordonnée par les très regrettés Barbara Ward et René Dumont. Ce premier avertissement avait abouti à la création du Programme des Nations unies pour l'environnement, qui siège à Nairobi. En 1983, l'Assemblée générale des Nations unies confia à M<sup>me</sup> Gro Harlem Brundtland (premier ministre travailliste de Norvège) et à M. Mansour Khalid, du Soudan, la direction d'une seconde étude qui allait être menée par la Commission mon-

### L'APPEL DE VÉZELAY

#### « Pour des états généraux de la planète »

Le groupe de Vézelay (1) a pour vocation de mener une réflexion collective sur les problèmes essentiels de notre temps. En 1987-1988, il a pris pour thème les risques technologiques majeurs.

A l'aide de rapports établis par des experts, d'avis recueillis auprès de personnes qualifiées et des conclusions des Journées de Vézelay de fin mars 1988, il a formulé un constat, assorti d'une déclaration sur la gravité et l'ampleur des problèmes de l'environnement. Avec des dizaines d'autres personnalités, il a aussi lancé un appel « pour des états généraux de la planète ».

Constatant qu'il est essentiel d'agir à l'échelle du globe pour reprendre les commandes du progrès, il propose que, « deux siècles après la déclaration des droits de l'homme, des états généraux de la planète » réunissent l'ensemble des forces vives, affirmant de façon solennelle les droits de l'humanité.

Ces états généraux seront l'occasion d'une réflexion collective — source de nouvelles impulsions — sur les solutions les plus efficaces pour sauver les équilibres vitaux de la planète, sur les formes de développement susceptibles d'assurer à tous les hommes et aux générations à venir les conditions d'une existence digne et harmonieuse, et sur l'établissement de relations équitables entre les pays les plus industrialisés et les autres. Par la prise en compte ligée de ces trois enjeux pourront être tracées de nouvelles perspectives pour l'avenir humain (2).

(1) En sont membres : M<sup>me</sup> Calippe Beaud, coordinatrice des Journées, et M. Michel Beaud, économiste ; MM. Pierre Calame, président de la Fondation pour le progrès de l'homme, qui soutient les Journées de Vézelay ; Casanovary, juriste ; Yvan Caschy, président de la Fédération internationale des sociétés de philosophie ; Maurice Comandry, ancien président du conseil des écoles polytechniques fédérales, Suisse ; Joseph Ki Zerbo, historien africain, et René Lombert, dirigeant d'un groupe industriel.

(2) Parmi les signataires de cet appel : M<sup>me</sup> René Dumont, Thierry Gaudin, Stéphane Hessel, Albert Jacquard, Jean-Marie Lévy-Lobland, Michel Moricono, Edgard Pisani, Alain Renouard, Marcel Robitzy, René Lenoir, Edgar Morin (France), Samir Amin (Égypte), Mohamed Ali Abrouqui (Tunisie), Djibo Lali Ka (Sénégal), Jacques Chouchof (Chili), Tarcicio M. Padilla (Brésil), Xu Xin (Chine), Rajni Kohari (Inde).

Déclaration et appel disponibles à : Journées de Vézelay, rue Bonnet, 89450 Vézelay.

### Accaparement et gaspillage

Si les tendances actuelles se prolongent, si nous n'arrivons pas à réduire rapidement nos gaspillages d'énergie, nous savons maintenant en toute certitude que la température sans cesse accrue va perturber tous nos climats, donc toute l'agriculture ; tandis que les pluies acides menaceront de plus en plus nos écosystèmes aquatiques et forestiers. Le réchauffement

### ALTERNATIVES ECONOMIQUES n° 60 octobre

## Immigrés L'AVENIR ENSEMBLE

Notre dossier du mois : L'immigration est irréversible. Comment préparer au mieux notre avenir commun (emploi, chômage, protection sociale, délinquance, Europe, ...) ?

Et aussi : le bilan Reagan — le krach boursier, 1 an après — La crise est-elle finie ?

ALTERNATIVES ECONOMIQUES 12 RUE DU CHAIGNOT 21000 DIJON  
Tél : 80 30 97 76  
SPECIMEN GRATUIT SUR SIMPLE DEMANDE

INFANT  
la perspective d'une libération...  
De fait, un des outils les plus...  
but le combat actuel est...  
réalisée par des femmes...  
associations de femmes...  
possèdent une clé essentielle...  
bème : ce sont ceux qui...  
ter ou non d'épouser des...  
cassées, de même que ce...  
décident de faire exister...  
Lorsque des gouvernements...  
africains ont eu l'initiative...  
parvenus, bien souvent, à...  
l'élite citadine intellectuelle...  
rejoir africain (1), une...  
déplorait que « l'un des...  
cette pratique souvent...  
des campagnes d'informa...  
conçues. Une nouvelle...  
devrait être menée dans...  
de méthodes adéquates et...

que des excisions symboliques...  
consiste à faire saigner...  
clitoris, tout en préservant...  
séries accompagnant ce rite...  
1983, la diffusion de ce...  
également pratiqué à...  
assurée grâce à des...  
les écoles.

Cette expérience dont le...  
encore limitée ne doit pas...  
poursuite du travail d'expansi...  
prise de conscience sur le...  
dangereux et mutilant de la...

En France, ce travail...  
dans les centres de...  
mole et infantile mais...  
deux où les échanges...  
africains et français...  
rer un regain de l'ac...  
partis des générations...

En Afrique, les...  
mation n'ont eu...  
d'effets. Le combat...  
M<sup>me</sup> Sawadogo, entre les...  
ceurs d'un pouvoir...  
valeurs, et les...  
reprendre une de ces...

Des maintenant, suggère...  
re : « Nous pourrions...  
dans les matériaux, de...  
sarisés, barmbaré...  
vermoulus sur les...  
dièmes pour les...

« Blessure symbolique »,...  
l'expression de Bruno...  
blessure tout aussi...  
que, psychologique, l'absence...  
combattue activement. La...  
en justice n'est pas...  
bonne solution, regrette...  
qui aurait préféré d'autres...  
par exemple la suppression...  
des allocations familiales.

« Pendant que nous...  
en-dehors, explique M<sup>me</sup>...  
des pour nous sur la...  
symboles de marche...  
ceres. Mais l'argumen...  
n'est pas plus compréhens...  
que que « mettre en...  
Quand l'ignorance...  
s'empare de l'âme, de la...  
est une valeur sociale,...  
de temps est nécessaire...  
mer les mentalités. Mais...  
voilà que quelques...  
d'une génération —...  
les femmes qu'incarnent...  
cules les scarifications...  
taient au village. »

(1) Henri Mendras -...  
logie - Armand Colin, Paris, 1975.

(2) Bruno...  
symboles - Gallimard, 1971.

(3) Michel...  
L'Harmattan, Paris, 1984.

(4) Marie...  
sica - Revue française...  
lyse XII, 1946.

(5) Benoîte...  
de Fran...  
« Femmes » - Denoel...  
1983.

(6) « Conscience...  
pour des...  
quatre ans...  
sont de...  
série à...  
résulte...  
prévision...  
sont que...  
sur ». Si...  
pères et...  
pères à la...  
1983.

(7) Jean-Pierre...  
1983.

(8) Awa...  
négatives - Denoel...  
1983.

(9) Correfour...  
nationales...  
n° 474 du 15...  
même sujet, n°...  
(10) Sentenelles...  
Edmond Kaiser...  
hommes.

(11) René...  
associations...  
1983.

# La survie de l'humanité en grand péril

(Suite de la page 11.)

Ce gaspillage n'est possible, nous le rappelions dès 1973 (4), que parce que les pays pauvres n'ont pas les « moyens » d'en utiliser autant, en proportion de leur population : ils ne peuvent même pas en disposer pour couvrir leurs besoins les plus élémentaires. Comme il n'est pas généralisable à l'échelle mondiale, notre *american way of life* est donc profondément immoral. Et pour ceux qui refusent d'inclure la morale dans l'économie, disons qu'ils nous conduisent à la mort.

Certes, les automobiles ne dépendent, en carburants, que de 20% de l'énergie consommée dans les pays industrialisés. Mais les préférences canadiennes de l'édition française de *Notre avenir à tous* soulignent à juste titre ce calcul ne tient compte que des carburants versés dans les réservoirs des véhicules. Si l'on y ajoute l'énergie consommée dans la fabrication et l'entretien des véhicules (minerais, fonderies, assemblage et distribution des pièces, etc.) ; si l'on tient compte, aussi, de l'énergie dépensée pour créer et entretenir tout le réseau des transports automobiles et, également, du fait que l'automobile a encouragé la dispersion urbaine de faible intensité, etc., alors on peut estimer que l'automobile, et surtout la voiture particulière, est responsable de la moitié de la consommation énergétique d'Amérique du Nord et des pays riches d'Europe. Luc Gagnon et Harvey Mead, préfaciers de l'édition française, concluent donc : « Dans les pays occidentaux, il n'existe pas de scénario de basse consommation d'énergie sans réduction de l'utilisation de l'automobile privée. » Je préciserais, pour ma part, réduction massive et rapide comme condition de notre survie. Il faudrait d'abord que nos politiques nous disent quelle priorité ils accordent à cette survie à long terme, que nous n'avons pas réussi, depuis 1974, à introduire dans les préoccupations électo-

## Le libéralisme, voilà l'ennemi

BIEN d'autres gaspillages caractérisent notre civilisation, comme nos multiples produits d'utilité douteuse et de nocivité certaine, nos gadgets, nos suremballages, nos gazons à coupe motorisée, etc. Tout cela aboutit à des montagnes d'ordures, plus ou moins toxiques, qu'il va nous falloir vite trier et recycler, à défaut de pouvoir les déverser, comme certains ont récemment essayé de le faire, dans les pays les plus pauvres qui ont espéré destiner ainsi le carcan de leurs dettes (5). Les tenants du libéralisme prétendent généralement, aujourd'hui encore, et contre toute évidence, ignorer tout ce qui concerne l'environnement et les menaces que comporte sa dégradation. En 1700, le pays le plus prospère de la planète n'était que deux fois plus riche que le pays le plus pauvre. L'économie libérale a, depuis, permis et favorisé la croissance monstrueuse des inégalités. C'est par le « pillage du tiers-monde » que nous avons pu accroître à un niveau désormais intolérable tous nos gaspillages : et voici qu'ils menacent l'humanité tout entière. Compter sur

l'« infailibilité » des mécanismes économiques du marché ou sur la générosité et les bons sentiments des riches et des puissants pour résoudre ces graves problèmes, voilà bien ce qui a conduit là où nous sommes : « Au bord de l'Apocalypse », comme le titrait le *Devoir de Montréal* en rendant compte de la réunion de Toronto de la fin juin. Pas celle des chefs d'Etat, mais celle, bien plus importante pour l'avenir de la planète, qui, une semaine plus tard, discutait de ce rapport Brundtland et des menaces climatiques mondiales.

Réduire la consommation des combustibles fossiles est donc devenu un impératif de survie. Le meilleur moyen d'y arriver est d'en augmenter, progressivement certes, mais rapidement et très fortement, le prix. Ce qui, combiné à des vignettes aux tarifs vite prohibitifs, obligera à renoncer aux voitures d'orgueil, puissantes et mortelles ; puis, finalement, à toutes les voitures particulières. Les courses d'autos, les rallies du type Paris-Dakar devront bientôt

manquer scientifique mondiale. De ce fait, les voici disqualifiés en tant qu'enseignants.

D'autres disqualifications s'imposent, comme ceux des « écologistes » qui disent croire à l'astrologie ou diffusent des thèses antiscientifiques sur l'influence des astres et la prétendue « science de l'invisible », celle des disciples du charlatan Steiner. N'oublions pas, enfin, que la dégradation de l'environnement est au moins aussi marquée dans les pays de l'Est, des démocraties populaires de l'URSS et à la Chine. Le prétendu socialisme (sa réalité économico-dogmatique) qui y règne n'a pas apporté, jusqu'ici du moins, des solutions valables.

Avec l'explosion du gaspillage, dit « productiviste », des pays développés, la seconde menace sur l'avenir de l'humanité est l'explosion démographique du tiers-monde. Rostow leur disait en 1961 : « Suivez notre modèle de politique économique, et vous arriverez à l'abondance. » Or, nous dit Lester

Reagan a dû finir par rechercher un accord avec ce qu'il appelait l'empire du mal. Claude Julien rappelle récemment (7) que Moscou et Washington disposent de 26 000 fois la puissance de tous les explosifs utilisés pendant la seconde guerre mondiale. Ces deux superpuissances voient leurs économies toutes deux menacées par l'excès défilant de leurs dépenses militaires : le moment est propice pour les ramener à la raison.

Si nous mettons en face toutes les dépenses que vont exiger les nouvelles formes d'un développement « susceptible de se prolonger sur une longue période et sans dégâts » (*sustainable development*), on voit qu'il ne pourra être réalisé, être financé, sans une réduction massive et rapide de toutes les dépenses d'armements. L'économie « viable à long terme », les nouvelles énergies, la protection de l'environne-

ment, les innovations technologiques, l'immense effort de recyclage, exigent un gigantesque effort d'investissement totalement repensé, et d'abord de recherche. Or une proportion excessive de chercheurs - entre le tiers et la moitié - sont obligés de se consacrer, directement ou indirectement, aux recherches militaires. Les dépenses d'armements ont aussi contribué à l'endettement du tiers-monde. La sécurité de l'humanité, de nos pays, ne peut plus être assurée, ne peut plus être recherchée, par un accroissement exorbitant des dépenses consacrées, par exemple, à ce qu'on appelle la « guerre des étoiles ». Seule la protection de l'environnement nous assure la vraie sécurité, celle de la vie.

## A problème mondial, autorité mondiale

TOUTS ces problèmes ne peuvent plus être vraiment résolus qu'à l'échelle mondiale. Comme ils ont d'énormes répercussions économiques, et politiques, ils ne peuvent plus être abordés efficacement en l'absence d'une autorité politique et économique établie à l'échelle de notre planète. Nous sommes passés de la famille au clan, puis aux duchés, aux nations, aux empires ; et nous voici déjà en présence d'une Communauté, et finalement de deux blocs : l'Est et l'Ouest. Il nous faut franchir une « nouvelle frontière » par la réalisation, étape par étape, par dialogues, erreurs et rectifications, d'une forme d'autorité mondiale ayant les moyens d'imposer les politiques et les économies désormais indispensables à la survie prolongée de l'humanité. Nous lui fixerions cette tâche comme son objectif absolument prioritaire. Tâche éminemment complexe et difficile, mais l'enjeu en vaut la peine.

L'humanité tout entière se trouve, pour la première fois de son histoire, en présence d'une série de décisions qui commandent tout son avenir. Il ne s'agit plus de choisir entre Moscou et Washington, ni même entre le Nord et le Sud. Le problème est en quelque sorte plus simple, il se situe entre la vie et la mort, pour nos descendants. Mais le choix de la vie entraînera, pour les privilégiés abusifs que nous sommes, une série de contraintes : il nous faut renoncer à tous les gaspillages qui ne satisfont guère que notre orgueil. Il nous faut rebâtir une société où la solidarité respectera la dignité de l'autre et de nos descendants, pas seulement en paroles mais économiquement, politiquement et écologiquement (8).

RENÉ DUMONT.

- (4) René Dumont, *L'Utopie ou la mort*, éditions du Seuil, Paris, 1973.
- (5) Voir Anne Macschalk et Gérard de Selys, « Le cri d'alarme des pays-pauvres », *Le Monde diplomatique*, août 1988.
- (6) Du Worldwatch Institute, Washington.
- (7) Claude Julien, « Le prix des armes », *Le Monde diplomatique*, juillet 1988.
- (8) René Dumont (avec la collaboration de Charles Paquet) fait paraître aux éditions du Seuil, à la mi-octobre 1988, un livre qui développe ces idées, avec plus d'appui sur le tiers-monde, sous le titre *Un monde intolérable, le libéralisme en question*, (288 pages, 110 F).



LA CÔTE BRETONNE EN MARS 1988. Un environnement menacé par la fêle humaine.

être interdits. Ce qui nous amènera à développer tous les transports en commun de la convivialité, puis à repenser notre urbanisme ; et finalement toute notre civilisation. Cette élévation des prix rendra « rentables » toutes les mesures d'économie d'énergie, comme des maisons mieux isolées, et toutes les énergies renouvelables, comme l'énergie solaire (la plus abondante), celle du vent, des petites chutes d'eau, des marées, etc.

Quand les nouveaux prophètes du libéralisme, comme M. Guy Sorman, ignorent tout de l'environnement mais prétendent résoudre tous les problèmes économiques par le « moins d'Etat », et même proclament très haut, sans essayer de la prouver, la « défaite de Malthus », ils sont désormais ridiculisés par ce rapport sur l'environnement et le développement - approuvé, rappelons-le, par l'ensemble de la com-

Brown (6), c'est la première fois dans l'histoire de l'humanité qu'un continent entier, l'Afrique, voit son niveau de vie diminuer depuis quinze ans, en temps de paix mondiale. Aucun espoir donc de réduire assez vite la natalité, comme nous l'avons fait, par le relèvement du niveau de vie - et « le lit de la misère est fécond », disait José de Castro. Un espoir subsiste cependant : le Sri-Lanka et le Kérala, en Inde, ont fortement réduit leur natalité en généralisant l'éducation des fillettes, rurales incluses.

Mais les « prêts d'ajustement structurel » du Fonds monétaire international exigent la réduction des dépenses publiques, et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a montré que cela touche aussi les budgets d'éducation et de santé. Le tiers-monde endetté (il l'est aussi par le mécanisme du sous-paiement de ses dettes agricoles et minières d'exportation)

Si nous mettons en face toutes les dépenses que vont exiger les nouvelles formes d'un développement « susceptible de se prolonger sur une longue période et sans dégâts » (*sustainable development*), on voit qu'il ne pourra être réalisé, être financé, sans une réduction massive et rapide de toutes les dépenses d'armements. L'économie « viable à long terme », les nouvelles énergies, la protection de l'environne-

## Dans la presse étrangère

### Boomerang

La Chine n'est pas épargnée, ni les « nouveaux pays industrialisés ». A Taiwan, le gouvernement commence à enregistrer les violentes récriminations de mouvements populaires excédés par une effrayante pollution : « Taiwan est probablement un des pays les plus pollués du monde » (*Far Eastern Economic Review*, 25 février). Débat de fond : « Le gouvernement (...) déclare que la protection de l'environnement est un luxe ; on ne pourra se l'offrir que lorsque Taiwan aura atteint un niveau de développement tel qu'il pourra mener à bien le contrôle coûteux de la pollution et des opérations de nettoyage... » Comme le Japon voisin, où M<sup>rs</sup> Shigeru Ishimoto, responsable de la « division pollution » du parti libéral démocrate (au pouvoir), écrit curieusement : « Bien que la prospérité économique soit en un sens incompatible avec la protection de la nature, notre première tâche doit consister à ouvrir durablement afin d'harmoniser l'un et l'autre » (*Liberal Star*, 10 août). Autre cause du sinistra : la destruction des forêts. Ne faut-il pas toujours plus de bois ? Amazonie, Philippines, Indonésie... D'une des dernières pages, l'île de Kalimantan (Bornéo) est mise en coupe réglée. Des dizaines de millions d'hectares (63 millions, selon les officiels, beaucoup plus selon la Banque mondiale) ont été concédés (*International Herald Tribune*, 5 septembre). Il faut répondre aux besoins des pays industrialisés et alimenter le budget national. Politique à courte vue : la catastrophe est pour demain si...

Lois des les « écologistes », le Yellowstone a brûlé. Une des gloires de l'Amérique « naturelle ». Victime notamment de la négligence abusive du système Reagan qui a, libéralisme budgétaire oblige, traité l'environnement avec le plus grand mépris. Un parc, filé à travers, ne vit que s'il est agrandi, protégé, « environné ». Or - priorité au déve-

loppement - ce ne sont, autour des réserves de faunes et de flores, que constructions spéculatives, extractions de minerais (*US News and World Report*, 29 août - 5 septembre ; *Newsweek*, 29 août). Quant au débat sur l'ozone et la pollution de l'air, il ne fait que commencer et le pourrissement est tel qu'il est conseillé aux Américains voulant faire un vélo fixe à plutôt que de courir à l'extérieur.

D'où, aussi, la relance des discussions sur le nucléaire : puisque l'usage d'énergie fossile est très polluant, mieux vaut faire confiance, disent des « experts », à l'atome, qui ne peut de toute façon, même si l'on « oublie » Tchernobyl (ce n'est pas le cas de la presse soviétique !), remplacer toutes les autres sources. D'où une réflexion sur le type même de développement qui est le nôtre, que proposent notamment les Verts suédois (*Financial Times*, 6 septembre). Ils ne nient pas que leur programme serait des répercussions sur certaines industries nationales, notamment l'automobile, mais que choisir : l'économie, ou « ce qui est bon à long terme pour notre survie » ? « Les jeunes comprennent qu'ils auront à payer le prix de notre style de vie d'aujourd'hui », dit un Vert suédois.

C'est pour les générations de demain que, cet été, le vieux dirigeant syndicaliste Cesar Chavez, le défenseur de toujours des travailleurs de la terre en Californie, a jeûné pendant un mois (*The Economist*, 20 août). Ce fut « peut-être son dernier combat ». Il s'insurgeait contre l'usage de cinq pesticides qui, selon lui, intoxiquent les ouvriers des vignobles et les consommateurs de raisin. Mais le syndicat a été affaibli par l'arrivée massive d'immigrants et la mécanisation, et l'administration républicaine de l'Etat s'est tout fait pour le casser. Intérêts politiques, intérêts économiques, environnement, mouvements populaires... Tout se tient. En attendant une issue, qui ne peut qu'être que supranationale, ce qu'il est convenu d'appeler le développement frappe fort - un boomerang à l'échelle planétaire.

JACQUES DECORNOY.

The Economist

la Repubblica

Newsweek

Liberal Star

LES NOUVELLES DE MOSCOU

REVIEW

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.

# UNE PLANÈTE en grand péril

## MISE A SAC

# Revoir la notion de bien-être

Par  
**GIORGIO  
RUFFOLO**

**C**ONSCIENTS, oui, mais encore prisonniers d'une longue tradition mentale, nous avons peut-être du mal à nous rendre compte que le monde est vraiment devenu un, même si cent cinquante Etats s'attendent à rivaliser et à se méfier les uns des autres, même si deux superpuissances continuent à soupeser leurs respectives capacités militaires d'attaque et de défense. Ce monde devenu un, mais pas uni, est cependant unifié par mille facteurs et liens qui, chaque jour, enchaînent un peu plus pays, peuples et gouvernements.



L'ACCIDENT DE THREE MILE ISLAND (1979)  
Des ravages présentés comme des « dommages de progrès »

Culturelles imposées par un modèle de croissance calqué sur celui des pays industrialisés et totalement inadaptable. Prisonniers du modèle de la société d'abondance, les économies sous-développées font des efforts pour se libérer de cette dépendance mais cela ne sert à rien d'autre qu'à renforcer leur captivité. L'environnement a subi les effets sous la forme d'une déperdition accélérée - et souvent irréversible - du patrimoine et des ressources naturelles, et par la destruction de l'écosystème - terre, air, eau et climat - qui, en tant que support de la vie humaine, est au service de toute l'espèce. A leur tour, les pays industrialisés ont subi le contrecoup, car ce qui est un mal pour les uns deviendra tôt ou tard un mal pour les autres.

d'éthique, car il faudra bien savoir s'arrêter de consommer toujours plus si l'on veut restructurer les modes et styles de vie et aider les autres à le faire. Et si l'on souhaite que les pays en voie de développement se libèrent de la misère, il faudra bien que les actuelles politiques d'ajustement et d'austérité s'orientent différemment pour encourager une croissance positive.

Mais si la croissance est, pour les pays au bas de l'échelle, le meilleur antidote à la dégradation écologique, ne jamais oublier qu'une fois le seuil critique dépassé l'équation s'inverse : la croissance devient pollution et attaque des ressources réelles. Croissance... oui ! Mais dans le respect constant de l'environnement. « Adapter le développement et développer l'environnement » : tel a été le slogan de la conférence internationale réunie en mars dernier à Milan sur le thème « Environnement et développement ». Une devise valable pour tous, qui peut induire un nouveau modèle de développement tant dans les pays riches que dans les pays pauvres. Mais une telle conception ne peut être synonyme de modèle unique, qui s'imposerait à chacun dans l'uniformité, car ce serait là retomber dans l'erreur du passé, où le vieux modèle de faux développement cachait l'intégration forcée des économies sous-développées dans le système dominant.

On a constaté que dans le tiers-monde les terres réservées à l'approvisionnement du monde industrialisé en nourriture et biomasse sont aujourd'hui plus étendues qu'à l'époque coloniale. L'accession à l'indépendance n'aurait-elle donc été qu'un bref et illusoire passage entre deux phases coloniales ? Désormais, la règle doit être souple : cas par cas, et sur mesure. A chaque pays le mode de développement qui lui sera le plus convenable.

Dans l'immédiat, le poids de la dette doit être allégé, et si possible celle-ci doit être annulée. Il conviendrait en tout cas de l'utiliser comme un puissant levier pour rétablir l'équilibre écologique des pays en voie de développement et du monde entier. Des mécanismes ont déjà été imaginés : achat de créances à prix réduit, rachat et conversion en monnaie locale, financement de projets de récupération des déchets, de sauvegarde de l'environnement et de formation en ce domaine avec le concours de diverses institutions. Un autre instrument digne de considération serait l'instauration d'un péage sur les routes océaniques imposé aux navires à destination des seuls pays industrialisés et qui alimenterait un fonds mondial pour le développement et l'environnement.

Mais l'aide internationale n'est pas la panacée. Le principe « compter sur ses propres forces » est plus que jamais pertinent quand il s'agit d'éliminer le gaspillage des ressources. Pauvreté et gaspillage vont de pair, c'est un fait bien connu, et de nombreux pays en voie de développement gaspillent, dispersent et n'utilisent pas de produits agricoles finis (surtout ceux d'après la récolte) ; ils font une consommation excessive de matières premières dans les procès de production et laissent tomber en obsolescence leurs installations faute d'entretien. Il a été estimé que, chaque année, ces pays perdent approximativement de 100 à 200 milliards de dollars du seul fait du mauvais entretien de leurs matériels (3), sans parler des autres formes de gaspillage.

Qu'il s'agisse de l'utilisation de la dette pour de nouvelles formes d'aide ou de la récupération des ressources, l'Europe, et en particulier la CEE, pourrait prendre l'initiative d'un dialogue triangulaire avec les pays en voie de développement et les organismes financiers internationaux.

### Mettre en place des autorités supranationales

ENFIN, sur le plan de la coopération internationale, qui déjà débouche sur des accords ponctuels en matière d'environnement, il conviendrait de mettre en place des autorités supranationales ad hoc chargées d'administrer des problèmes ou des secteurs particuliers de l'environnement. C'est ce que souhaite entre les lignes le rapport de la commission Brundtland. Il existe déjà des exemples réussis, tel le Programme d'action pour la Méditerranée (PAM), qui rétablit la salubrité de cette mer avec le concours de tous les pays riverains. L'ONU a, de son côté, mis au point un plan d'action pour les forêts tropicales, et le programme des Nations unies pour l'environnement (PNUJ) est en train d'élaborer une convention, assortie d'une autorité supranationale, pour contrôler le transport transfrontalier des déchets nocifs et dangereux.

Mais il faut faire vite. Pendant que l'on discute, la dégradation de l'environnement s'aggrave et risque d'entraîner de nouvelles catastrophes. A tout le moins, la vie quotidienne pourrait devenir encore plus difficile, ce qui risque

rait alors d'influer sur les consciences et les comportements. Il faut se hâter de rétablir le pacte sacré avec la nature et lancer un plan de sécurité écologique globale qui témoigne effectivement de notre solidarité synchronique avec nos contemporains et d'une solidarité diachronique avec les générations futures. Comme a pu le dire M. Ramaswami Venkataraman, président de l'Union indienne : « Nous n'avons pas hérité la terre de nos pères, nous l'avons empruntée à nos fils... »

(1) Intervention devant le colloque de l'IDOC à Rome. Susan George est l'auteur de *Jusqu'à quel point la dette du tiers-monde* (voir l'article d'Alain Gresh, *Le Monde diplomatique*, juillet 1988).  
(2) NDLR. Voir à ce propos les articles de Soniya Mellal, « Les éléphants blancs d'Afrique, dans le dossier sur le sucre paru dans *Le Monde diplomatique* de mars 1988, et d'Alain Gresh, « La coûteuse épopee d'Inga », *Le Monde diplomatique*, mars 1987.  
(3) NDLR. Cf. Bertrand Girard, « Relancer le développement par la maintenance industrielle », *Le Monde diplomatique*, juin 1988.

### A problème mondial autorité mondiale

**T**OUS ces problèmes ne plus être traités à l'échelle mondiale. Comme d'énormes répétitions géographiques et politiques, ils ne peuvent être abordés efficacement que par une autorité politique et économique établie à l'échelle de notre planète. Nous sommes passés de la féodalité, puis au duché, aux royaumes, à la monarchie absolue, à la République, à la démocratie, à la Communauté, et finalement à deux blocs : l'Est et l'Ouest. Il faut franchir une nouvelle étape dans la réalisation, étape par étapes, d'une forme d'autorité mondiale. Les moyens d'imposer les décisions économiques désormais indispensables à la survie prolongée de l'humanité. Nous ne pouvons que nous donner un objectif absolument précis. Tâche éminemment complexe et ardue, mais l'enjeu en vaut la peine.

L'humanité tout entière a pour la première fois de sa longue histoire une présence d'une série de décisions commandant tout son avenir. Il ne plus de choisir entre Moscou et Washington, ni même entre le Nord et le Sud. Le problème est un peu plus simple, il se situe entre la vie et la mort, pour nos descendants, et de la vie entraînera les privilèges abusifs que nous avons une série de contraintes : il nous faut respecter la dignité de la vie de nos descendants, pas seulement par nos actions économiques, mais également et écologiquement (1).

(1) René Dumet, *L'usage de la dette* (Paris, 1978).  
(2) Voir Anne Masson et d'Alain Gresh, « Le rôle de la dette dans le développement », *Le Monde diplomatique*, août 1988.  
(3) Du Worldwatch Institute, *Worldwatch*, juillet 1988.  
(4) Claude Julien, « La dette et le développement », *Le Monde diplomatique*, juillet 1988.  
(5) René Dumet (avec la collaboration de Charles Faquet) fait partie de la commission de l'ONU sur le développement des idées, avec plus d'un demi-millier de membres, sous le titre *Le monde et le développement* en quatre tomes (1987) (110 p.).

### La liquidation du patrimoine naturel

**F**AUT-IL énumérer toutes les conséquences désastreuses d'un mode de croissance fondé sur la surconsommation et l'échange inégal ? On se bornera à rappeler les principales : déforestation, épuisement de l'humus, érosion des sols et appauvrissement de l'agriculture ; sécheresse, désertification, extinction de réserves génétiques et biologiques, altérations plurimoléculaires, inondations ; pluies acides, effet de serre, pollution et empoisonnement graduel de l'atmosphère, mutations climatiques, et tant de catastrophes naturelles...

\* Ministre italien de l'environnement, auteur de *Potenza et potere, la fluttuazione gli anni dell'Occidente* (lire page 31).

Dans les pays industrialisés, de tels ravages sont présentés comme les « dommages de progrès » ; dans les pays en voie de développement, c'est au contraire la pauvreté qui incite à la liquidation des ressources naturelles. Pour ces derniers, la seule monnaie d'échange est leur patrimoine naturel, qui sert à payer des biens importés souvent inutilisables pour le développement interne.

La dilapidation des ressources est plus rapide que l'œuvre de conservation ou de régénération, et la commission Brundtland (voir page 11) compare cette prédatrice à celle d'une armée d'envahisseurs qui aurait tout rasé. Auteurs d'un livre récent sur l'endettement, Susan George parle, quant à elle,

### NUCLÉAIRE ET PLUIES ACIDES

## Le grandissant contentieux franco-allemand

**L**ES Français, y compris leurs gouvernements, sous-estiment considérablement la puissance de la démarche écologiste en République fédérale d'Allemagne. Projettant sur l'extérieur des grilles d'analyse qui fonctionnent dans l'Hexagone, ils ont tendance à n'y voir qu'un mouvement surtout influent dans la jeunesse, qui trouve une expression parlementaire limitée avec les Verts et qui, à l'occasion, peut servir de machine de guerre contre les intérêts économiques français.

Le mérite essentiel de l'ouvrage de Philippe Roques (1), qui, entre autres sources, utilise largement le contenu de soixante-quinze entretiens avec des industriels des deux pays, est de mettre en évidence le gouffre d'incompréhension qui se creuse entre la France et la RFA sur les questions écologiques.

Très rapidement le nucléaire - et surtout après Tchernobyl - apparaît non pas comme une industrie moins polluante mais, au contraire, comme un risque majeur supplémentaire. Face à ce courant d'opinion, que canalise le ministre de l'intérieur démocrate-chrétien, M. Zimmermann - très sensible aux réactions de ses électeurs du monde rural, - rien ne résiste, et en particulier pas les industriels. Au contraire, ceux-ci reprennent, dans cette irrépressible poussée, un stimulant économique : c'est une occasion unique d'innover en prenant en compte, dans la fabrication des produits, des normes écologiques exigeantes qui, tôt ou tard, s'imposeront au reste de la CEE et au-delà.

L'OPINION française, qui n'a jamais été conviée à débattre du choix des filières énergétiques, apasé d'un cercle fermé de dirigeants d'EDF, du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et du ministère de l'Industrie, et qui s'est par ailleurs majoritairement ralliée à la doctrine de la dissuasion, est stupéfaite de la violence d'une campagne anti-nucléaire qui la vise directement. Les industriels, ceux de l'automobile bien entendu, mais aussi ceux du charbon, des raffineries, voient une menace évidente de la part de leurs concurrents de la RFA dans la promotion de l'antipollution et notamment

de la « voiture propre ». Ce n'est pas pour autant que les entreprises françaises soient indifférentes à la protection de l'environnement : c'est d'ailleurs une des conclusions intéressantes, et sans doute surprenantes pour beaucoup, de l'étude de Philippe Roques que de leur rendre cet hommage.

Le malentendu et la fissure franco-allemande ne peuvent que s'aggraver, en particulier sur le programme nucléaire français, qui risque de payer très cher le déficit démocratique qui a présidé à sa conception et à sa gestion, lors des futures négociations sur le grand marché intérieur de l'énergie. On peut faire confiance aux Verts, alliés aux producteurs de charbon de RFA, pour s'opposer à l'exportation chez eux d'électricité française entachée de ce péché originel. A Paris, on devrait prendre très au sérieux la rénovation écologique de l'industrie allemande, qui a entraîné la création de quatre cent mille emplois dans le secteur de la dépollution. Un secteur qui, dit Philippe Roques, « se situe au centre de la politique allemande et symbolise, avec les économies d'énergie, la forme de modernité industrielle vers laquelle non seulement la RFA veut s'orienter



MORT D'UNE FORET  
Une rivière pour établir des normes écologiques exigeantes

elle-même, mais vers laquelle elle veut que l'Europe s'oriente ».

Quand on sait que, selon des calculs effectués en Allemagne, les dégâts dus à la pollution représentent 5 % du PIB et que 1 mark investi dans la dépollution entraîne 2,5 marks d'économie par réduction de ces dégâts, on mesure le caractère irréversible et, de surcroît, d'une impecable légitimité, de la cause environnementale prônée par la RFA. Il n'est que temps pour les Européens, et en particulier les Français, d'en tirer les leçons pour eux-mêmes.

BERNARD CASSEN.  
(1) Philippe Roques, *Pluies acides : menaces pour l'Europe*, CPE/Economics, Paris, 1988, 337 pages, 140 F.

JACQUES DEBROU  
BOSCOU

AU-DELA DES CATASTROPHES « NATURELLES »

Le Bangladesh et sa misère rurale généralisée

CATASTROPHES à répétition et de plus en plus désastreuses... Le Bangladesh est-il condamné, la pression démographique s'accroissant, à patagner dans la misère ? Des facteurs locaux - politiques notamment - à la fois anciens et contemporains expliquent en partie la dégradation de la situation. Mais une coopération internationale - à peine esquissée - s'impose pour un meilleur contrôle des eaux et un plus grand respect de l'environnement, permettant de prévenir des drames qui réduisent à néant tout projet de développement.

Par ANNE WINTER \*

Pauvreté généralisée, cyclones, inondations... Dix-sept ans après sa guerre d'indépendance, avec un produit national brut moyen de 160 dollars par habitant, le Bangladesh se situe au niveau des plus pauvres pays du Sahel. Même lorsque la situation est « normale », environ deux mille cinq cents enfants de moins de cinq ans y meurent quotidiennement.

De cette catastrophe permanente, mille explications sont données, parmi lesquelles figure en bonne place une instabilité politique, chronique depuis 1971, qui aurait empêché le développement économique. Les derniers mois n'ont pas fait exception à la règle, et le gouvernement du président et ancien général Ershad a été de plus en plus faiblement soutenu aux attaques des diverses « coalitions » d'opposition : d'une part, le Bangladesh Nationalist Party, dirigé par le bégum Khaleda Zia, veuve de l'ancien président (assassiné en 1981) Ziaur Rahman ; d'autre part, l'Awami League, présidée par Sheikh Hasina Wajed, fille du fondateur de la nation, Sheikh Mujibur Rahman, lui aussi assassiné (en 1975).

Le Bangladesh est en quête perpétuelle de démocratie. Bien que les changements de gouvernement aient été plus souvent l'œuvre des fusils que des urnes - quatre coups d'Etat en dix-sept ans - les présidents successifs ont ressenti le besoin d'une légitimité électorale. L'ambiguïté des relations entre factions civiles et militaires a incité le président Ershad, qui a lui-même gouverné dans le cadre de la loi martiale avant d'organiser l'élection d'un Parlement en mai 1986, à tenter d'intégrer ces deux forces dans la vie politique. Mais sa proposition d'accorder à l'armée un rôle dans le gouvernement a

fourni à l'opposition, traditionnellement très divisée, un thème d'unité.

Cependant, les alliances politiques demeurent fragiles. A la suite des nouvelles élections de mars 1988, que boycottèrent en majorité les adversaires du chef de l'Etat - comme ils avaient boycotté l'élection présidentielle d'octobre 1986 - les spéculations sont allées bon train au sujet de la collusion de tel ou tel parti (ou fraction de parti) d'opposition avec le pouvoir, les uns accusant les autres de rechercher pareille alliance pour mieux neutraliser l'adversaire. De son côté, le président Ershad, dont le propre parti est lui-même très divisé, a tenté de s'assurer le soutien de ce qui reste d'éléments pro-pakistanaïtes et des fondamentalistes islamiques (90 % des habitants sont musulmans). La confusion est totale ; plus encore que d'une impasse, il s'agit, pour parler comme un observateur local, d'un « cul-de-sac » politique.

Cette récente aggravation de la crise, accompagnée de vives tensions sociales, a bien sûr nui à l'économie. Avant ce remue-ménage, le Bangladesh semblait pourtant s'être trouvé dans la situation la plus favorable qu'il ait connue depuis le début de la décennie, et paraissait prêt à recueillir les fruits de sa politique de stabilisation : inflation mieux contrôlée, réduction des déficits du budget et de la balance des paiements à 7 % du PNB. Ce dernier croissait au rythme annuel de 4 % en termes réels. Au moment des élections, cependant, la Banque mondiale estimait que le développement industriel au cours de l'actuelle année budgétaire serait négligeable et que le PNB croîtrait de moins de deux points. Depuis lors, l'instabilité politique s'est à nouveau installée, à quoi s'ajoute l'actuelle catastrophe climatique.

dans l'amélioration de la productivité. D'autre part, la miniaturisation des exploitations et un mode d'héritage qui fragmente de plus en plus la propriété ont rendu les paysans plus vulnérables tout en réduisant la demande globale de main-d'œuvre agricole. Vu le nombre d'habitants dépendant de l'agriculture, ces facteurs ont compliqué le problème déjà sérieux de manque de terres. Car le Bangladesh est celui des grands pays qui est le plus densément peuplé (sept cents habitants au kilomètre carré). Sa population est de cent cinquante millions d'âmes et croît au rythme de deux cent mille personnes par mois.

Comme c'est le cas dans nombre de régions sous-développées, les efforts visant à augmenter la production agricole n'ont pas essentiellement bénéficié aux plus déshérités. La modernisation a souvent eu pour effet d'accroître les clivages sociaux, en raison notamment de la tendance à aider ceux qui semblaient les plus aptes à obtenir les niveaux de production désirés. Un quart des dix millions d'exploitations ont une superficie inférieure à un demi-acre (soit moins d'un quart d'hectare), et la plupart de ces tout petits paysans

ne peuvent investir dans l'agriculture moderne. Résultat : la productivité est quatre fois moindre que chez les principaux producteurs de riz asiatiques. Et il est paradoxal de voir que, dans un pays où les eaux pendant plusieurs mois de l'année, l'irrigation ne touche qu'un cinquième des terres cultivées. En outre, l'usage des semences à haut rendement est très limité, les paysans optant plus volontiers pour des variétés à moindre rendement mais plus aptes à résister aux variations climatiques, souvent imprévisibles.

Les spécialistes s'inquiètent de cette stagnation des rendements. Car l'agriculture continue à jouer un rôle primordial dans l'économie. Le petit secteur industriel en dépend en grande partie : transformation des produits de la terre, usines d'engrais, etc. Le développement agricole doit donc devenir une priorité, et il est de plus en plus évident que les actions doivent se multiplier en direction des milieux ruraux les plus pauvres. Dans un pays où 80 % des habitants vivent à la campagne et où 80 % aussi des adultes sont analphabètes, 5 % seulement de la population disposent en quantité et en qualité d'une nourriture suffisante. Il est, dans ces conditions, futile de parler de développement si tout n'est pas mis en œuvre pour augmenter la productivité en luttant contre la malnutrition et la maladie. Ces efforts devraient en particulier bénéficier aux quelque 50 % des familles rurales qui sont dépourvues de terres.

Un des moyens utilisés jusqu'à présent pour améliorer le sort des populations campagnardes a consisté à développer les facilités d'emprunt. Des organismes tels que le Fonds international des Nations unies pour le développement agricole (IFAD) et la banque Grameen ont pris la décision - osee - d'accorder des prêts aux personnes sans

200 francs par an seulement, ces programmes permettent d'envisager une réduction de la pauvreté rurale.

Il existe assurément une volonté proclamée des organismes donateurs et du gouvernement de mettre fin à cette grave crise. Mais il conviendrait, pour passer des paroles à l'acte, de mettre en place une stratégie globale plus efficace et à long terme, et de miser sur un développement rapide des initiatives locales. Le Bangladesh ne peut continuer d'utiliser ses ressources pour répondre à des situations d'urgence. Il a besoin d'une aide à la mise en place d'infrastructures ; il faut investir dans un meilleur contrôle de l'eau et dans les systèmes de drainage, dans la création d'emplois et dans le secteur industriel. Plus que tout, ce pays doit faire fructifier ses ressources humaines, les seules qu'il possède en abondance, et améliorer rapidement le sort des indigents. Là est la clé du développement du Bangladesh.

D'autant que, pour dramatiques qu'ils soient, troubles politiques et inondations tuent moins que les maux dont souffrent les enfants. Or, dès 1982, le Bangladesh a été l'un des premiers pays à décider de mener une politique nationale dans le domaine des médicaments. Il se fondaient sur les règles édictées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), selon laquelle deux cent cinquante médicaments de base suffisent à satisfaire les besoins d'un peuple en voie de développement, alors que plusieurs milliers de produits sont en vente sur le marché ouest-européen. Cette nouvelle politique avait provoqué des polémiques partout dans le monde, et fut notamment dénoncée par les compagnies pharmaceutiques étrangères implantées au Bangladesh et qui craignaient beaucoup pour leurs profits.

Que s'est-il passé ? Dans une étude récente (1), l'OMS note que cette politique a permis d'abaisser fortement les prix, d'accroître la production des médicaments de base - du fait notamment des entreprises locales - et de retirer du marché les produits dangereux. Selon la Bangladesh Drug Administration, la valeur de la production nationale a plus que doublé depuis l'application de la nouvelle législation, et ces médicaments sont désormais disponibles partout. De plus, la fabrication a été réorientée afin de mieux satisfaire les besoins des secteurs pauvres de la population. Désormais, les quarante-cinq médicaments essentiels représentent plus de 70 % du total, contre 30 % en 1981.

Les multinationales n'ont pas pour autant été exclues du marché. Selon le docteur Zafurullah Chowdhury, l'un des architectes de cette politique et directeur d'un projet de soins primaires, qui a construit sa propre usine, bien que la part de marché contrôlée par les multinationales ait décliné, la production en volume de ces sociétés a augmenté en valeur absolue d'environ 50 % depuis 1982. Pendant cette même période, la part du marché des sociétés locales est passée de 35 % à presque 60 %, ce qui a permis une économie considérable de devises.

Des progrès devront encore être réalisés en ce qui concerne le contrôle de la qualité, la distribution, la production locale d'éléments constitutifs des médicaments. Mais, au milieu de tous ces drames, le Bangladesh a ouvert la voie dans ce domaine, et, dans un pays où environ 4 francs sont consacrés annuellement et par personne à la santé, cette politique a beaucoup contribué à éliminer le gaspillage de ressources fort maigres.

(1) OMS, The World Drug Situation, Genève, 1988.



PAYSANS DU DELTA Une population qui vit de drames en drames

Du limon venu de l'Himalaya

EN juin 1987 déjà, les pires crues que le pays ait connues depuis trente ans avaient détruit une grande partie de la récolte de riz. Les dégâts furent estimés à 250 millions de dollars. Et, en septembre dernier, c'est la quasi-totalité du Bangladesh qui s'est retrouvée sous les eaux. L'inondation est un phénomène chronique dans ce delta, qui est le plus vaste du monde. L'arrivée normale des eaux a des effets positifs, puisqu'elle procure chaque année au pays plus de deux milliards de tonnes de limon venu de l'Himalaya, mais les flots peuvent tout aussi bien échapper à tout contrôle dans cette terre de boue et de marécages.

En 1987, l'action rapide des pouvoirs publics permit de pallier rapidement les conséquences les plus dévastatrices de l'inondation, et 90 % des terres furent replantées dès la décrue. Ce à quoi s'ajoute une intensification des cultures d'hiver et l'importation de plus

de trois millions de tonnes de céréales. Cette fois, le problème est plus sérieux puisque quelque trente millions de personnes sont sans abri. Une économie aussi fragile ne peut faire face de façon régulière à de pareils défis. Il est déjà certain que les crédits qui étaient destinés à des projets de développement devront être convertis en crédits d'assistance et de reconstruction, et ce pendant des mois. Sans qu'on sache si, l'an prochain...

Cependant, le drame actuel ne doit pas faire oublier que l'extrême instabilité du climat n'est qu'un des paramètres d'un jeu complexe de forces socio-économiques et d'éléments appartenant à l'environnement, qui explique l'extrême pauvreté rurale.

D'une part, la concentration de la propriété foncière remonte à la vieille pratique - sous l'empire britannique - des zamindars, ces collecteurs d'impôts qui s'assurèrent la possession de terres. Elle a été grandement aggravée par un système qui incite à faire le commerce de la terre plus qu'à investir

ressources, estimant que la pauvreté devait donner droit à l'emprunt, au lieu de l'interdire ; elles ont apporté la preuve que le concept de responsabilité de groupe peut se substituer avec succès à des formules plus traditionnelles de rattachement. De son côté, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) a insisté sur l'importance de ces actions comme base de départ pour des mesures sociales plus amples, les motivations économiques et les perspectives d'une plus grande sécurité facilitant la participation à des changements dans les domaines de la santé, de la nutrition et de l'éducation. Grâce à des prêts individuels moyens de

ne peuvent investir dans l'agriculture moderne. Résultat : la productivité est quatre fois moindre que chez les principaux producteurs de riz asiatiques. Et il est paradoxal de voir que, dans un pays où les eaux pendant plusieurs mois de l'année, l'irrigation ne touche qu'un cinquième des terres cultivées. En outre, l'usage des semences à haut rendement est très limité, les paysans optant plus volontiers pour des variétés à moindre rendement mais plus aptes à résister aux variations climatiques, souvent imprévisibles.

Les spécialistes s'inquiètent de cette stagnation des rendements. Car l'agriculture continue à jouer un rôle primordial

\* Membre du bureau de l'UNICEF à Genève.

REVUE des SCIENCES MORALES & POLITIQUES. Sommaire du n° 2 - 1988. Nicole Comarçon, La ville moyenne. Pierre-François Moreau, Spinoza et l'écriture Sainte. Françoise Choay, Vers un nouveau statut des signes de la ville. Michel Strignon, L'habitant et le poète. Jean Dokuveau, Le dossier des "bénédictions". Luc Dokuveau, Le salut par le livre. Jean Dorst, Groupes humains et environnement. Edmond Melinvaud, La compétitivité nationale. Vente au numéro: 100 F (France) - 125 F (Export). Par abonnement: 4 n° 360 F (France) - 485 F (Export). CDR Centrale des revues - 11, rue Gossin - 92548 Montrouge Cedex - France. gauthier-villars

GEO POLITIQUE AFRICAINE. L'AVERTISSEMENT SÉNÉGALAIS. Les médias du monde entier ont fait largement écho à la forte opposition à laquelle se heurte, aujourd'hui, la sempiternelle reconduction du parti dominant - au Mexique. En revanche, très rares sont ceux qui ont accordé, en France, une place comparable à la crise profonde et tout à fait analogue qui ébranle un pays très proche, le Sénégal, depuis le scrutin très contesté du 28 février. Est-ce parce que l'alternance démocratique est inconcevable en Afrique, bien que le pluralisme soit inscrit dans la Constitution sénégalaise? N'assiste-t-on pas, à Dakar, à la première « révolte constitutionnelle » du continent noir? Une tentative de réponse dans le n° IX de « Géopolitique africaine ». En librairies: 80 FF (diffusion: éditions Albin-Michel). Par correspondance: 100 FF fco, au « Livre Poste », 2, rue H.-Heine, 75016 Paris. Abon.: France et Europe: 300 FF. Afrique francophone: 350 FF. Règlement des abonnements: chèque bancaire ou postal à l'ordre de: Eurafrika News, à faire parvenir à: « Géopolitique africaine ». 6 & 8, square Sainte-Croix-de-la-Brettonnerie - 75004 Paris

Déforestation. EST-CE le « destin », la « fatalité » qui ont la cause ? Il a beaucoup plu sur le massif himalayen, la mousson a gonflé les fleuves traversant le Bangladesh et le pays a vécu un nouveau drame. Or si drame il y a, l'homme en est en grande partie responsable. Voici ce qu'écrivait le correspondant à Decca de The Economist de Londres (10-18 septembre): « Au cours de la présente décennie, les inondations ont été de plus en plus graves. Les raisons de cette situation sont évidemment diverses, mais il en est une qui est évidente. Au Bangladesh, au Népal et en Assam, dans le nord-est de l'Inde, la population de plus en plus nombreuse et pauvre coupe les arbres pour faire du feu - ou parfois du fourrage - à un rythme très supérieur à celui de la reforestation. Comme il y a de moins en moins d'arbres, les eaux de la mousson descendent plus rapidement comme s'ensablent plus rapidement les canaux à des centaines de kilomètres plus bas. C'est au Népal que la déforestation est la plus avancée, mais c'est le Bangladesh qui en souffre le plus. »

L'Inde

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.

ÉTERNEL SUCCÈS DU « RAMAYANA »

L'Inde sous le choc d'un feuilleton télévisé

UNE épopée qui fait recette ! Le Ramayana fascine, chaque semaine, toute l'Inde des téléspectateurs. Dans ce pays, la télévision, à l'échelle nationale, est encore un phénomène récent. Et le succès, à la fois religieux et sociologique, de ce feuilleton contribue à souder les citoyens autour de la représentation d'une immense histoire, et à les enrainer un peu plus dans leur passé. Dimension originale - et ambiguë - d'un moyen de communication dont l'impact est décidément un des aspects majeurs de notre temps.

Par VIJAY SINGH \*



RAMA, LAKSHMANA ET VISVANTRA (1750, MUSÉE DE DELHI) Quand la représentation n'était pas encore sponsorisée...

généralisée

200 francs par an seulement... grammes permettent d'obtenir... réduction de la pauvreté...

Il existe assurément une... clamée des organisations... gouvernement de notre...

D'autant que, pour... qu'ils soient, troubles... inondations sont moins...

Que s'est-il passé ?... réécrite (1). L'OMS... a permis d'abaisser...

Des progrès devront... être réalisés en ce qui... concerne la qualité...

Le succès du Ramayana... laisse entrevoir une... dimension nouvelle de...

Le Festival du film indien de Trivendrum tirait à sa fin. L'atmosphère était imprégnée de la nostalgie des derniers jours. Le hall de l'hôtel résonnait du bruit des valises. En bas de la colline, la plage de Kovalam s'éveillait de sa langueur nocturne, bercée encore par les vagues imbibées du soleil levant. A l'heure du petit déjeuner, le Dernier Empereur, film de Bernardo Bertolucci, devait marquer la clôture du Festival et soulever les passions. Je m'aperçus alors que M. Bhasin, un employé du festival, engloutissait littéralement son petit déjeuner. « Ne vous pressez pas, lui dis-je. Vous avez encore le temps. » Bhasin ignora d'abord ma réflexion, puis il rouspéta : « Qu'est-ce qui leur a pris de programmer le film à cette heure-là ? Je ne pourrais le voir ! » Cela m'étonna car je pensais que, pour l'Inde, un dimanche matin à 9 heures, et sans autre projection, il n'y avait pas mieux. M. Bhasin ajouta : « Personne ne va y aller. C'est l'heure du « Ramayana » ! C'est le feuilleton du siècle. L'avons-vous vu ? »

Le Ramayana est la plus grande épopée indienne. Elle raconte l'histoire de Rama, un roi d'origine aryenne qui régnait sur une partie de la vallée du Gange entre les dixième et huitième siècles avant Jésus-Christ. Son père, Dashratha, avait trois épouses. Rama, fils aîné de la première, était fabuleusement doué, plein de noblesse et d'une humanité incomparable. Il allait hériter de la couronne de son père quand sa belle-mère, qui voulait que son fils à elle règne, ait subitement l'idée d'évincer Rama. Elle s'était rappelé que Dashratha, son mari, lui avait une fois promis d'exaucer tous les vœux qu'elle formulerait. La veille du couronnement, elle exprima donc le souhait de voir Rama exilé pour quatorze ans. Dashratha n'avait qu'une parole : il accepta, et demanda à Rama de s'en aller. Rama obéit.

Il partit, accompagné de son épouse dévouée, Sita, et de Lakshmana, un frère loyal. Un jour, pendant cet exil, Sita fut enlevée par un emissaire de Ravana, le roi des démons, qui régnait

Un poste entre deux idoles

BIEN sûr, le Ramayana est regardé chaque semaine par près de quarante millions de personnes. Mais le plus important, c'est l'attitude révérente des téléspectateurs. Bien avant le début du feuilleton, on balait et on lave à grande eau la pièce dans laquelle se trouve la télévision. On décore le poste : des guirlandes de fleurs sont suspendues devant l'écran, et de l'encens parfumé monte en spirale, entremêlé aux images. Ceux qui vont assister au spectacle doivent enlever leurs chaussures, comme avant d'entrer dans un temple. A chaque bon mot du séigneur Rama, le public (les sujets du roi Rama) s'écrit en chœur : « Longue vie à Rama, longue vie à Rama ! ». Il n'est pas de meilleur exemple du succès du Ramayana que ce petit temple de la périphérie de New-Delhi. Tous les dimanches matin, on place un poste de télévision entre deux idoles, et toute l'assemblée, prêtres et fidèles, s'assied, bientôt hypnotisée par l'incarnation des dieux de pierre... C'est d'ailleurs ce même phénomène qui a aussi fait d'Arun Govil, l'acteur aux traits saaves qui tient le rôle de Rama, un demi-dieu. Quand il fait son jogging dans les rues de Bombay, les gens se prosternent et touchent ses pieds pour qu'il les bénisse. Une fois, un homme a même amené son fils aveugle pour lui faire toucher les pieds de Govil, dans l'espoir qu'il recouvrerait la vue (1). Quant à Dipika, qui incarne l'épouse soumise de Rama, elle n'a pas eu la même chance que Govil, car les spectateurs du Ramayana n'ont pas oublié son dernier film : la vierge la plus pure de l'épopée hindoue s'y exposait à demi-nue dans une baignoire.

Ce succès du Ramayana laisse entrevoir une dimension nouvelle de la... \* Ecrivain, auteur de La Nuit poignardée, les Sittas (Flammarion, Paris, 1987).

appreciable auprès du public - et particulièrement des femmes. Et Tamas, le feuilleton du fameux réalisateur de cinéma Govind Nihalani, qui a suscité une polémique des plus aiguës, raconte l'histoire d'une famille qui a quitté le Pakistan en 1947, lors de la partition. C'est, en réalité, une critique drastique des fondamentalismes hindou et musulman, et de la bigoterie sociale et religieuse responsable du massacre de cinq

Des fortunes grâce aux dieux

CES réactions fortes, et souvent contradictoires, des téléspectateurs s'expliquent par quelques choses qui est propre à la télévision indienne. La multiplicité des programmes et des chaînes des télévisions occidentales exercent sur le téléspectateur une espèce d'effet d'auto-annulation. Autrement dit, la télévision devient une habitude, un réflexe inconscient. Mais, dans des pays comme l'Inde, où la télévision n'est pas encore « avancée » et n'a qu'une véritable chaîne, le spectateur entretient une relation très étroite avec ce qu'il voit. C'est ce lien phénoménologique entre le public et l'image-message qui engendre l'hystérie de masse suscitée par les programmes télévisés.

En fait, si la télévision indienne s'est taillée une réputation de « machine à divertissement », c'est surtout grâce au cinéma. Quand elle ne programmait encore ni films, ni séquences chantées, ni feuilletons, la télévision ne servait qu'à répandre les opinions du gouvernement en place. Elle n'avait aucune crédibilité morale, car elle était réduite aux dimensions d'un écran sur lequel les politiques figuraient comme autant de vedettes de cinéma. Sur le plan commercial, c'était un gouffre, même pour le gouvernement. Mais, au niveau social uniquement, la télévision avait valeur de bien de consommation désirable, car c'était un objet essentiel dans la dot d'une fille... Pour le reste, elle ne faisait que débiter de la propagande politique, des informations (toujours en retard sur les journaux du matin) et quelques émissions utilitaires pour les paysans qui, pour l'écrasante majorité d'entre eux, n'avaient même pas de poste.

Le cinéma a révolutionné la télévision indienne. Il y a environ cinq ans, elle a adopté une stratégie commerciale, vendant à des sponsors potentiels des tranches d'émission de trente minutes. Du jour au lendemain, les grandes entreprises ont acheté les créneaux horaires de la télévision : on proposait des feuilletons d'une durée de vingt-cinq minutes, et cinq minutes de publicité réservées à qui avait acheté le créneau. Les nouveaux sponsors ont fait appel à une flopée de jeunes metteurs en scène, qui avaient moins des années et des années dans le cinéma d'autour. Avec ce nouveau régime, la télévision s'est dotée de scénaristes et de réalisateurs compétents ; et les jeunes metteurs en scène, réduits à l'impuissance par le cinéma commercial à gros budget de Bombay, eurent tout à la fois l'occasion de faire la preuve de leur talent, et d'en vivre. La télévision, qui avait ainsi reçu un sérieux coup de fouet, était devenue tout à la fois profitable et populaire.

De ce fait, le cinéma était quasiment réduit à néant. De jeunes réalisateurs,

cent mille personnes. Cette série a déclenché un débat extrêmement violent et provoqué des revendications énergiques pour la suppression du programme incriminé, à tel point que dans quatre villes importantes la police a même dû faire feu. « Arrêtez de programmer Tamas à la télé, me dit à Delhi un manifestant, sinon la guerre sainte contre le gouvernement va éclater... »

raffle l'impact exercé par la télévision sur le cinéma. On ne dispose pas encore de données précises ; mais, c'est évident, les entrées dans les salles de cinéma ont enregistré une chute vertigineuse. De plus en plus de films sont réduits à compenser ses pertes par la vente de vidéo-cassettes. Si le cinéma le plus important au monde (avec plus de huit cent cinquante films produits chaque année, et plus de douze millions et demi de spectateurs par semaine) est déstabilisé par une télévision minuscule (moins de 0,5 % de la population possède un récepteur), on peut imaginer ce qu'il en sera quand il y aura autant de détenteurs de postes que dans les pays occidentaux...

Mais, en aidant à confirmer l'identité nationale, la télévision indienne a quand même rendu service. Si les chemins de fer et le téléphone ont constitué le premier réseau, vital, de communication dans le pays, c'est la télévision qui a donné à l'Inde le moyen d'établir un lien effectif entre des populations de régions, de couleurs et de langues différentes. Ce n'est pas que la télévision ait favorisé la solidarité nationale, car c'est précisément sous son empire que l'Union indienne a subi le plus grand nombre de pressions centrifuges. La télévision a quand même été le principal instrument grâce auquel les gens ont pu identifier, et accepter ou rejeter les expressions diverses de leur culture. La télévision a facilité l'identification de l'autre, et aussi de soi. Comme a dit un paysan naïf d'Andhra-Pradesh qui venait de voir le premier ministre indien à la télévision : « Je ne savais pas que Rajiv Gandhi était si jeune. On dirait un acteur de cinéma... »

(1) La popularité de Govil a induit le Parti du Congrès à l'utiliser lors de la dernière campagne électorale. Les gens ont su faire la différence entre dieux et politiques, et le candidat du Congrès a été battu.

(2) Ce qui explique sans doute la décision prise par le pouvoir d'interrompre au cours de l'été la diffusion du feuilleton. Les réactions ont été si vives qu'elle reprend en octobre...

LU TOUS LES LIVRES TOUS LES MOIS. Le N° : 23 F. Abonnement 1 an (11 N°) : 230 F. 2 ans (22 N°) : 340 F. ABONNEZ-VOUS en téléphonant au 42.65.36.15 en écrivant à Lu 37, me de l'Arcade 75008 Paris. AU SOMMAIRE DU NUMÉRO D'OCTOBRE : « La France du 3<sup>e</sup> millénaire », de Georges Archier ; « Atlas de géopolitique », d'Alexandre de Marenches ; « Atlas politique du XX<sup>e</sup> siècle », de Gérard Chaland et Jean-Pierre Rageau ; « Yalta, hier, aujourd'hui et demain », de Jean Laloy ; « Histoire du Japon », de Georges Samson ; « Les DOM-TOM », de Jean-Luc Mathieu. UN DOSSIER : LES INDUSTRIES DE LA DÉFENSE. 10 fiches de lecture à découper et les romans de : Hervé Bazin, Claude Faraggi, Margaret Drabble, Tadeusz Konwicki, etc.







# La diplomatie américaine

(Suite de la première page.)

Le volume du rapport conjoint du Sénat et de la Chambre sur le budget du Pentagone a déçu entre 1970 et 1985. Si la Chambre consacrait seulement - en moyenne - une journée à l'examen du budget militaire dans les années 60, la durée des débats a tourné autour de sept jours de 1980 à 1986. Pendant cette même période, les amendements des élus ont été multipliés par douze.

Les présidents sont moins émus pour leur programme que parce que l'électorat, frustré et mécontent, rejette l'adversaire, ce qui provoque des tensions entre l'exécutif et le Congrès, et fait de l'instabilité un facteur constituant au système politique américain. Ce fut, à l'évidence, le cas en 1980 et en 1984 : M. Reagan à chaque fois l'a emporté facilement, alors que 45 % des électeurs potentiels ne s'étaient pas déplacés, mais les démocrates ont, en même temps, conservé le contrôle de la Chambre.

En dépit d'une incontestable popularité personnelle, le président n'a pu constituer une coalition stable pour appuyer ses projets à l'intérieur et à

l'extérieur, et moins encore pour triompher du scepticisme croissant de l'opinion à l'égard de son programme alors que, depuis 1953, ses prédécesseurs républicains avaient su imposer leurs vues grâce à l'alliance des élus de leur parti et des démocrates du Sud, mécontents de cette conjonction jusqu'en 1982; elle s'est ensuite progressivement désintégrée, en raison de son refus d'aider les industries textiles du Sud et de protéger les intérêts agricoles de la concurrence mondiale.

L'affaiblissement, sans précédent depuis la fin de la seconde guerre mondiale, de ce bloc conservateur a provoqué un conflit de plus en plus aigu entre l'exécutif et le législatif. Le Congrès a vivement résisté en 1984 à la volonté de M. Reagan d'augmenter les dépenses militaires. En 1986, les démocrates ont retrouvé le contrôle du Sénat et renforcé leur majorité à la Chambre. Ce fut la mort du reaganisme, de ses options conservatrices et floues à l'intérieur, de ses choix internationaux extrémistes. Aucun président ne pourra tenter pareille expérience à l'avenir (1).

## La fin du consensus populaire et le scandale de l'« Irangate »

La fin du consensus populaire qui, après 1946, permit aux présidents successifs de mener une politique extérieure agressive, sans se préoccuper de l'opinion, a toutes chances de peser lourdement sur les choix du futur gouvernement. La guerre du Vietnam a rendu les Américains hostiles aux inter-

ventions militaires; la volonté de MM. Carter et Reagan d'augmenter le budget de la défense a certes obtenu l'appui de l'opinion en 1980 et en 1981, car elle était soutenue par les deux partis, mais déjà, à partir de 1982 les Américains estimaient à trois contre un que ces dépenses étaient trop élevées.

Fin 1982, les sondages ont traduit l'opposition, à quatre contre un, à l'envoi d'un corps expéditionnaire au Salvador, le recours à l'usage des troupes n'étant approuvé dans pratiquement aucun cas. Au début de 1988, 58 % des Américains interrogés refusaient l'octroi d'une aide à la Contre-nicaraguayenne (2). Le Pentagone a bien compris que la force de tels courants d'opinion hypothèque sa liberté de s'impliquer à l'avenir dans des guerres locales (3).

Incapable d'innover, l'administration Reagan a aggravé les problèmes politiques, économiques et militaires qui sont ceux de la puissance américaine depuis plus de dix ans. Cet échec était prévisible dès le départ puisque, comme le souligna plus tard le directeur du budget, M. David Stockman, l'ancien gouverneur de Californie « n'avait qu'une idée des plus floues de ce que signifiait la politique économique de l'offre (4) ». Comme tous les chefs de l'exécutif, M. Reagan avait d'abord des électeurs à récompenser.

Jamais la volonté affirmée de s'en tenir à « la liberté du marché » ne fut violée de façon aussi flagrante que par le programme de soutien à l'agriculture dont bénéficièrent les Etats agricoles constituant le noyau dur parlementaire de l'appui au gouvernement Reagan. En 1983, 38 milliards de dollars furent débloqués principalement au profit du tiers le plus riche des fermiers, soit sept fois plus que la moyenne des années antérieures à la présidence Reagan. Depuis lors, les aides aux agriculteurs ont encore augmenté.

En 1983, un déficit budgétaire de 210 milliards de dollars, le refus présidentiel d'augmenter les impôts et de diminuer les dépenses, provoquèrent



LES RESPONSABLES DE L'ENQUÊTE SUR LES VENTES D'ARMES ILLÉGALES  
Une affaire montée par des aventuriers sans scrupules

une crise financière, interdisant tout accroissement du budget du Pentagone. Entre 1983 et 1988, le Congrès a voté des dépenses militaires inférieures de 130 milliards de dollars aux demandes de l'exécutif.

Il est prévisible que les déficits budgétaires resteront énormes au cours des prochaines années (162 milliards de dollars au moins en 1989) - ce qui laisse présager de nouveaux heurts sérieux entre la Maison Blanche et un Congrès dont l'électorat est prioritairement préoccupé par les problèmes intérieurs. Or, sauf exception, il n'a guère à attendre d'une augmentation des dépenses militaires ou de politique étrangère, celles-là mêmes que le président est le plus enclin à favoriser.

Il y a peu de risques que les futurs présidents commettent les mêmes erreurs diplomatiques que M. Reagan. Le poste de conseiller du président pour les affaires de sécurité nationale fut créé en 1953 : il a eu 16 titulaires dont 6 pendant les deux mandats de M. Reagan, témoignage accablant des luttes intestines incessantes qui ont agité la Maison Blanche. De plus, jamais depuis la seconde guerre mondiale un secrétaire d'Etat et un secrétaire à la défense ne s'étaient autant opposés que ne l'ont fait MM. Shultz et Weinberger. A la fin de 1986, l'affaire de l'« Irangate » et celle du « Contragate » ont fait chuter la crédibilité du gouvernement auprès du Congrès à son plus bas niveau.

Cet exemple étonnant de concentration du pouvoir en même temps que d'incapacité chez les conseillers du président n'a pas seulement renforcé la volonté d'autonomie du Congrès; il a surtout accru la méfiance de l'opinion à

l'égard des objectifs gouvernementaux et de la compétence de l'équipe au pouvoir. Ce scepticisme vis-à-vis de la classe politique fera partie de l'héritage du nouveau président. Le scandale du « Watergate », en 1973-1974, avait provoqué une crise constitutionnelle mettant en cause le pouvoir du président et ses relations avec le Congrès; l'abus de pouvoir se situait, aux Etats-Unis même, bien plus que dans le domaine des relations extérieures. En revanche, l'« Irangate » a privé de toute légitimité les instances où se décident la politique étrangère et les objectifs qu'elles poursuivent : ce nouveau scandale a mis au jour des appareils secrets, le mensonge, le détournement de principes et pris en main par des aventuriers.

Cette affaire a signifié l'arrêt de mort de la doctrine reaganienne selon laquelle il faut faire reculer partout le communisme et les mouvements révolutionnaires, chaque fois que cela est possible, en aidant toute force locale utilisable à cette fin. Depuis 1953, Washington avait le plus souvent mené des actions clandestines, moins coûteuses et plus efficaces que l'envoi de troupes conventionnelles, bien plus simples aussi à mettre en œuvre, des démentis restant toujours possibles en cas de divulgation ou d'échec. Alors que l'administration Reagan a prôné l'usage de la guerre clandestine bien plus que les gouvernements précédents, elle n'a pas davantage mis à contribution la CIA que la plupart d'entre eux. Mais la combinaison d'un discours belliqueux et d'une stratégie désastreuse diminuera la marge de manœuvre du prochain président en matière d'action clandestine.

## Les frustrations du Pentagone

Le futur gouvernement devra également trancher dans le vif de la querelle qui a opposé MM. Shultz et Weinberger, le premier étant favorable à un plus grand usage des troupes et à une application plus active de la doctrine Reagan. Des questions vieilles de trente ans. Mais l'important, en l'occurrence, est que M. Weinberger reflétait les convictions profondes des militaires.

Le Pentagone avait certes approuvé, en rechignant, la décision d'envahir la Grenade en 1983 et de bombarder la Libye en 1986, mais il s'est régulièrement opposé à l'utilisation des forces armées lorsqu'il n'était pas assuré de pouvoir ensuite les dégager rapidement. Depuis 1982, M. Weinberger et les chefs d'état-major se sont fermement prononcés contre l'envoi de troupes en Amérique centrale; ils hésitèrent à dépêcher des « marines » au Liban en 1982 et demandèrent ensuite leur retrait rapide. De fait, lorsque la Maison Blanche envoya 3 200 soldats au Honduras en mars 1988, elle ne consulta même pas M. Frank Carlucci, qui avait succédé à M. Weinberger en novembre 1987, pas plus que les chefs d'état-major. Et le Pentagone s'est résolument montré hostile à toute intervention dans la crise de Panama (5).

Dans un discours prononcé le 28 novembre 1984 et qui eut peu de retentissement à l'époque, M. Weinberger déclarait que les forces américaines devaient seulement être utilisées lorsque des intérêts vitaux des Etats-Unis étaient en jeu, et jamais à des fins symboliques et accidentelles; il minimisait de la sorte la crédibilité d'actions diplomatiques. Aucun engagement ne devrait être « décidé » en dehors d'une assurance raisonnable [du soutien du peuple américain et de ses représentants élus au Congrès (...)] pendant tout le temps nécessaire à la

victoire (6). Au cas où un tel accord existerait, il faudrait, soulignait-il, que les forces américaines fussent engagées au combat avec des effectifs et une puissance de feu suffisants pour l'emporter, après une claire définition des objectifs militaires et politiques.

En dépit des critiques constantes de M. Shultz à propos de la prudence des militaires et de l'accord donné par l'administration à l'aide clandestine aux mouvements appliquant la doctrine Reagan, il existe une différence fondamentale entre la livraison d'armes à l'UNITA angolaise et l'utilisation directe, bien plus dangereuse, de soldats américains.

La position de M. Weinberger devint celle du gouvernement à la fin de 1984, quand elle fut adoptée par le Conseil national de sécurité et par le président. Le désir d'éviter un nouveau borborygme - le « syndrome vietnamien » - imprégné encore en profondeur la pensée des militaires, et le futur président devra aussi tenir compte du frein que constitue la doctrine Weinberger - car ni le Congrès ni l'opinion publique ne sont prêts à accorder les pouvoirs illimités que les militaires estiment essentiels.

Avant même que le Congrès ne réduisît les demandes de crédits de

(1) Congressional Quarterly Weekly Report, 16 janvier 1988.  
(2) Andrew Kohut, « What Americans Want », Foreign Policy, printemps 1988.  
(3) Rand Corporation, Casualties, Public Opinion and Presidential Policy, R-3060, mars 1983.  
(4) David A. Stockman, The Triumph of Politics: Why the Reagan Revolution Failed, Harper and Row, New York, 1986, page 46.  
(5) International Herald Tribune, 18 mars 1988, New York Times, 14 avril 1988.  
(6) « The Use of Military Power », 28 novembre 1984, communiqué de presse du département de la défense. Voir aussi, lieutenant-colonel David T. Twining, Regulators, Journal of the US Army War College, vol. XV, n° 4, 1985.

« Un ouvrage de référence indispensable »

Le Monde

L'ETAT DU MONDE  
1988-1989

Annuaire économique  
et géopolitique mondial

L'ETAT  
DU MONDE  
1988-1989

Texte inédit

Relié, 640 pages, 130 F.

Le seul annuaire  
économique  
et géopolitique  
mondial !

Un panorama complet des événements économiques, politiques, diplomatiques les plus récents dans 170 Etats souverains et 27 territoires non indépendants.

LA DÉCOUVERTE

Handwritten signature or mark at the bottom center of the page.

Journal de la semaine

NOUVEAU PRÉSIDENT

moins libre de ses choix

M. Reagan, le Conseil national de sécurité et le Pentagone tentèrent, en 1982, de donner la priorité aux engagements majeurs. Ils reconnaissent ainsi leur incapacité de mener à bien simultanément toutes leurs missions en cas de conflit régional d'importance, et a fortiori en cas de conflit avec l'URSS. La décision fut prise de privilégier l'Europe occidentale, tout en accordant une place essentielle à la défense des routes du pétrole dans le Golfe. Mais la liste des priorités du Conseil national de sécurité laissait ouverte la possibilité d'actions n'importe où dans le tiers-monde, chacune d'entre elles pouvant, comme en Indochine, immobiliser la machine de guerre américaine et donc bouleverser tous les plans et la capacité de les mener à bien. L'administration n'a toujours pas tranché cette question fondamentale de planification, et les hauts responsables ont publiquement avoué leur trouble à cet égard.

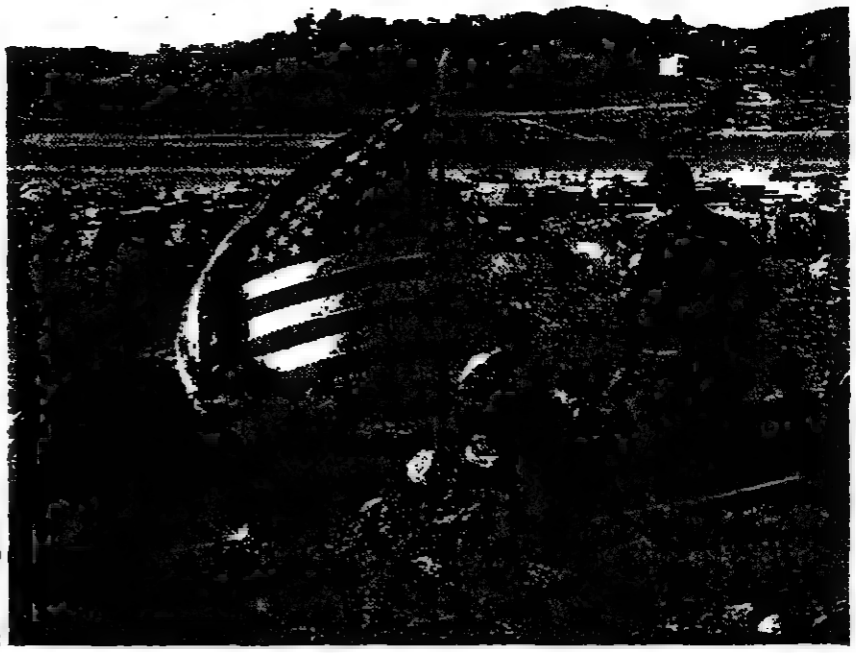
réflétant le conflit entre ressources limitées et objectifs illimités ont agité les planificateurs militaires depuis l'impatte de la guerre de Corée. Au début de 1983, au vu de l'énorme déficit budgétaire, des républicains, pourtant « loyalistes », s'insurgèrent contre les demandes présidentielles d'augmentation des crédits militaires. Idéologiquement, les élus étaient prêts à voter un budget qui, de 5,3 % du PNB en 1981, est passé à 6,4 % aujourd'hui, mais les pressions financières et politiques en ont cependant freiné l'expansion. Le Pentagone s'est ainsi retrouvé isolé et risqué de le demeurer. Le scandale des pots-de-vin, révélé en juin dernier, et dans lequel sont impliqués des dizaines de firmes et des centaines de

responsables passés et actuels est le plus grand de toute l'histoire du ministère de la défense. Enquêtes et procès vont durer des années, ternissant l'image des militaires et minant leur capacité à obtenir un appui financier identique à celui de l'après-1981. Une telle situation réduit bien sûr les possibilités de choix stratégiques du Pentagone et renforce son opposition à des interventions militaires à haut risque (8). En février 1988, ce dernier a décidé de réduire de 110 000 unités son personnel civil et militaire et de supprimer ou de différer un certain nombre de programmes d'armement. En 1986, il prévoyait, pour 1991, un budget de 400 milliards de dollars; aujourd'hui il parle de 334 milliards.

Un cercle fermé d'experts

DEPUIS 1948, rares sont les postulants à la présidence qui se sont aussi peu clairement exprimés sur les problèmes de politique étrangère que les actuels candidats. Leur seule ambition est la victoire. Les programmes des partis sont, comme à l'ordinaire, de peu d'utilité pour prédire ce que sera la diplomatie américaine. D'où l'importance d'une évaluation des facteurs politiques, économiques et diplomatiques qui ont pesé sur l'action des présidents pendant deux décennies. M. Bush a été un membre à part entière des gouvernements Nixon et Reagan; s'il est élu, il conservera le même personnel sans être capable de modifier réellement leurs idées et leur manière d'agir sur le plan extérieur. M. Dukakis a soutenu les principales initiatives de M. Reagan en matière de désarmement, mais il a demandé une augmentation des dépenses en armements conventionnels pour la défense de l'Europe. Soulignant l'importance

de l'OTAN, il a clairement dit son souhait de voir les partenaires des Etats-Unis renforcer leur potentiel militaire afin d'alléger le fardeau pesant sur le budget américain, qu'il voudrait voir diminuer de 3 %. Il a critiqué la politique de M. Reagan en Amérique centrale, mais ses idées de rechange sont vagues. A vrai dire, rien n'a été proposé par lui qui constitue une alternative à la politique de MM. Reagan et Bush. M. Dukakis est très dépendant de Harvard, qui lui fournit ses experts en questions intérieures et internationales. Il se trouve de la sorte intégré dans le plus important des groupes composant l'univers restreint où s'élabore la politique étrangère. Un groupe qui a tenu la plupart des postes-clés depuis que Kennedy fit venir à Washington en 1960 de nombreux professeurs de Harvard. Même dans l'entourage de M. Reagan, nombreux sont les idéologues néo-conservateurs qui ont fait partie de cette élite au cours de leur carrière et



L'INVASION DE LA GRENADE EN 1983. Une opération acceptée par l'armée parce que peu risquée.

qui vont la retrouver. Le groupe de « faucons » composant la commission sur la stratégie intégrée à long terme (Commission on Integrated Long-Term Strategy), qui, en janvier dernier, réclama des dépenses militaires accrues, avait notamment pour membres deux des principaux conseillers de M. Carter, MM. Zbigniew Brzezinski et Samuel Huntington, ainsi que M. Kissinger (9). M. Joseph S. Nye Jr., ancien sous-secrétaire d'Etat adjoint de M. Carter, qui a dirigé l'un des centres d'études internationales de Harvard et qui passe pour le plus influent conseiller de politique étrangère de M. Dukakis, est, depuis des années, membre de cet establishment soudé et il a travaillé avec M. Huntington et des républicains. M. Nye a souligné l'importance de l'OTAN, qui, selon lui, doit constituer une préoccupation plus importante que le tiers-monde; il a approuvé le programme d'initiative de défense stratégique (IDS) de M. Reagan, ainsi que la politique menée dans le Golfe et à l'égard de la Libye, en faisant seulement de modestes réserves sur certains aspects de l'actuelle diplomatie américaine.

ques qu'il fait courir à l'économie américaine et au monde entier. Et, dans la mesure où la diplomatie américaine reflète moins les vœux du président que les possibilités du pays, les relations entre la Maison Blanche et le Congrès s'annoncent tendues. On voit mal comment l'élu de 1988, démocrate ou républicain, pourra faire face aux défis économiques, militaires, politiques que devront affronter les Etats-Unis après 1988. Et c'est le Congrès qui, plus que jamais, diagnostiquera et mettra en lumière ses échecs attendus. Ce dernier n'est que rarement désireux de modifier de façon significative ou d'empêcher l'action de l'exécutif - s'il le fait, c'est surtout lorsqu'il s'agit de comprimer les dépenses, - mais il peut grandement compliquer la tâche du président. Car c'est surtout au Congrès que s'expriment de nos jours les intérêts conflictuels de la société alors que la puissance américaine trébuche de plus en plus, en réaction à des forces économiques et politiques hors de son contrôle, que ce soit aux Etats-Unis ou à l'étranger.

GABRIEL KOLKO.

(7) Lieutenant-colonel John S. Fulton, Military Review, février 1986. Autres publications concernant les conflits de faible intensité: Military Review, août 1986, décembre 1987, mars 1988; Parameters, vol. XV, n° 3, 1985; et surtout D. Michael Shafer, Deadly Paradigms: The Failure of US Counterinsurgency Policy, Princeton University Press, 1986. (8) Frederick H. Black, Military Review, décembre 1987. (9) Lire Michael Klare, « Dissension sélective et vieilles recettes », le Monde diplomatique, mai 1988.

Les frustrations du Pentagone se manifestent dans de nombreux autres domaines, notamment à l'égard de la doctrine des « conflits de faible intensité », adoptée en 1986 par l'état-major. Depuis lors, de nombreux officiers ont critiqué ce concept dans des publications militaires officielles, soulignant son imprécision et le qualifiant de « famille adoptive doctrinale pour concepts orphelins de guerre » (« doctrinal foster home for orphaned warfare concepts »). Ils ont essentiellement présenté cette doctrine comme une nouvelle mouture de la confuse théorie de la contre-insurrection qui a entraîné les Etats-Unis au Vietnam et pourrait se révéler aussi dangereuse à l'avenir si elle n'était pas clarifiée, ou, comme beaucoup l'ont conseillé, rejetée (7). Ceux qui ont eu la plus grande expérience du Vietnam sont aussi ceux qui la critiquent le plus. Des débats de ce genre, qui ébranlent la confiance, risquent de se poursuivre dans les milieux militaires. Des tensions semblables



La loi de Rambo

NOUS avions vu Rambo être la figure emblématique de l'Amérique libérale. Nous avions vu défilé sur nos écrans des justiciers à la Charles Bronson, nettoyant les villes de la pègre sans s'embarrasser de ces instances dénuées que sont la loi et la justice. Nous ignorions pourtant que la réalité, une fois de plus, allait dépasser la fiction. Dans sa livraison du 12 septembre 1988, l'hebdomadaire américain US News and World Report retracé, dans le plus pur style des aventures de SAS, une étonnante aventure de « légitime défense » à l'échelle internationale. L'histoire commence en janvier 1986, dans le bureau ovale de la présidence. M. Ronald Reagan signe une directive secrète définissant une nouvelle stratégie antiterroriste: elle autorise la CIA à identifier les responsables de crimes commis contre des Américains à l'étranger et à « aider à les amener aux Etats-Unis pour passer en jugement ». Au nom de la même conviction antiterroriste, en octobre 1986, la France avait perpétré le premier détournement d'avion de l'histoire, pour mettre la main sur les dirigeants du FLN algérien.

chés sains et saufs, mais la prise d'otage est un délit passible de poursuite devant les tribunaux américains. La mécanique s'enclenche. D'abord à Beyrouth, puis à Chypre où Younis s'est installé. Rien ne manque au scénario: corruption, manipulations, « sonorisation » d'apparements... activités bien sûr illégales mais revendiquées au nom de « principes supérieurs ». Younis, pourtant décrit par les autorités de Washington comme un terroriste important, est curieusement à court d'argent. Sous prétexte d'un rendez-vous sur un navire avec un collègue de la douane censé l'engager, il gagne la haute mer avec un agent double, dans la nuit du 12 septembre 1987: là, dans les eaux internationales - c'est du moins ce qu'affirment des officiers à US News and World Report, - il est arrêté. Et se retrouve les deux poignets césés. Enfermé à bord du bateau, interrogé pendant quatre jours, il passe ses heures complètes, mais se rétracte dès son arrivée aux Etats-Unis et se prie de contact avec un avocat: il accusera ses ravisseurs de ne pas l'avoir soigné, de ne pas l'avoir laissé boire et de l'avoir interrogé dans une pièce étouffante. Le juge chargé de l'affaire ayant accépté ses plaintes, le procès est pour l'instant en attente.

« Vous pouvez vous enlever, pas vous cacher », avait lancé le président Reagan aux terroristes. En octobre 1987, le Congrès avait ordonné au Nicaragua un citoyen américain, M. Paul Fisher. Le prochain objectif de ces nouveaux Rambo sera-t-il de ramener aux Etats-Unis les responsables de ce crime ? ALAIN GRESH.

Vingt-neuf ans plus tard, en octobre 1985, Israël bombardait le quartier général de l'OLP à Tunis. En avril 1988 ses services secrets assaillissent, toujours en Tunisie, un de ses dirigeants, Abou Jihad. Forts de l'autorisation de leur gouvernement, les agents de la CIA se mettent au travail et localisent, à Beyrouth, M. Fawaz Younis, un des responsables présumés du détournement d'un avion jordanien, le 11 juin 1985. Parmi les passagers figuraient trois Américains, qui avaient été relâ-

Advertisement for LE MONDE diplomatique magazine. Includes a table of subscription rates for various regions and a form to request a specimen copy.

Advertisement for ALTERNATIVES ECONOMIQUES magazine, issue n° 60, October. Features the article 'Immigrés L'AVENIR ENSEMBLE' and provides contact information for the publisher.

(1) Congressional Quarterly Report, 16 janvier 1988. (2) Andrew Kohut, « What's Next? Foreign Policy, Immigration, and the Presidential Race », RAND Corporation, Committee on Opinion and Presidential Policy, mai 1985. (3) David A. Stockman, The Politics of Why the Reagan Revolution Failed, Harper and Row, New York, 1986. (4) International Herald Tribune, 1984. New York Times, 14 mai 1988. (5) The Use of Military Force in 1984, Congressional Budget Office, département de la défense, Washington, 1984. (6) Journal of the US Army, vol. XV, n° 4, 1985.

UN DÉFI POUR l'Amérique... (Vertical text on the left margin, partially obscured by a large graphic of a person's face).



1970-2000

# TÉS QUI SAPEN vitrine des

services à...  
chiffre ainsi la...  
L'ampleur de la...  
2010 ne résulte...  
de la population...  
rénovation de la...  
ménages (200 000...  
taille moyenne...  
1954 : 2,7 personnes...  
ménages en 2010...  
L'objectif quantitatif...  
souvent avec des...  
(8) A titre d'exemple...  
Mais peut-on résister...  
L'Allemagne vaincue...  
En Autriche, depuis...  
Pendant ce temps...  
« Faire des conservateurs »  
L'âge d'or des spéculateurs  
En revanche, toute...  
La classe dirigeante...  
C'est dans l'immédiate...  
(1) Voir notre...  
de France, 1960...

# LA DÉMOCRATIE (IV) ségrégations sociales

constance et de moyens des politiques urbaines que rien ne garantit. En France, les décisions gouvernementales concernant l'habitat urbain procèdent du plus souvent de faits divers médiatisés : l'été chaud de Vénissieux prend le relais de l'hiver mortel de 1984 en région parisienne pour solliciter l'attention sur l'habitat des gens en détresse. A droite, l'idéologie a toujours primé : la propriété du logement est consacrée, tandis que la production du logement social fait une place croissante aux organisations caritatives locales. C'est

### Travailler à la recomposition de la ville

gauche symétriquement l'emportait l'idée que le locataire vote dans son sens, faisant de l'attribution des logements sociaux et de ses critères un enjeu particulièrement spécifique. La loi Quilès de 1968 n'a innové que dans la concordance établie entre le démantèlement du droit au maintien dans les lieux et la reconnaissance d'instances de négociation des rapports locatifs faisant place aux associations représentatives des locataires. Loin d'en prendre le contre-pied, la loi Méhaignerie de décembre 1986 développe le premier terme et envoie le second aux oubliettes en l'absence de protestation significative. Pourtant, l'exemple aberrant de la loi italienne dite « Equo Canone » devrait faire réfléchir sur l'inconvénient qu'il y a à gager la rentabilité locative par le droit léonin de congédiement du locataire. Faut-il attendre que, chez nous aussi, les trois quarts des aides publiques au logement soient consacrées au traitement des familles expulsées ou sans abri ?

La volonté affichée de surmonter une pénurie reconnue d'habitat s'est évanouie. A partir de 1975, la récession s'installe partout en Europe, dans des proportions comparables. Il a fallu attendre 1984 pour procéder à un échange multilatéral d'expertises et, ces tout derniers mois, pour que la Commission de Bruxelles prenne en compte l'habitat et crée une structure européenne de communication pour les promoteurs d'habitat social (14). On a ainsi pu mesurer la situation presque parfaitement médiane de la France entre l'Europe du Nord et l'Europe du

Sud pour ce qui concerne les paramètres les plus divers : taux de propriété du logement, part du secteur locatif réglementé, rythme de la construction neuve, part de l'effort collectif dans le financement, etc. Plus qu'ailleurs, les politiques d'Etat en faveur du logement apparaissent tributaires de circonstances de société, de réglementations budgétaires et monétaires omniprésentes. Contrairement à la RFA par exemple, la qualification urbaine de l'habitat ne prend pas encore rang dans un grand dessin : il est vrai que notre configuration institutionnelle se prête au saupoudrage des aides publiques au détriment des villes construites (15) et plus encore des banlieues inachevées malgré des procédures d'exception qui vont peut-être faire école (16).

Mais peut-on résister à la tentation d'annoncer des systèmes d'aide « personnalisés » dont le coût réel montera en régime plus tard ou d'exonérations fiscales, plus faciles à faire passer en non-recettes qu'en dépenses dont elles sont pourtant la stricte équivalente (17) ? Pour faire bonne mesure, on ajoute le serpent de mer de la relance du bâtiment. Après une saignée d'emplois, l'industrie de la construction s'est en réalité redéployée entre des PME qui survivent vaillamment que vaille et des accroissements des « majors du BTP » ou des réseaux bancaires qui assurent seulement la réception et le montage de composants préfabriqués. Les premières visent éventuellement l'entretien d'une qualification des métiers du bâtiment ; elles n'embauchent ni ne débouchent volontiers en fonction de « relances » conjoncturelles d'une commande non localisée. Les

secondes importent à tout va (18) et compromettent l'idée reçue selon laquelle la relance du bâtiment n'affecte pas la balance des paiements.

L'inscription de l'habitat dans un tissu urbain vivant suppose enfin le développement d'une maîtrise foncière clairement étayée par des projets explicites et assurés de la durée. Par contraste avec le foncier rural traditionnel, une proportion variable entre le tiers et la moitié du sol des villes françaises a le statut de terrain public ou appartenant à des entités sociales (HLM), ainsi qu'à des entreprises nationales (SNCF par exemple) dont la spéculation immobilière n'est pas en principe la vocation. L'inventaire de telles réserves mérite d'être fait, en sorte que la gestion des disponibilités qu'elles recèlent joue un rôle directeur sur les niveaux du marché foncier local.

Ce genre de considération doit aider à proscrire l'éclatement de la ville en lointaines franges péri-urbaines, à travailler dans le sens de sa recomposition sur elle-même.

CHRISTIAN ARNAUD.



LOGEMENTS POPULAIRES DE BANLIEUE. La seule solution de rechange est-elle le paysage pavillonnaire ?

### ÉVOLUTION DES BESOINS ET DE LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS EN FRANCE

	Niveaux annuels (en milliers de logements)	
	des besoins	de la construction
1954 - 1957 .....	240	220,5
1962 - 1965 .....	375	356,4
1971 - 1975 .....	510	538,7
1976 - 1980 .....	510	447,1
1981 - 1983 .....	450	333,3
1984 - 1988 (*) .....	400 à 450	298,1

(\*) Evolution du groupe « Financement du logement » (12<sup>e</sup> Plan).

### V. - L'ENSEIGNEMENT

Déjà publié : les revenus (juillet) ; la justice (août) ; la fiscalité (septembre).

## d'un droit fondamental

L'Allemagne vaincue trouve les moyens de financer sans tarder l'habitation du peuple : de 1923 à 1928, 608 888 logements sont édifiés. Des cités ouvrières, conçues par les plus célèbres architectes du mouvement moderne, surgissent à Berlin et à Francfort.

En Autriche, depuis 1907, le Parti social-démocrate fait voter la loi du 26 avril 1912, qui permet de bloquer la spéculation sur les terrains. Mais c'est après la première guerre mondiale que ces militants donnent toute leur mesure en réformant de fond en comble les conditions de logement des prolétaires de « Vienne-la-Rouge », dont le droit dénoncer les « palais ouvriers » : le super-bloc « Karl-Marx-Hof » (1928-30), un rempart de 1 382 logements, en devint le symbole et l'armée l'attaqua au canon durant la révolte de février 1934.

Les élites de la France victorieuse avaient manifestement d'autres soucis que de loger décentement les anciens combattants puisque les sociétés d'HBM continuèrent à faire figure d'œuvres ne concernant qu'une minorité de la population.

### L'âge d'or des spéculateurs

En revanche, toute liberté était laissée au dépouillage des banlieues, principalement celle de la capitale : la première décennie d'après-guerre marque l'âge d'or des spéculateurs. Ils ont irrémédiablement défigurés les environs de Paris et légué aux communes de la couronne un héritage qui pèsera longtemps sur leur politique urbaine. A peu près seuls, les députés communistes - ainsi Ciamarosa à Bobigny - se souciaient de défendre les mal-logés. Ils en récoltaient d'importantes succès électoraux. Les millions de la « ceinture rouge » se constituèrent.

La droite finit par les apercevoir. En 1928 Louis Loucheur, ministre du cabinet Poincaré, présente un projet de loi modeste : 280 000 logements à construire en cinq ans, chiffre très inférieur à ceux de nos voisins immédiats. Toutefois, l'accent est mis sur l'accession à la propriété avec des conditions exceptionnelles, jamais reconstruites depuis : l'apport personnel dans certains cas pouvait être supprimé et le taux des prêts consentis par les sociétés de crédit mutual ne devait pas dépasser 2,50 %. La loi Loucheur fut votée à l'unanimité, y compris par les 14 députés communistes, et le Temps salua aussitôt ce texte en termes sans équivoque : « Il s'agit d'une œuvre profondément humaine, non point socialiste, de progrès réel, en harmonie avec le libre

mouvement des lois économiques. » Contre ce retour à l'esprit « philanthropique » du dix-neuvième siècle, le socialiste Henri Lurzel fut sans succès proposer depuis qu'il avait été nommé président de l'Office public d'HBM de la Seine, fondé en 1914. Créateur de douze cités-jardins - dont celle de Suresnes ainsi que de la ceinture rouge d'HBM implantées en bordure des boulevards des Maréchaux à Paris, il domina le mouvement HBM de l'entre-deux-guerres et prépara l'avenir.

A l'aube de la Libération, les services officiels ont eu le temps de procéder à l'inventaire du parc immobilier national et ils en sont enfin arrivés à la même conclusion que tous les enquêteurs sociaux depuis un siècle, à savoir que l'ensemble du peuple français est le plus mal logé de l'Europe industrielle. Les discussions sur les limites de l'intervention de l'Etat sont désormais dépassées. Des programmes de masse s'imposent et seule la puissance publique peut en assurer la responsabilité. Malheureusement, ni les architectes ni les entreprises et encore moins les promoteurs n'avaient l'expérience de ce type d'opérations. Il n'est donc pas étonnant que le rythme de construction soit resté longtemps inférieur aux besoins : 71 000 logements en 1950 ; 84 000, en 1952 ; 200 000 enfin, en 1955.

On ira jusqu'à 500 000 ! Commence le temps des « grands ensembles ». Il fallait agir vite et on ne léna pas sur les barres, qu'il s'érigeaient sans fin le long des chemins de grue. La simplicité des formes permettait l'économie de la mise en œuvre tandis que la hauteur libérait le sol au profit des espaces verts, une grande nouveauté dans le logement social urbain.

Pour la première fois de son histoire, une importante fraction des classes populaires put bénéficier du confort « bourgeois » : la salle de bain - ce qui signifie un dispositif pour l'eau chaude - et les w.-c. intérieurs sont des acquis des années 60. Toutes les enquêtes - en particulier celle de l'Institut national d'études démographiques (INED) portant sur 53 grands ensembles - ont souligné le degré de satisfaction des habitants de ces nouveaux quartiers, à 85 % issus du prolétariat. Il fallait ne rien connaître de leurs précédentes conditions d'habitat pour supposer le contraire.

Il est même sûr qu'entre 1978 et 1984 la vocation sociale des Habitations à loyer modéré (HLM), nouvelle appellation des anciennes HBM, s'est nettement affirmée car elles sont de plus en plus occupées par des familles modestes. La proportion des ménages logés en HLM dont les revenus sont inférieurs au revenu médian de l'ensemble des ménages est en effet passé de 48 % en 1978 à 59 % en 1984 (2).

### De Victoria à M<sup>me</sup> Thatcher

NE dissimulons pas que cette prise en compte du logement des populations défavorisées par une cellule départementale « Solidarité-Logement » - c'était l'idée du Père Wrasniski - comporte une double facette, insertion sociale et couverture des risques financiers. En ce qui concerne l'aspect de réinsertion sociale, il va de soi que les spécialistes - assistants sociaux, éducateurs, animateurs, tuteurs aux allocations familiales, conseillers en économie familiale - ont un rôle important à jouer et ils ne devraient pas négliger la liaison avec les associations locales : la fonction latente de celles-ci a toujours été de relayer les habitants d'une même cité.

Quant à la couverture des risques financiers, elle ne se fera pas sans une aide publique très forte, comme il vient d'être souligné au congrès national des organismes HLM, tenu à Bordeaux en juin dernier : on y a envisagé l'accession à la propriété comme une réponse au logement des catégories défavorisées.

Il est évidemment très clair qu'un mouvement général d'aspiration à la propriété immobilière s'accroît sérieusement en Europe depuis une vingtaine d'années : cet aspect du libéralisme comble exactement tous les vœux formulés par les conservateurs « éclairés » du début du vingtième siècle.

La Grande-Bretagne, sous l'influence de M<sup>me</sup> Thatcher, a brillamment joué sa partie dans cette affaire : en 1980, le Housing Act a donné le droit aux locataires du secteur public d'acquiescer leur logement. La propriété privée est pesée de 55 % en

1980 à 63 % en 1987. Ce boom a peu à peu signifié une sensible diminution des logements sociaux (alors que le nombre des constructions nouvelles est pratiquement nul), un nombre croissant de emlogés, une floraison de logements spéciaux destinés à isoler différentes catégories de la population. On en revient donc aux valeurs morales de l'ère victorienne qui furent aussi celles de la bourgeoisie française à la Belle Epoque : les « propriétaires » incarnant le dynamisme et la réussite sociale qu'ils doivent à leurs qualités personnelles ; les « locataires » figurant le reliquat inévitable de marginaux et de retardés en situation d'échec.

Pense-t-on toujours en France - à droite et à gauche - que la régénération morale passe obligatoirement par l'accession à la propriété immobilière ? Le paysage pavillonnaire des « Sem Suffit », « Klérou », « Rien sans peine » et autres « On s'y plait » où chaque famille se cultive à l'abri des « gros » et des « métrages », offre-t-il une perspective stimulante à des personnes en état de rupture sociale ?

A-t-on pris garde à l'une des contradictions qui dominera la fin du vingtième siècle ? D'un côté, on sent une nouvelle prise de conscience impliquant stabilité, durée et cohérence entre une population et un territoire. De l'autre, se manifeste une évolution nationale accentuant tous les éléments des migrations spatiales et sociales dans un environnement économique européen.

A la veille du bicentenaire de la révolution de 1789 qui fut d'abord et avant tout la victoire d'une classe de « propriétaires », se considèrent comme détenteurs du triple pouvoir politique, économique et social, les sacrifices exigés pour devenir le maître absolu de quatre murs peuvent-ils constituer un idéal mobilisateur pour les Européens de 1992 ? Il faudra bien en débattre.

ROGER-HENRI GUERRAND.

(2) Economie et statistique, revue de l'INSEE, janvier 1988.

(3) Laboratoire d'économie de l'Ecole polytechnique : « Le comportement des ménages mal logés, amélioration du logement ou mobilité », par M. Lethellieux, 1974 ; Ville de Rennes : « L'accès à l'habitat des populations en difficulté, bilan, diagnostic et propositions d'action », 1983 ; Centre scientifique et technique du bâtiment : « Influence des processus psychologiques et sociaux sur la dégradation du bâti, recherche exploratoire », par M. Bonetti et L. Marghieri, 1987 ; J. Wrasniski : « Rapport au Conseil économique et social, Grande pauvreté et précarité économique et sociale », 1987 ; Conseil économique et social, commission de l'habitat : « Le logement des sans-abri en région d'Ile-de-France », sans 1988.



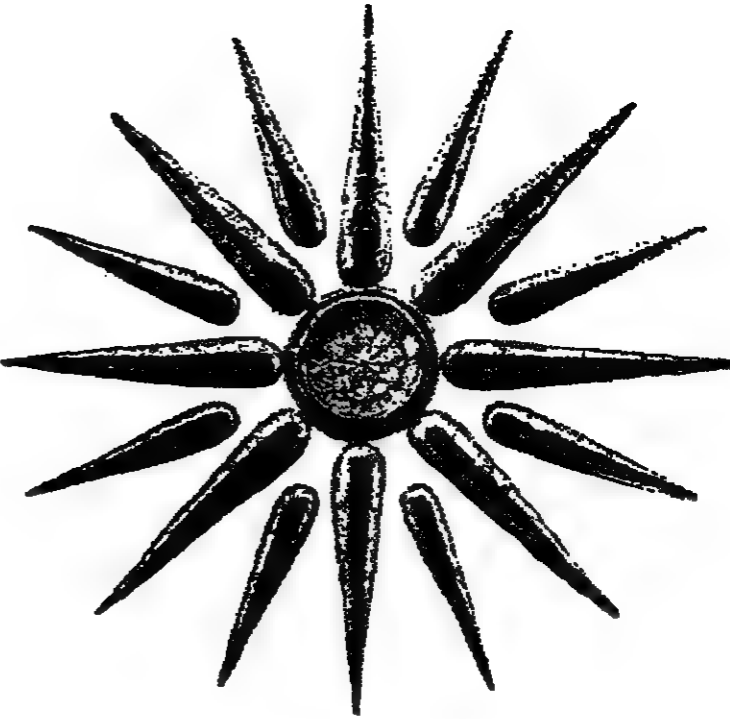
# Thématiques à Athènes

M. Mitsotakis, ministre de la Justice, a déclaré que le parti de la Nouvelle Démocratie (ND) défendrait sa place au pouvoir à la prochaine élection. Le parti de la gauche socialiste, le PASOK, a également affirmé sa détermination à rester au pouvoir.

La détermination de son gouvernement à rester au pouvoir est évidente. Le parti de la gauche socialiste, le PASOK, a également affirmé sa détermination à rester au pouvoir.

# THESSALONIQUE : vingt-trois siècles d'histoire

Capitale de la Grèce du Nord, siège du ministère de la Macédoine et de la Thrace, Thessalonique - que les occupants turcs avaient rebaptisée Salonique - n'est pas seulement le dépositaire de vingt-trois siècles de continuité hellénique ; elle est aussi la véritable métropole industrielle et commerciale du pays. Au point de convergence de l'Orient et de l'Occident, cette cité d'un million d'habitants a une tradition culturelle et une pratique dynamique des échanges avec l'extérieur. Aliant harmonieusement le souci de la modernité et la préservation de son identité, elle est aujourd'hui l'un des atouts maîtres dont dispose la Grèce pour une meilleure intégration dans l'Europe des Douze.



EMBLÈME DE LA DYNASTIE MACÉDONNIENNE (Tombeau de Philippe II à Vergina)

# La belle mariée du golfe Thermaïque

Par LIANA ALEXANDRI \*

THESSALONIQUE fut fondée en 567 avant notre ère par Cassandre, roi de Macédoine, qui lui donna le nom de son épouse, sœur d'Alexandre le Grand. Après la conquête de la Macédoine (148 avant J.-C.), les Romains en firent la capitale de la province. Sa rue principale, Egnatia, tient son nom de la fameuse voie Egnatia qui reliait l'Adriatique à la Thrace. Lieu de passage obligé, Thessalonique connaitra à partir de ce moment une période de prospérité, devenant le centre économique et commercial des Balkans.

En 390, les habitants se révolteront contre le premier empereur chrétien de Byzance, Théodose I<sup>er</sup>, dit le Grand. L'insurrection sera réprimée sans pitié : sept mille innocents seront massacrés dans l'hippodrome. Premier prix du sang payé par Thessalonique pour son défi au pouvoir. Premier acte de déobédience de celle qui l'on appellera plus tard la ville des pionniers et des réformateurs.

Entre le VI<sup>e</sup> et le VII<sup>e</sup> siècles, Thessalonique connaît un grand essor dans tous les domaines. Ses apôtres Cyrille et Méthode ont enseigné leur alphabet et christianisé les Slaves. Les quatre siècles qui suivent portent la marque de luttes permanentes contre une série ininterrompue d'envahisseurs : Sarrasins, Bulgares, Normands, Français. Après le quatrième croisade, qui voit la distribution des terres byzantines aux conquérants, Thessalonique est cédée avec une grande partie de la Macédoine à Boniface de Montferret, fondateur du royaume franc du même nom. Les Français occuperont la ville de 1204 à 1224. Un épisode qu'un historien juge de manière nuancée : « La conquête française a, sans doute, imposé un jour tribut aux pays helléniques conquis, surtout en termes de destructions et de dévastations. Mais elle a eu en même temps un effet bénéfique sur la psychologie et les activités des Grecs : dans le domaine des arts, ce sont surtout la peinture et les lettres classiques qui connaissent un renouveau, réorientant ainsi le monde byzantin vers ses origines helléniques classiques (1). »

Après la libération de la Grèce du Sud de l'occupation turque (1821), les mesures progressistes prises par les Ottomans en faveur des chrétiens stimuleront le développement économique et social de Thessalonique. Cette période sera cependant marquée par la massacre d'Allemagne par la foule ottomane (1876). Vers la fin du dix-neuvième siècle, Thessalonique est reliée par voie ferroviaire à l'Europe centrale (via Belgrade) et à l'Asie (via Constantinople) ; les premiers tramways électriques font leur apparition, le visage de la ville se transforme.

A l'aube du vingtième siècle, les événements se précipitent : lutte pour la libération de la Macédoine (1904-1908), révolution des Jeunes-Turcs (1909), guerres balkaniques (1912-1913) et libération de la ville (25 octobre 1912). Dans les années qui suivent, Thessalonique est une cité florissante et cosmopolite où se diffusent les idées politiques radicales. La Fédération des syndicats est très puissante, dispose de son propre journal, *Avanti*, et exerce une forte influence sur le monde ouvrier des Balkans. Dix-sept pays sont représentés par un conseil général, le port est très actif.

Dans les années 1930, la généralisation du transport aérien aux dépens du rail fait perdre à Thessalonique son statut de « péage » du pays sur le chemin de l'Occident. Mais la ville reprend très vite le dessus pour devenir un grand centre industriel et commercial, au carrefour de l'Orient et de l'Occident, sans avoir jamais cessé d'être la « belle mariée du golfe Thermaïque » (3), comme on continuait de l'appeler...

**Objectif 1996 :**  
**L'organisation des Olympiades d'or**

CELA fait vingt-trois siècles que Thessalonique porte son nom actuel. Le site était cependant habité auparavant et un grand nombre de vainqueurs des jeux olympiques de l'Antiquité en étaient originaires... C'est aujourd'hui un important centre d'activités économiques et culturelles, une ville de congrès et d'expositions internationales.

Son expérience de l'organisation de grandes rencontres sportives, l'existence d'infrastructures de qualité (stades et autres installations, port de plaisance), ses grandes capacités d'hébergement et les facilités de transports et de communications dont elle dispose sont autant d'arguments pour la candidature de Thessalonique comme organisatrice des Olympiades d'or dont la Grèce revendique l'accueil en 1996. La ville de Thessalonique a été d'ores et déjà portée candidate auprès du Comité international olympique.

SOTIRIS KOUVELAS,  
maire de Thessalonique.

Après la libération de la Grèce du Sud de l'occupation turque (1821), les mesures progressistes prises par les Ottomans en faveur des chrétiens stimuleront le développement économique et social de Thessalonique. Cette période sera cependant marquée par la massacre d'Allemagne par la foule ottomane (1876). Vers la fin du dix-neuvième siècle, Thessalonique est reliée par voie ferroviaire à l'Europe centrale (via Belgrade) et à l'Asie (via Constantinople) ; les premiers tramways électriques font leur apparition, le visage de la ville se transforme.

A l'aube du vingtième siècle, les événements se précipitent : lutte pour la libération de la Macédoine (1904-1908), révolution des Jeunes-Turcs (1909), guerres balkaniques (1912-1913) et libération de la ville (25 octobre 1912). Dans les années qui suivent, Thessalonique est une cité florissante et cosmopolite où se diffusent les idées politiques radicales. La Fédération des syndicats est très puissante, dispose de son propre journal, *Avanti*, et exerce une forte influence sur le monde ouvrier des Balkans. Dix-sept pays sont représentés par un conseil général, le port est très actif.

**LIRE PAGES SUIVANTES**

- PAGE 24 : Loin des sentiers battus en Grèce du Nord, par Vassilis Brovas.
- PAGE 25 : Une économie ouverte sur l'Europe, par Liana Alexandri.
- PAGE 26 : La ville convoitée, par Vassio Tocastidou ; Une continuité hellénique ininterrompue, par Stelios Papachanelis.

## Le dynamisme de la diplomatie

en réalité, souvent servi les intérêts de ses alliés. Par exemple, ce fut la demande pressante de M. Habib, l'ambassadeur de Libye à Paris, le premier ministre grec M. Karamanlis, qui a permis à M. Papandréou de se rendre en Libye. C'est aussi lui qui a permis à M. Papandréou de se rendre en Libye.

en réalité, souvent servi les intérêts de ses alliés. Par exemple, ce fut la demande pressante de M. Habib, l'ambassadeur de Libye à Paris, le premier ministre grec M. Karamanlis, qui a permis à M. Papandréou de se rendre en Libye. C'est aussi lui qui a permis à M. Papandréou de se rendre en Libye.

**COPLAM**  
Châssis en plastique pour portes et fenêtres

- Spécifications européennes
- Prix grecs

Les COPLAM :

- Se marient harmonieusement avec tous genres d'habitations
- Insensibles au feu et aux substances chimiques
- Equipés de deux mécanismes d'ouverture
- Assurent une isolation thermique et acoustique parfaite

Usine: Zone Industrielle de Sindos - Thessaloniki - GRECE  
Tel. 031/799.434 - Telex: 412109 GEMK GR  
Exposition (Thessaloniki): 34 Rue E. Antistassis - Thessaloniki 551 31 GRECE  
Tel. 031/430.630 - Telefax: 031/434.259  
Exposition (Athènes): 514 Mesogion Av.-Athènes  
Tel. 01/6567.000

**SPLENDID**  
Soixante-douze ans après, ce même bâtiment historique, plein de vie, abrite le Club Splendid. Pour les gens avisés.

SPLENDID CLUB - AVENUE NIKIS - THESSALONIQUE - GRECE

**DÉCORATION**  
RÉNOVER VOTRE APPARTEMENT A PARIS ?

Conseils réalisation des travaux, tous corps d'état, qualité, délais.

**ARCHI-DÉCO**  
(1) 47-63-474



## Loin des sentiers battus en Grèce du Nord Des infrastructures touristiques éprouvées

Par NIKOS SKOULAS \*

La plupart des touristes qui visitent la Grèce se concentrent dans le sud du pays, où se trouvent la majorité des sites archéologiques universellement connus : l'Acropole, Mycènes, Epidaur, etc. Pourtant, au nord, la Macédoine et la Thrace recèlent des sites d'égale importance, avec cet avantage supplémentaire qu'ils évoquent davantage le passé par leur inscription dans un cadre physique de ruisseaux et de bois, de champs et d'arbres en fleurs.

### Mosaïques de Pella, tombeaux de Vergina

C'est le cas de Pella, capitale de la Macédoine à partir de la fin du cinquième siècle avant J.-C., cité étonnamment découpée en rectangles parfaitement géométriques, disposant d'un réseau d'égouts et d'alimentation en eau dont les tuyaux d'argile sont encore visibles. Les demeures des riches étaient construites autour d'une cour centrale, entourée d'une galerie sur laquelle s'ouvraient toutes les pièces. Les mosaïques qui recouvrent les sols, faites à partir de galets locaux, sont d'une finesse et d'une beauté qui saisissent le visiteur.

Cela vaut aussi pour Vergina, avec son arbre noir tout tordu qui, dressé dans la cour du palais de l'ancienne capitale de la Macédoine (avant que le roi Archélaos, désireux de s'installer au bord de la mer, ne la déplace à Pella, que d'importants changements géologiques ont depuis ramenée au milieu des terres), ressemble à une apparition du passé au milieu des brumes tourbillonnantes qui recouvrent souvent la région.

A Vergina, où se trouvent les tombeaux royaux, le plus célèbre est celui - non pillé - de Philippe II de Macédoine, père d'Alexandre le Grand, découvert

sous un grand tumulus par un archéologue chevronné, M. Manolis Andronikos. Ce spécialiste continue à trouver de nouveaux tombeaux dont un, mis au jour l'an dernier, pourrait être celui de la mère de Philippe. Le palais, les tombeaux, le théâtre, un temple composent aujourd'hui le site de Vergina.

Il faut aussi parler de Dion, au pied du mont Olympe, à la fois cité de l'antiquité grecque et sanctuaire des dieux, tout près de leur demeure supposée. Les travaux d'excavation sont actuellement en cours sous la direction du professeur Pandermalis, de l'université de Thessalonique. A partir d'une tour d'observation construite à l'intention des visiteurs, on peut découvrir l'ensemble du site : temples, bains publics, salle de banquets, routes. La musée mérite également le déplacement.

### La Chalcidique et le mont Athos

Voilà pour les trois grands sites. Mais il y en a bien d'autres. Celui, par exemple, de Philippos, près de Kavalla, où Antoine et Octave vainquirent Brutus et Cassius. Tout près se trouve la fontaine où saint Paul baptisa Lydie, la première femme grecque à être canonisée. Il ne faut pas non plus oublier les trois péninsules de Chalcidique, dont l'une, où se trouve le mont Athos, n'est accessible qu'aux pèlerins de sexe mâle.

La Chalcidique offre de magnifiques plages de sable, des terrains de camping tranquilles et d'accueillants villages de montagne, mais elle n'a pas, en Grèce du Nord, l'exclusivité des sites naturels idylliques.

\* Ministre délégué à l'économie nationale, chargé du tourisme.

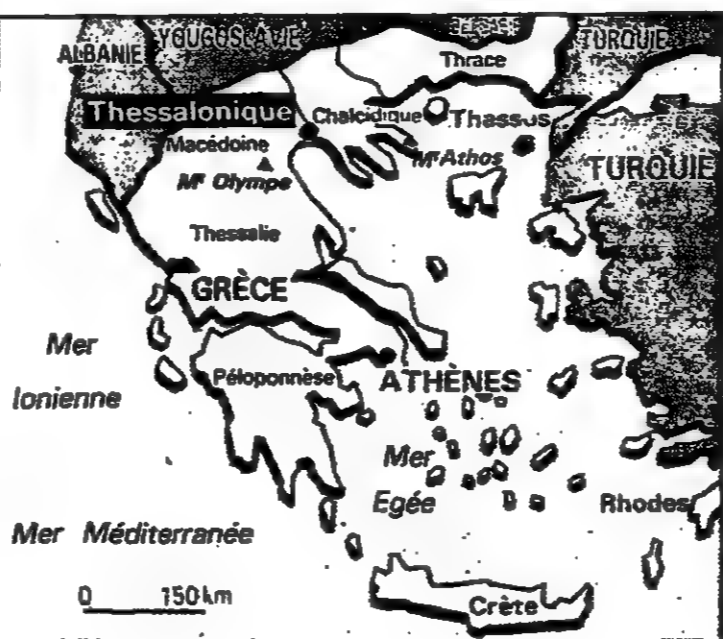
liques : le lac de Prespa, à la frontière de la Yougoslavie et de l'Albanie, abrite des milliers d'oiseaux migrateurs, et le lac Kastoria, qu'affectionnent les cygnes, est un centre important de pelletterie, de nombreux artisans y exerçant leur activité traditionnelle de traitement des peaux de renard et de vison.

Les villes de la Grèce du Nord ont aussi leur charme. Ainsi, Alexandroupolis, sur la mer Egée, d'où l'on prend le bac pour l'île de Samothrace, riche en sites archéologiques et où abondent des fontaines au milieu des forêts (Thassos est une autre de ces îles à l'atmosphère magique où les arbres se dressent jusqu'au bord de l'eau et où des pièces de théâtre sont jouées dans le théâtre antique). Il y a aussi Kavalla avec ses

vieilles demeures, Comotini et Xanthi qui ont chacune leur université.

Reste enfin Thessalonique, qu'évoque une chanson populaire : « Belle et si douce Thessalonique, même quand je vis au milieu des fascinations d'Athènes, je te chante chaque nuit. » Mais Thessalonique a aussi de quoi fasciner : des bâtiments néoclassiques aux ornements en relief et aux balcons en fer forgé, un grand nombre d'églises byzantines, la vieille ville et ses antiquaires, ses marchands de fleurs et de légumes, et la Tour blanche, autrefois appelée la Tour sanglante parce qu'elle servait de prison. Située sur la belle promenade qui longe la mer, la Tour blanche voit aujourd'hui défiler chaque jour devant elle des milliers de fileurs ou de cyclistes.

Faut-il en dire plus pour inciter le visiteur à sortir des sentiers battus et à venir en Grèce du Nord ?



THESALONIQUE offre au visiteur un ensemble unique de monuments de toutes les époques, des édifices romains aux églises byzantines, de la Tour blanche aux ramparts de la citadelle. De l'ère de Gallère - construit en 303 après J.-C. - on suit la voie menant à la rotonde de Saint-Georges, édifice romain consacré au culte chrétien vers 400 après J.-C. et dont la coupole fut ornée de mosaïques devenues célèbres lors de sa transformation en église.

Le début de la période byzantine coïncide avec l'édification des ramparts sous Théodose I<sup>er</sup>, au cinquième siècle de notre ère (reconstruits plusieurs fois au cours des siècles suivants, les ramparts entouraient complètement la ville jusqu'à leur démolition en 1859). C'est au cours du cinquième siècle que furent également construits les premiers édifices religieux chrétiens : la basilique Achariopoïstos, l'église Hosios David et le petit sanctuaire consacré au martyr et patron de la ville, saint Démétrios. Du huitième au quinzième siècle surgirent des dizaines de nouvelles églises byzantines, ornées de mosaïques et décorées d'icônes et de fresques d'une rare beauté. Quant à la Tour blanche, elle fut édiflée au quinzième siècle par des Vénitiens au service des Turcs, et elle abrite aujourd'hui le petit Musée byzantin de la ville.

### Le Palais des congrès aux pistes de ski

La tradition cosmopolite de Thessalonique impose la mise en place d'une infrastructure solide pour l'accueil des très nombreux visiteurs qui n'attendent pas les vacances d'été pour s'y rendre. D'où un secteur de services du tourisme très actif : deux associations \* Prédépend de l'Union des hôtels de Thessalonique.

d'agents de voyage regroupant plus de 250 entreprises et 80 hôtels (800 lits) de toutes catégories, qui ont enregistré 1 800 000 hébergements en 1987 ; un réseau étendu de transports urbains vers les plages, une restauration de qualité reconnue.

Thessalonique est un centre international de congrès. Les grands hôtels disposent des facilités nécessaires, mais il a néanmoins fallu aménager plusieurs salles spécialement adaptées aux congrès For et Symposia. Ainsi HELIXPO a décidé de construire un nouveau Palais des congrès géant, la capacité actuelle étant constamment saturée. La presque totalité de la Chalcidique apporte un potentiel supplémentaire de 11 000 lits.

De telles activités impliquent un réseau de transports très dense : toutes les grandes villes grecques et un grand nombre de cités européennes sont reliées directement par voie aérienne à Thessalonique - notamment Paris, Düsseldorf, Munich, Londres, Zurich, Vienne. Un réseau routier, ferroviaire et maritime très étendu met par ailleurs la ville en communication avec l'Europe de l'Est et de l'Ouest, ainsi qu'avec le continent asiatique.

Les devises apportées par le secteur du tourisme comptent pour beaucoup dans les ressources de la ville. Pourtant, bon nombre d'investissements d'infrastructures sont actuellement au point mort, en raison des restrictions que connaît le budget de l'Etat. En revanche, il existe beaucoup de possibilités d'investissement pour le secteur privé sur d'autres projets. Ceci est particulièrement vrai pour le développement d'un tourisme d'hiver utilisant les nombreuses pistes de ski proches de la ville (100 à 150 kilomètres, y compris le mont Olympe), qui garantissent une longue période d'enneigement, de décembre à mars.

## La Grèce, regardez-la dans les yeux, vivez-la !



### OFFICE NATIONAL HELLENIQUE DU TOURISME

FRANCE : 3, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS  
Tél. (1) 42-60-65-75

BELGIQUE : 173, avenue Louise, 1050 BRUXELLES  
Tél. 647.5770, 647.5944. Tél. 24044

SUISSE : Löwen Strasse 25, CH 8001, ZÜRICH  
Tél. 2210.105. Tél. 814452





Infrastructures touristiques éprouvées

Par VASSILIS BROVAS.
L'offre au visiteur est unique de toutes les régions romaines aux alentours de la Tour blanche...
Thessalonique est un lieu de tourisme international de premier ordre...

Une économie ouverte sur l'Europe

Par LIANA ALEXANDRI

TRADITIONNELLEMENT orientés vers l'industrie et le commerce, peuplés d'un million d'habitants, Thessalonique bénéficie d'une situation géographique exceptionnelle...

secteurs : chimie, textile, métallurgie de construction, etc.
Les industries de transformation et l'artisanat (11 000 entreprises dans la région de Thessalonique) sont particulièrement nombreuses dans le textile et l'agro-alimentaire.

des quais de la ville - avec un budget estimé à 16 milliards de drachmes (1) - qui, entre autres, devrait permettre de construire un énorme parking sous-marin et une autoroute.
Helexpo est un des éléments importants du dynamisme de la ville. Fondée en 1926, elle organise foires, congrès et manifestations culturelles.

Au temps des concessionnaires
L'INFRASTRUCTURE industrielle de Thessalonique remonte au dix-neuvième siècle. En 1888, est créée la Compagnie ottomane des eaux de Salonique, société belge...

Merci France!
L'entreprise alimentaire possédant l'un des plus forts taux de croissance en Grèce a fondé son développement sur le savoir-faire français et sur l'utilisation de matières premières d'origine française.

...vivez-la!



VERS LES NOUVEAUX HORIZONS DU COMMERCE INTERNATIONAL
HELEXPO: Le miroir de l'économie grecque, de ses progrès, et les moyens pour développer les relations commerciales entre la Grèce et les Pays étrangers.
Chaque année: 18 Foires et Expositions Internationales, à Thessalonique.

...LÖwen Strasse 25, CH 8001, ZÜRICH
Tel. 2210 105. Télex 814452



## La ville convoitée

Par VASSO TOCATLIDOU \*

EN donnant à l'essai historique qu'il publia en 1917 le titre de la *Ville convoitée*, P. Rissal rappelait que Thessalonique n'avait jamais cessé au cours des siècles de provoquer des convoitises rattachées à et que « tous les climats [lui] ont envoyé des maîtres, toutes les mers des pillards... Aujourd'hui encore, malgré tous les obstacles qui ont entravé et souvent arrêté son développement après la Libération, et en dépit de tous ses malheurs - auxquels il faut ajouter de graves erreurs d'urbanisme - Thessalonique évoque une noblesse voilée et un mystère auxquels tout visiteur est sensible.

Serait-ce la présence des églises byzantines, dont les élégantes coupes se dessinent sur le fond du ciel ? Ou les légendes attribuées à la ville, à ses remparts et à son patron, saint Démètre ? Peut-être aussi les distances prises avec la capitale de la Grèce ; des distances secrètes qui lui permettent de choisir entre les sollicitations de l'orient et celles de l'Occident et de l'Orient.

Fixant ses propres orientations, inventant ses propres techniques, puisant dans l'expérience et le savoir-faire des autres pays, Thessalonique n'a jamais éprouvé le besoin d'imiter Athènes, encore

moins de rivaliser avec elle. On aurait donc tort de comparer Thessalonique à la capitale ; son caractère, ses attitudes, sa vocation, sont le produit d'une ouverture au monde. C'est ce qui peut expliquer l'absence de toute agressivité (particulièrement en matière scientifique et culturelle) dans une ville dont le nombre d'habitants avoisne bientôt le million.

Les Etats étrangers ne s'y trompent pas et y renforcent leur présence : l'Italie, avec son Istituto Italiano di Cultura ; le Royaume-Uni, avec le British Council ; la

République fédérale d'Allemagne, avec le Goethe Institut et le Lycée allemand ; les Etats-Unis, avec leur Institut culturel et le lycée américain Anatolia ; la France, avec son Institut français - institution de mission laïque que les Thessaloniciens continuent à nommer lycée - et avec ses deux écoles catholiques franco-helléniques. Tous ces pays et d'autres sont officiellement représentés par un consulat, à l'exception de la France qui, pour des raisons que nul ne comprend, a supprimé le sien en 1985.

Comme toutes les métropoles, Thessalonique compte un nombre important d'institutions culturelles, dont les initiatives ont notamment donné naissance au Festival de cinéma et au Festival des jeunes artistes, organisés tous les ans par le Foire internationale de Thessalonique. Pour sa part, chaque automne, la municipalité organise le Festival Dimitria, qui remet en valeur les activités traditionnelles, artistiques ou artisanales des habitants de la ville, comme le théâtre d'ombres ou le travail du cuivre.

Ce qui fait cependant la spécificité de la vie culturelle de la ville, au cours de ce siècle plein de tourments, ont vu le jour plus de quarante revues littéraires et plus de soixante journaux politiques, c'est l'existence de certaines institutions spécifiques. Ainsi, la Société d'études macédoniennes, la Fondation des études de la péninsule de l'Hémus et les Archives historiques de la Macédoine développent activement la recherche sur l'histoire de la Macédoine. L'Institut patriarcal d'études byzantines, l'Institut de recherches byzantines et l'Institut d'études néogrecques attirent également chercheurs et spécialistes du monde entier.

A côté de ces noyaux d'activité scientifique très spécialisés, parce que liés à l'histoire de la ville et de la Macédoine, deux institutions

\* Professeur à l'université Aristote de Thessalonique, président du département d'études françaises.

d'envergure, l'Hellexpo-Foire internationale de Thessalonique et l'université Aristote, jouent un rôle primordial en matière intellectuelle.

L'Hellexpo (le plus grand marché grec d'échanges commerciaux internationaux) soutient également l'action culturelle et scientifique et organise même directement des manifestations de grande envergure. De son côté, l'université de Thessalonique, dont la tradition d'innovation ne s'est pas démentie depuis sa fondation en 1925, soutient de nombreuses initiatives extérieures en apportant la capacité de son personnel. Avec ses 32 départements couvrant 112 domaines scientifiques, plus de 3 000 enseignants, chercheurs et personnels administratifs et près de 50 000 étudiants, c'est la plus grande université de Grèce. Une université qui, loin de tout provincialisme, développe des coopérations avec ses homologues d'Europe de l'Est et de l'Ouest. La tradition de la ville et les besoins de l'industrie ont par ailleurs suscité la création d'un institut polytechnique, le seul à ce jour en Grèce.

Les Thessaloniciens aiment leur ville et ont parfois l'impression qu'elle est marginalisée par la capitale. Le système administratif grec, très centraliste, traîne souvent leurs initiatives et les oblige à inventer

d'autres solutions, souvent du côté de l'Europe. Par tradition, ils sont polyglottes (l'université Aristote est la seule en Grèce à disposer de quatre départements de langues étrangères - anglais, allemand, français, russe, - celui de français comportant un secteur spécialisé en didactique des langues vivantes) et avides d'information. Le quotidien local, *Makedonia* (Macédoine), est le journal grec disposant du réseau d'informations le plus complet. En Grèce, c'est à Thessalonique que commença à fonctionner la radio (1922), la télévision (1962) et la télévision par satellite, distribuée par la municipalité depuis janvier 1988.

Malgré le grand nombre de touristes et d'étrangers qui passent à Thessalonique, et malgré la grande réputation gastronomique de la ville, on ne verra nulle part les enseignes ou les inscriptions soulévant ou attirant que l'on trouve dans tous les coins de la Grèce et dans le monde entier. Serait-ce du snobisme ? Plutôt le respect d'une tradition qui, secrètement, dicte à tous les Thessaloniciens leur comportement. Ils ont des choses plus sérieuses et plus importantes à offrir, des choses qui font de Thessalonique, capitale de la Macédoine et de toute la Grèce du Nord, une ville convoitée.

### Une continuité hellénique ininterrompue

THESSALONIQUE, cité de l'histoire et des légendes, débordante aujourd'hui de vitalité créatrice. Cosmopolite de Byzance et capitale de l'Etat néogrec, elle est la métropole d'une région riche et en plein développement.

Prodigieux port naturel, carrefour de communications avec l'Europe et le Levant, elle est aussi la porte d'entrée et le point de convergence de terres chargées de monuments et de mémoires. Les grands centres historiques macédoniens qui l'entourent, Pella, Vergina, Dion, tout comme ses propres trésors byzantins, s'inscrivent dans une continuité hellénique ininterrompue.

Thessalonique de l'histoire et Thessalonique de l'avenir : voilà notre ville.

STELIOS PAPATHEMELIS,  
ministre de la Macédoine et de la Thrace.

**GEMKATE S.A. Société Technique**

La société Technique des Constructions ayant 20 ans d'expérience.

- Maisons individuelles en ville et à la campagne
- Bâtiments industriels
- Complexes hôteliers

GEMKATE S.A.

10 Rue P. Mela - Thessaloniki - GRECE  
Tel. 031/265.177 - 273.230 - 433.639  
Telex: 412109 GEMK GR  
Telefax: 031/434.259

**THESSALONIKI**

Bienvenue à 23 siècles d'histoire

Municipalité de Thessaloniki

ΑΡΧΑΙΟΛΟΓΙΚΟ ΜΟΥΣΕΙΟ

Vertical text on the right edge of the page, partially obscured and difficult to read, likely from an adjacent page or a separate document.

LITTÉRATURE FRANÇAISE ET IMMIGRATION

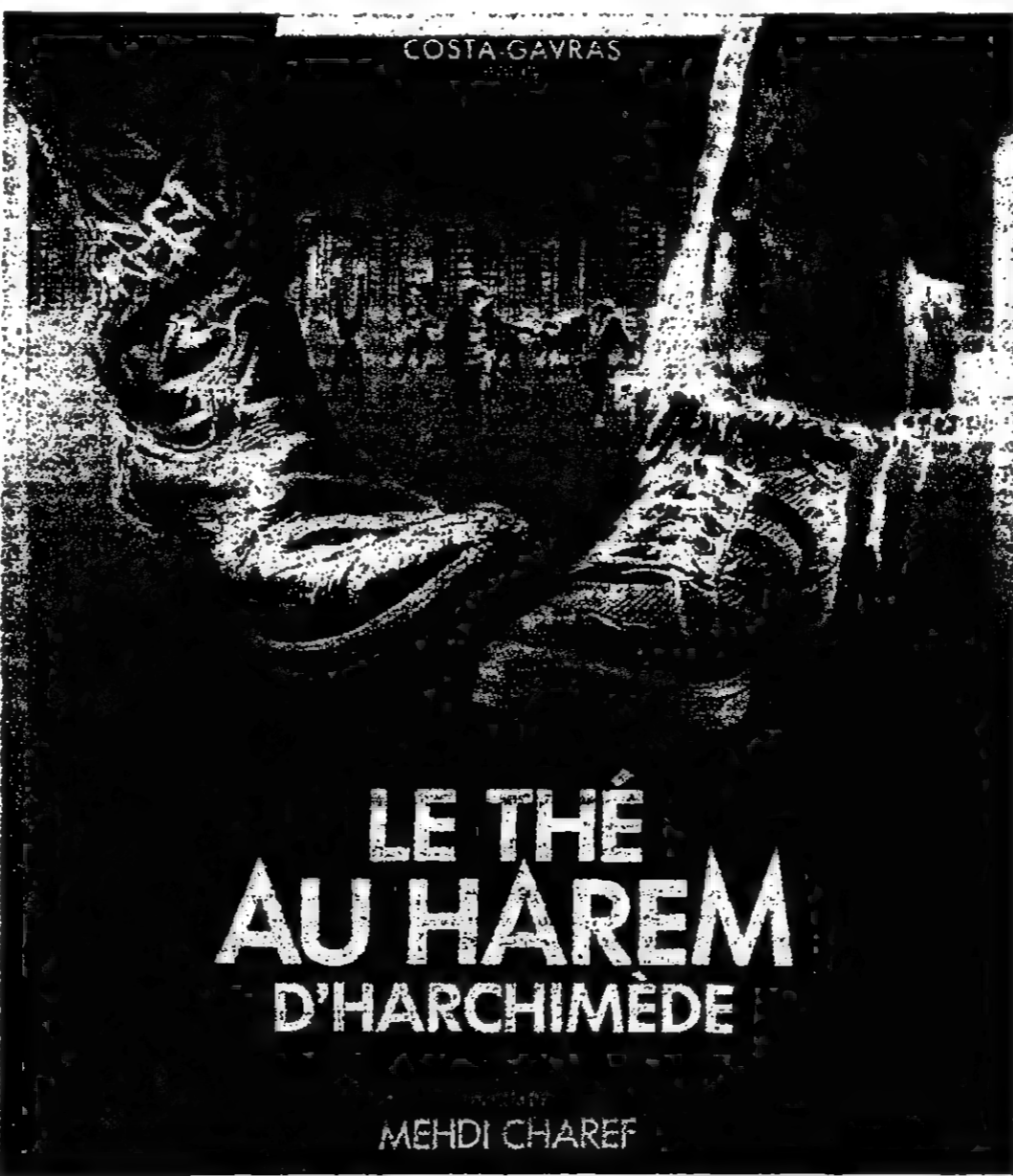
Les cris et les rêves du roman beur

Une vingtaine de romans, parus ces dernières années, racontent — de l'intérieur — la vie et les rêves des immigrés maghrébins dans la société française. Leurs auteurs se réclament de la « génération beur ». Ils sont nés souvent dans des banlieues ouvrières dont ils décrivent l'atmosphère quotidienne, tragique et pittoresque.

Truffés de souvenirs d'enfance et d'anecdotes autobiographiques, leurs livres apparaissent parfois maladroits, guindés, empoités; ils débordent cependant de sincérité, d'humanité. Ce sont des cris contre la haine raciale, contre les patrons et la police, contre l'injustice. Et c'est avec un étonnant mélange d'humour et de poésie que ces jeunes écrivains expriment leur inconfortable dualité culturelle. Ils savent que la nostalgie lancinante de leurs parents restera inconsolée. Ils répètent leur formidable affection à l'égard de ces parents — le père surtout — désespérés et si souvent blessés dans leur dignité.

Mais eux ont choisi. En ciselant avec passion cette langue française apprise à l'école, pas en famille, ils optent — sans rien renier de leurs origines — pour la société dans laquelle ils vivent. Et partent, avec optimisme, sur son évolution.

Par JEAN-MICHEL OLLÉ \*



LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE

MEHDI CHAREF

UN GRAND RÉCIT PORTÉ À L'ÉCRAN PAR L'ÉCRIVAIN LUI-MÊME

Christophe L.

L'humour est partout, toujours. Il y a une écriture extraordinaire dans ces textes, comme si ces jeunes gens, parce que leur existence même est parole mouvante, avaient une très forte conscience d'être du côté de la vie. Aucun d'entre eux ne réside à la description d'une scène cocasse, et tant pis si cela vient mal. Leur arrivée inopinée sur le plan littéraire, c'est un peu le retour des Pieds nickelés et de l'Épanté à grands coups de bons tours joués aux flics, de jeux de mots approximatifs, ponctués de « c'est le cas de le dire », pour le lecteur qui ne l'aurait pas remarqué. Ils rient de leurs trouvailles, et le bon goût, ils s'associent dessus.

Il est autre chose à faire : si la plupart de leurs livres sont plus ou moins autobiographiques, c'est bien une cause qu'il s'agit de défendre — une cause d'ici et d'aujourd'hui. Là encore, le lecteur habitué aux actuelles vies tourmentées de princesses du haut Moyen Âge ou aux vites peines de cœur d'une attachée de publicité est ailleurs qui perçoit le plus de la société française aujourd'hui. Pas une de ces œuvres n'est située au-delà des années 50, pas une qui ne dépasse les banlieues des grandes villes. Parce qu'ils n'écrivent pas pour partir, mais pour arriver. L'écriture, l'écriture, l'écriture, ils ont déjà donné.

Le constat est, on s'en doute, accablant : les Beurs de Seine de Lillou (7), jeunes gens qui survivent en banlieue entre l'usine et la délinquance, finissent en tôle ; Georgette, sous le roue d'une voiture. Pas de place pour eux. Le monde lui-même n'est que toile : c'est encore Georgette qui n'arrive pas à parler, les héros de Zhourri (8) qui sont à l'asile, où ils s'inventent des chefs, des combats, des morts. Nacer Kettane raconte aussi son enfance, comment le petit Brahim a perdu le sourire du jour où on a tué son frère, pendant les ratonnades d'octobre 1961 à Paris. Parfois, au risque de pomfifier, il met de côté son récit pour nous dire comment on est arrivé là.

Pourtant : « Je ne l'écoute pas. Je connais leur berceuse... Ton pays... Tes frères... Ton drapsu... Ton père... Ta mère... Tes frères... Tes cousins... Les moutons... Tes dettes... Tes pois chiches... La nostalgie... J'en passe, et des meilleures », dit le passage du Tassili. Il faut dénoncer la société, mais on se

méfie des phrases. Il y a dans ces textes comme une esthétique des trépas, un plus à la sincérité et au cri. C'est le sens de livres comme celui d'Ahmed Kalouaz sur le meurtre de Habib Guini (9), long monologue d'un journaliste qui rabache son incompréhension devant le drame du Bordeaux-Vindmilla. C'est l'insoutenable plainte de Boukhdenna, qui dit sa haine des patrons, des employés, des flics, de la famille, de l'école, des babas cool, de tous. C'est le « cri dans sa tête » de Georgette, le silence de Brahim, la longue plainte de Naïma, en tête, qui écrit à son amie perdue (10). Il faut crier.

Tout cela serait trop prévisible s'il n'y avait, en même temps que cette mélancolie, le souci de se faire reconnaître. On devine, derrière les lignes, l'influence de l'école, par ailleurs omniprésente, repousser ou planche de salut pour ces auteurs à peine sortis de l'enfance. On sent les anciens élèves « doués en français », et les professeurs qui les ont poussés. Un côté un peu guindé, une sorte de respect de la langue qui contraste avec le reste : « L'usine à gaz se déployait au loin avec ses quatre immenses ballons se gonflant et se dégonflant sans arrêt ; les rassemblements à quatre géants dont on aurait dit qu'ils gardaient l'entrée d'une cité galactique... A elle seule, l'usine rassemblait toutes les formes futuristes avec ses tuyaux, ses échelles, ses antennes. L'océan jaune de l'antivolée rivalisait avec le gris blanc et le noir en lui conférant un caractère lugubre (11). »

S'ils se laissent parfois impressionner par l'écriture, en revanche, ils n'ont rien à apprendre des auteurs établis en littérature quant aux thèmes qu'ils abordent. Au contraire. Outre l'oppression et la révolte, qui sont dans leurs livres comme dans leur vie, leurs romans s'animent de figures extraordinaires comme on n'ose plus en peindre, même dans la littérature bien-pensante.

Partout, le père. Figure terrifiante et adorée, c'est lui qui s'est exilé, c'est lui qui est humilié, c'est lui qui décide, c'est lui qui se tait. Pas plus glorieux ni qu'ailleurs, ces enfants de nulle part n'ont pas la moindre retenue pour crier leur amour du père avec, pour résultat, les images les plus lumineuses de la paternité qu'on ait produites pour tous publics depuis Cavanna. La mère aussi est une figure centrale. Puis les frères, les cousins, les copains, le groupe. Les enfants de l'immigration, qui nous présente comme menaçant nos valeurs morales, nous donnent des leçons inégalées d'amour filial et de fraternité.

De la galère quotidienne au voyage initiatique

MOMENTS de chaleur qui renvoient à un autre paradis, lui aussi perdu, celui du pays d'origine. C'était le grand nouveauté du mouvement beur, et un passage obligé des romans qu'il a produits : on ne tue plus le père, mais on se débarrasse du pays, une fois pour toutes. Pas un de ces héros, sauf Georgette, mais elle est trop petite, qui ne fasse un détour par le bled, le vrai pays des vraies racines... mais pour lui régler son compte : l'Algérie n'est pas le lieu où ils peuvent vivre.

Puisqu'on a perdu son pays et que le nouveau ne veut pas vraiment de vous, reste l'errance. De la galère quotidienne sans but précis au voyage initiatique, de l'évasion par le rêve au stage volontaire en Kabylie, nos héros arpentent les trottoirs des banlieues comme leur angoisse maigriçon les routes de la Mencha.

Le père, la mère, les amis, l'enfer que l'on vit, le paradis qu'on rêve : entrés en force et par hasard en littérature, riches de valeurs ici oubliées et tentés d'un bel appétit, ils se sont sans vergogne attaqués à tout ce qui s'est écrit depuis des millénaires, sans se demander une seule seconde si d'autres l'avaient dit avant eux. Ce qui ne manque pas de faire décoiffer.

Pourtant, plus de roman publié. On sait qu'ils sont nombreux derrière la petite vingtaine d'élus qui ont leur nom sur une couverture cartonnée. Goût d'écrire pris à l'école et désir de dire, les jeunes issus de l'immigration produisent beaucoup. Faudra-t-il attendre une nouvelle Marche, ou une quelconque catastrophe raciste pour que paraissent à nouveau quelques titres ?

- (1) Nacer Kettane, Le Sourire de Brahim, Denoël, Paris, 1983.
(2) Mehdi Charef, Le Thé au harem d'Archimède, Mercure de France, Paris, 1983 ; Lella Sebbar, Sherrine, Seuil, Paris, 1982 ; Dina Chraïbi, La Mère du printemps, Le Seuil, Paris, 1984.
(3) Sakina Boukhdenna, Journal : Nationalité inconnue, L'Harmattan, Paris, 1986.
(4) Akli Tadjer, Le Passager du Tassili, Seuil, Paris, 1984.
(5) Ayouz Begag, Le Goss du Chabab, Seuil, Paris, 1984.
(6) Farida Belghoul, Georgette, Bernard Bataille, Paris, 1986.
(7) Mehdi Lallou, Les Beurs de Seine, Arcanaire, Paris, 1986.
(8) Ahmed Zitouni, Aimez-vous Brahim, Belfond, Paris, 1986.
(9) Ahmed Kalouaz, Point kilométrique 190, L'Harmattan, Paris, 1986.
(10) Ahmed K., L'Encre d'un fût à sèves, Arcanaire, Paris, 1984.
(11) Nacer Kettane, op. cit. (voir note 1).

15 OCTOBRE 1983, première marche contre le racisme. Novembre 1987, Tahar Ben Jelloun, écrivain marocain de langue française, reçoit le prix Goncourt. Entre ces deux dates, une vingtaine de romans écrits par ces jeunes que l'on dit « issus de l'immigration ».

La continuité hellénique ininterrompue. Thessalonique, cité de l'histoire et de la mythologie aujourd'hui de vitalité créatrice. Conscience européenne de l'Etat néo-grec, elle est le symbole de tout développement.

STELIOS PAPAHEMILIS, ministre de la Méditerranée et de la Thessalonique.

L'absurdité du monde dite avec humour. Ne jamais être trop sérieux : tous, au plus fort de leur art, ne se départissent jamais d'une certaine distance et de beaucoup d'humour.

Qu'Allah te crève les yeux... souhaite l'âme. Jeaspère que tu baraquas va brûler cette nuit, rétorque l'auteur. Je ne savais pas que les femmes possèdent de telles ressources. Même ma mère, elle n'est pas la dernière au classement.

MERCEDES-BENZ TAX FREE SALES\* DEPARTMENT MERCEDES-BENZ FRANCE 118, avenue des Champs-Élysées, Paris Tel.: 45 82 24 04

AMBASSADE DES GASTRONOMES Catalogue gratuit sur demande Vente et expédition de tous produits hors taxes Prix diplomatiques ALCOOLS-VINS-CHAMPAGNE, etc. 15, rue Chevert - 75007 Paris Tél. : 45-55-91-22 Téléc. : 201079 F

LISEZ POLITIS Le Citoyen NOUVELLE FORMULE CHAQUE VENDREDI 25 F

# Une certaine manière de voir...

Par CLAUDE JULIEN

**A**u mois d'octobre 1987, nous invitons nos lecteurs à alimenter un fonds spécial intitulé « Lecteurs solidaires », destiné à servir gratuitement des abonnements dans des pays du tiers-monde qui interdisent ou limitent strictement les sorties de devises. Cet appel a été largement entendu. Ses modestes ressources ne me permettent pas de m'abonner personnellement, répond un étudiant, mais voici un mandat de 50 francs pour envoyer le journal à une institution africaine qui en aurait besoin. En douze mois, les dons ainsi reçus ont atteint le total de 52 366 francs.

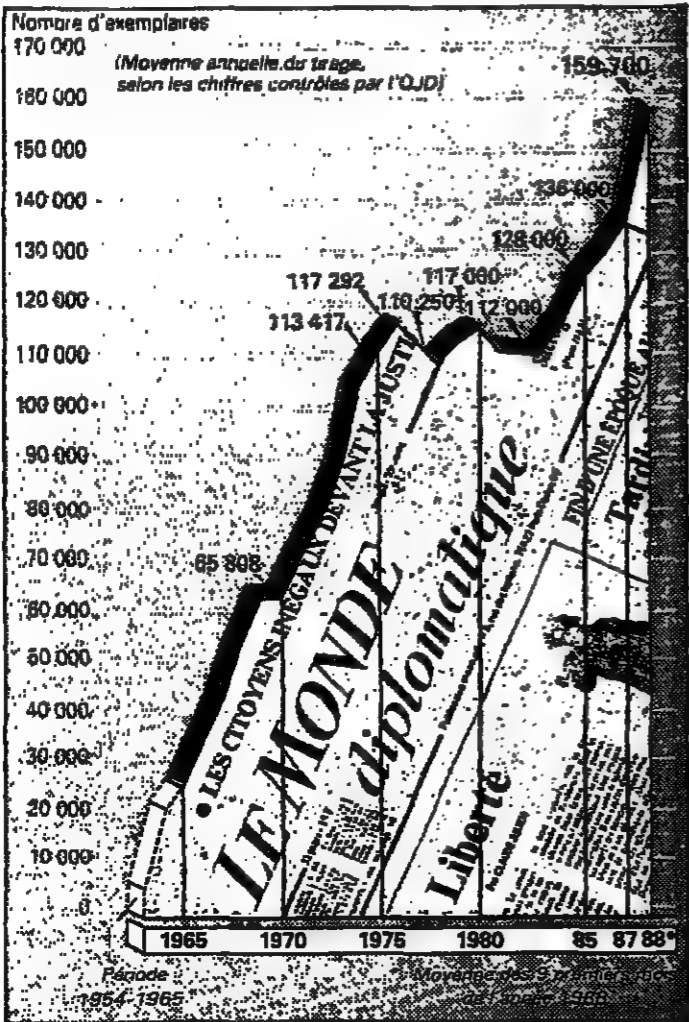
Les remerciements qu'expriment les destinataires s'adressent aux lecteurs qui ont ainsi voulu faire partager à d'autres la satisfaction intellectuelle qu'ils éprouvent eux-mêmes à la lecture de ce journal. Ils s'adressent aussi aux membres du comité de gestion des fonds qui, de par leurs activités, constatent en de nombreux pays une intense soif de connaître et une ferme volonté de comprendre, si difficiles à satisfaire : ressources insuffisantes, souvent dérisoires, pour l'information et la recherche; moyens fallacieux odieusement dilapidés dans ce « mariage médiatique » qui, mêlant affairisme et mépris du public, détourne de leurs fins les plus merveilleuses technologies de la « communication ».

Vous souhaitez maintenant donner à « Lecteurs solidaires » la possibilité de poursuivre l'effort entrepris : renouveler les abonnements déjà servis, étendre la liste des destinataires. Merci.

**A** l'écart de toutes les modes, des engouements factices, d'un végétarisme aux relents d'argent, de toutes les facilités et complaisances qui affadissent la vie sociale, nous avons d'humbles raisons d'aller à contre-courant.

Le lecteur, dit-on d'abord, n'a plus guère le temps de se concentrer et réclame des articles courts : nous lui offrons des textes longs, étayés par un copieux appareil de références, car nous n'acceptons pas de traiter superficiellement, en quelques paragraphes, des questions aussi complexes que les rapports de force stratégiques Est-Ouest, les bouleversements qui surviennent en diverses régions du monde, l'avenir de l'Europe, les inégalités incrustées dans les sociétés industrialisées, ou l'extrême fragilité des marchés financiers (1), etc.

## PROGRESSION DU MONDE DIPLOMATIQUE



**Le public,** ajoute-t-on non sans raison, apprécie la formule magazine qui, se voulant attrayante, accorde une large place aux photos et, trop souvent, leur sacrifie le texte. Eh bien! nous faisons un véritable journal car l'écrit est, et de loin, le meilleur instrument d'information et d'analyse, les téléspectateurs sont gavés d'images, et nous savons que nos lecteurs aiment réfléchir avec nous... fit-ce pour contester nos conclusions. Dans le bruit et la fureur médiatiques, la réflexion à laquelle nous tentons de contribuer, devient un privilège d'autant plus précieux que fort rare.

Les vastes audiences, poursuit-on avec assurance, se cabrent devant les termes techniques, se rebiffent à la simple vue d'arides tableaux chiffrés, souhaitent un langage « quotidien ». Non sans quelque condescendance, on s'adresse donc à des citoyens responsables en prenant grand soin de ne pas utiliser plus de sept cents ou huit cents mots relevant de la conversation banale. Mais le « quotidien » n'est jamais banal : de plus en plus complexe, technique, scientifique, il requiert un vocabulaire précis. Il exige surtout, pour être compris dans toutes ses mutations, un réel effort intellectuel. Qui oserait le refuser?

Si la modernité ne peut s'exprimer que par des articles courts, des photos tapageuses ou aguicheuses, un vocabulaire simplifié jusqu'à la déshérence, alors, avec détermination, nous nous proclamons rétrogrades. Sans aucune honte.

**I**l ne suffit pas de voir. Il faut aussi savoir regarder. Deux observateurs témoins du même événement ne le perçoivent pas sous le même angle, lui attribuent des causes différentes, en tirent des conclusions qui peuvent varier à l'infini. Ainsi le vent de la riche diversité de la nature humaine. Mais voilà que surgissent d'étranges niveaux, aux allures de fausses, qui, au nom d'un supposé « professionnalisme » journalistique, se drapent préemptivement du manteau de l'« objectivité ». Ils ne sont pas dupes de cette comédie qu'ils se jouent à eux-mêmes avant de la jouer à leurs lecteurs. N'ignorant ni leurs préjugés, ni leurs partis pris, ils s'efforcent de les camoufler sous une apparente neutralité.

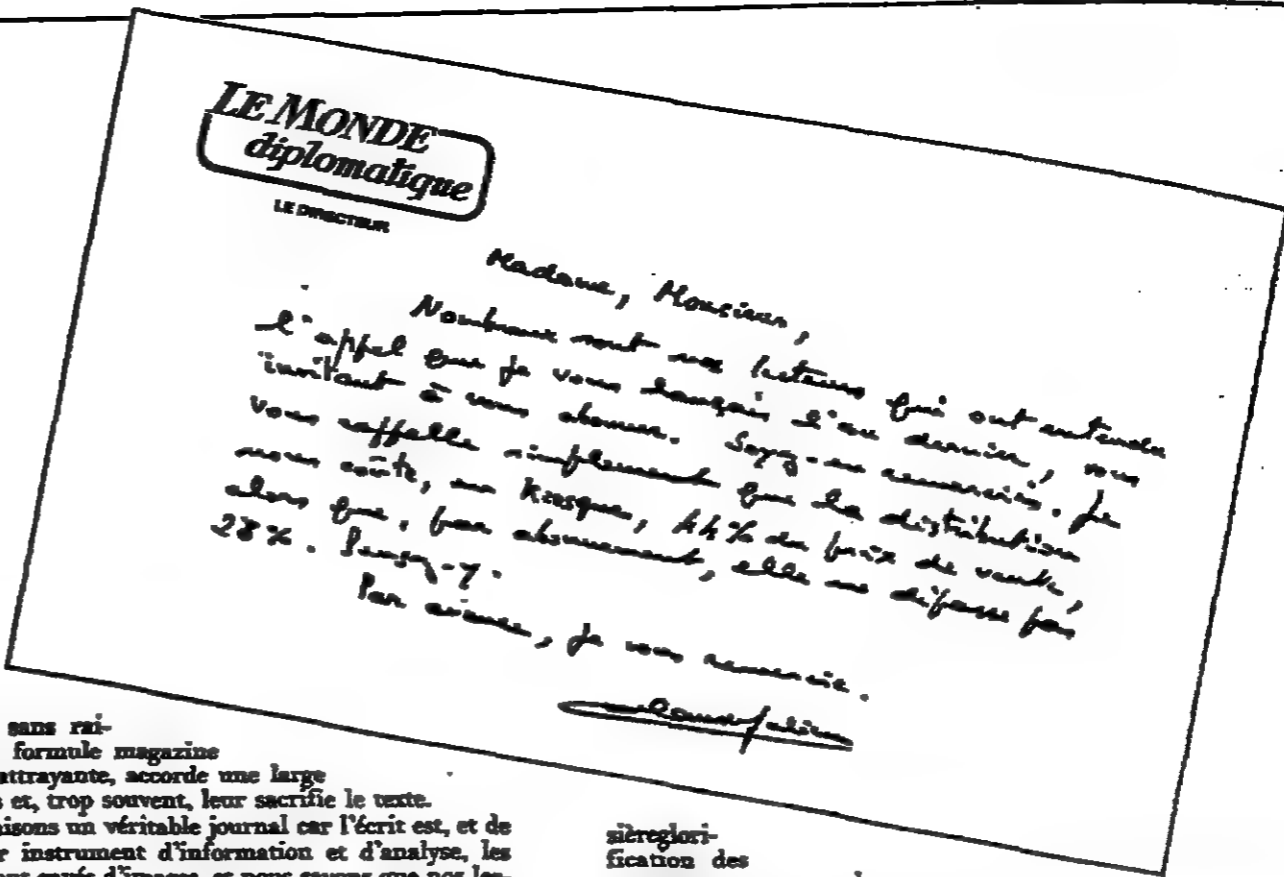
Nous avons nos propres passions. Nous ne songeons nullement à les dissimuler. Nous les affichons : respect de l'intelligence, volonté de justice et de solidarité. Et, dans le flot d'informations qui nous submergent tous, nous cherchons avec obstination les indices qui défont nos principes, compromettent les valeurs auxquelles nous croyons. Nos priorités ne fluctuent pas au gré des événements, mais ceux-ci inspirent de nouvelles recherches, plus exigeantes encore, suscitent de nouveaux efforts, stimulent une nouvelle réflexion. Ils ne sauraient en rien ébranler nos convictions, nos objectifs, notre conception de la société et du monde.

Nous ne prétendons pas avoir raison. Nous ne clamons pas que nos ambitions sont les seules valables. Mais ce sont les nôtres. Et nous y tenons. Aux lecteurs qui, avec quelque hargne, contestent nos prises de position et nous accusent de trahir — de trahir en vrac l'Occident, sa civilisation, l'héritage chrétien, les Lumières, la démocratie, la paix, le socialisme, le progrès, etc. — je réponds, par une lettre personnelle, qu'ils ont tort de s'énerver ainsi, que le plus simple est de renoncer à la lecture irritante de ce journal qui dérange leur confort intellectuel. Qu'ils ne soient pas masochistes : ils trouveront sans peine, au kiosque le plus proche, quantité de publications qui leur offrent très précisément ce qu'ils ont envie de lire. Ils seront comblés.

Leurs lettres acerbes sont heureusement noyées sous le flot de courrier enthousiaste et amical qui dit une chose simple : nos indignations, nos colères, nos espoirs, nos propositions, nos objections sont partagés par de nombreux lecteurs en France et à l'étranger. Les uns se contentent, souvent en termes émuissants, de nous remercier tout simplement d'exister. Les autres nous font part de leurs critiques, de leurs réflexions, de leurs suggestions. Ce constant dialogue fait la richesse de ce journal.

Je ne sais si les mécontents suivent mon conseil lorsque je les invite cordialement à cesser de nous lire. Je veux l'espérer... Car alors ils ne seraient pour rien dans l'accroissement de notre tirage qui, d'octobre 1987 à octobre 1988, est passé de 145 500 à 170 000 exemplaires. Cet élargissement de notre diffusion traduit le malaise qui étreint cette société, mais aussi un sursaut, une volonté de ne pas se résigner devant des évolutions que les gouvernements, ne parvenant pas à les maîtriser, voudraient présenter comme inévitables.

Inévitables? Si la modernité s'identifie à un centrisme mou, au flot d'un consensus faussement rassurant, à un économicisme toujours disposé à sacrifier quelque chose d'humain, à un dédain apitoyé pour les peuples défavorisés, à une gres-



séregiorification des « gagnants », au culte populiste de bien banales vedettes — toutes choses qui ne vont pas sans un abaissement de la pensée, sans une paresse de l'esprit, — alors, avec détermination, une fois de plus, nous nous proclamons rétrogrades. Là encore, sans aucune honte.

**S**ANS trop prendre de gants, chacun de nos numéros exprime notre propre « manière de voir ». Sous ce titre, nous avons lancé nos deux premières plaquettes d'une centaine de pages, dont le succès a dépassé notre attente : chacune d'elles a été vendue à plus de 32 000 exemplaires (2). Le numéro trois de *Manière de voir* sortira le mois prochain sous le titre *La Communication victime des marchands*. Outre des textes déjà publiés dans nos colonnes, il comportera, comme les suivants, des études inédites qui permettront une meilleure compréhension du sujet traité.

L'affairisme qui domine ostensiblement le monde de la « communication » éclipse chaque jour de nouvelles couches de la population. Quel que soit le nombre de dépliant, prospectus et offres mirobolantes qui déboulent dans leur boîte aux lettres, les citoyens savent bien que l'information, l'enquête, l'analyse, la réflexion, la culture, etc., ne sont pas la matière première de « produits » que l'on pourrait vendre à coup de slogans publicitaires et d'astuces commerciales. Ils découvrent aussi que certains grands groupes de presse, dont on vantait naguère l'efficacité gestion, accusent des dettes, des découvertes et des pertes considérables. Sans bruit, modestement, les comptes du *Monde diplomatique* — qui dispose des services généraux du *Monde* quotidien et les rémunère — sont équilibrés. Ils enregistreront même une marge bénéficiaire qui, garantissant notre indépendance, nous satisfait. Ainsi se poursuit dans une relative sécurité financière l'aventure intellectuelle que ce journal a entreprise voilà plus de trente-quatre ans.

C'est donc sans calcul lucratif que nous intensifions nos efforts de rayonnement, notamment en direction du tiers-monde. Notre édition en langue espagnole, d'abord réalisée à Mexico, a été gravement compromise par l'odieux assassinat, en 1986, de notre ami Ivan Menéndez. Nous l'avons provisoirement transférée à Buenos-Aires (3) en attendant de l'installer, dans quelques mois, à Madrid. Son tirage mensuel moyen est de 20 000 exemplaires.

Dans le même souci de mettre notre « manière de voir » à la disposition de lecteurs non francophones, nous venons de conclure un accord pour une édition du *Monde diplomatique* en langue arabe. Son siège social est établi en Suisse (4), l'impression est réalisée en Tunisie. Le premier numéro sort ce mois d'octobre, avec un tirage de 10 000 exemplaires.

Francophones ou non, les amis de ce journal sont donc de plus en plus nombreux. Fort heureusement, nous n'avons pas que des amis. Pour l'article intitulé « L'art de la désinformation », publié dans notre numéro de mai 1987, l'Institut d'études de la désinformation (IED), que j'avais vertement pris à partie, m'a fait condamner pour injures publiques et diffamation. Coût : 81 000 F. A ma connaissance, ce verdict n'a été annoncé et commenté, mais avec quelle délectation, que dans la presse d'extrême droite : par la *Lettre de l'IED*, bien entendu, ainsi que par *National Hebdo* et *Présent* (Front national), *Minute*, *Chrétienté et solidarité*, etc. Le procès en appel a été plaidé le 21 septembre. Lorsque le jugement sera rendu, nous vous en informerons. Le devoir d'irrespect doit parfois aller jusqu'à l'insolence. Celle-ci aurait-elle un prix? Pourquoi pas... Il faut savoir payer ses plaisirs.

Nos recettes publicitaires ne représentant que 6% de notre chiffre d'affaires, nos lecteurs sont notre meilleur soutien, nos meilleurs diffuseurs. Ils parlent autour d'eux du *Monde diplomatique*, le font connaître à leurs amis. Nous comptons sur eux beaucoup plus que sur toutes les techniques de marketing et de publicité. Au nom de la très petite équipe du *Monde diplomatique*, je leur dis ma confiance et ma gratitude. Grâce à eux, nous allons encore progresser.

(1) A cet égard, et ce n'est là qu'un exemple, nos lecteurs n'ont pas pu être pris au dépourvu par le « hoquet » boussier d'octobre 1987, et ils savent que le véritable « Israël » est encore à venir.  
(2) Leurs titres : *Des sociétés malades de leur culture et de la Libération* contre les libéraux. L'exemplaire : 38 F.  
(3) Le *Monde diplomatique* en espagnol, 25, de Mayo 586, 5° Piso, 1002 Buenos-Aires, Argentine (Abonnement annuel : 40 dollars pour les pays hispanophones de l'Amérique, 60 dollars pour les autres pays.)  
(4) Voir l'encadré page 23.

## « LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons lancé l'an dernier un appel à des « lecteurs solidaires » afin de constituer un fonds permettant d'abonner au *Monde diplomatique* des institutions ou organismes (bibliothèques, centres de recherche, universités, groupements associatifs, organisations humanitaires) situés dans des Etats qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable. Un comité de gestion de ce fonds a été mis en place, constitué par M<sup>me</sup> Claire Bisset (qui travaille dans une grande organisation internationale), M<sup>m</sup> Jacques Chomchol (ancien ministre chilien, directeur à Paris de l'Institut des hautes études d'Amérique latine), Pierre de Charentenay, Achille Mbembe (auteur camerounais) et Edmond Joussé (professeur à Paris-1).

Solidarité, et non charité! De nombreux lecteurs ont compris le sens de l'appel, auquel ils continuent de répondre avec autant de générosité que de régularité. A la fin de septembre, 52 366 F avaient déjà été reçus, ce qui nous a permis d'établir 163 abonnements, dont 60 en Amérique latine, 91 en Afrique-Proche-Orient, 11 en Asie et 1 en Europe de l'Est.

Le courrier que nous recevons montre à quel point ce type de solidarité est utile — pour leur information et leurs travaux — aux organismes abonnés, et les usagers tiennent à remercier, à l'entre bout de la « chaîne », nos lecteurs.

L'appel à la solidarité continue. Il s'adresse aux lecteurs qui, découvrant cet appel, se sentent concernés et en ont les moyens. A ceux aussi qui ont, depuis un an, participé au mouvement et qui, s'ils le désirent et le peuvent, continueront de faire bénéficier de leur aide d'autres institutions, ou permettront le renouvellement d'abonnements à celles qui ne pourraient elles-mêmes prendre le relais avec leurs fonds propres.

M. ou M<sup>me</sup> .....  
 n° ..... rue .....  
 à ..... Code postal .....  
 Lecteur du *Monde diplomatique* depuis ..... ans, verse par  
 chèque bancaire  chèque postal  
 la somme de :  
 250 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.  
 313 F pour un abonnement en Amérique latine.  
 343 F pour un abonnement en Asie.  
 ou de  50 F  100 F  200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.  
 (Chèques libellés à l'ordre du *Monde diplomatique* et adressés au *Monde diplomatique*, « Lecteurs Solidaires », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09).

Handwritten signature in Arabic script: محمد جمال الدين





10/10

livres

du mois

SOCIÉTÉ

« Nous, le peuple », d'Elise Marienstras

Par YVES FLORENNE

POTENZA E POTERE. LA FLUTTAZIONE

GIGANTE DELL'Occidente - Giorgio Ruffolo

★ Saggi toscaboli Laterza, Bari, 1988, 140 pages, 15 000 lire.

L'actuel ministre de l'environnement du gouvernement italien, Giorgio Ruffolo, n'est pas seulement un technicien du pouvoir...

IMMIGRATION ET SITUATIONS POST-COLONIALES.

- Abdelkader Bahahri

★ L'Harmattan-CIEM, Paris, 1988, 190 pages, 120 F.

Grâce à cette collection sont publiées des thèses qui autrement seraient condamnées à l'oubli...

CLAUDE LIAUZOU.

LA FRANCE ILLÉTRÉE.

- Jean-Pierre Vélis

★ La Sorb., Paris, 1988, 272 pages, 110 F.

L'illettrisme est sans doute l'un des phénomènes les plus graves dans les sociétés occidentales d'aujourd'hui...

MICHEL RAFFOUL.

DROIT

L'UNIVERSALITÉ EST-ELLE MENACÉE ?

- Rapport des Nations unies

★ Nations unies, Genève, 1987, 188 pages, 9 francs.

Les Nations d'un « unis » tentent un retour sur elles-mêmes à l'occasion de leur quarantième anniversaire...

M. CHEMILLIER-GENDREAU.

L'Apocalypse nucléaire et son

cinéma - Hélène Pélissier

★ Cah. coll. 7<sup>e</sup> Art, Paris, 1988, 238 pages, 140 F.

Un modèle. L'ouvrage d'Hélène Pélissier, directrice d'études à l'École pratique des hautes études en sciences sociales, est effectivement un modèle d'analyse...

IGNACIO RAMONET.

Multiplication des apparitions de la

Virgine aujourd'hui - René Laurentin

★ Fayard, Paris, 1988, 268 pages, 95 F.

En août dernier, à Paris, dans le sillage de l'Église d'un milliardaire syrien, la Virgine est apparue à plusieurs reprises à M. Bassam Assaf...

I. R.

« W.E. the People of the United States... », ainsi s'ouvre le préambule de la Constitution de 1787...

de mythes qui leur soient propres, et longuement élaborés dans le travail des siècles...

Elise Marienstras décrit l'autre guerre d'indépendance : celle des Indiens, et les diverses résistances reconstruites par le nationalisme américain...

Toutefois, pour l'un, son idéologie voulait que « Russie » restât non-dit. Tandis que l'idéologie que s'est forgée la nation, née à la fois par génération spontanée et par décret...

Dans ses Mythes fondateurs de la nation américaine, Elise Marienstras avait étudié l'idéologie nationaliste dans une nation sans passé, simple « artefact »...

Il ne faut pas moins ne pas perdre de vue que ce nationalisme est d'essence divine. Nation vierge et déjà triomphante, telle qu'on n'en vit jamais, puisque Israël fut vaincu, abandonné, dispersé...

Pour accomplir sa mission sacrée : fonder et faire triompher, avec ou sans peste, la nation « blanche et civilisée », il fallait bien enfin rejeter la « race » (sic) anglaise...

Elise Marienstras décrit l'autre guerre d'indépendance : celle des Indiens, et les diverses résistances reconstruites par le nationalisme américain et sa révolution contestée...

(1) Elise Marienstras, *Nous, le peuple*, Gallimard, « Bibliothèque des Histoires », Paris, 1988, 466 pages, 130 F.

(2) L'ouvrage comporte un impressionnant répertoire des sources de toutes natures et provenances : pas moins de 730. Sur le sujet, dans une perspective différente, rappelez le livre de Dick Howard, *Naissance de la pensée politique américaine* (Cf. le Monde diplomatique de septembre 1987).

Ouvrages de référence

ATLAS STRATÉGIQUE - Gérard Châtré, Jean-Pierre Rigaut

★ Editions Complexe, Bruxelles, 1988, 223 pages, 79 F.

Entièrement revu et mis à jour, voici, en collection de poche, une nouvelle édition de l'Atlas stratégique paru pour la première fois en 1983...

ATLAS GÉOPOLITIQUE - Alexandre de Maranches

★ Stock, Paris, 1988, 217 pages, 198 F.

Tout le monde connaît les opinions de M. de Maranches, qui fut chef des services secrets français aux côtés de Charles de Gaulle...

YALTA - Jean Laloy

★ Robert Laffont, Paris, 1988, 216 pages, 95 F.

Diplomate, l'auteur a participé à de nombreuses négociations Est-Ouest, ce qui l'a conduit à devenir un spécialiste des plus avertis...

THE INTERNATIONAL WHO'S WHO 1988-89

★ Europa Publications, Londres, 1988, 1600 pages, 90 francs.

Cette cinquante-deuxième édition de célèbre annuaire contient 18 000 entrées, 1 500 de plus que la précédente...

TOSCANE. Le balcon de la vie

★ Autrement, hors série n° 31, Paris, mai 1988.

La Toscane est un mythe qui se crée de bourgeoisie, le dernier avatar en est le numéro 31 de la revue Autrement...

L'ÉTAT DU MONDE 1988-1989

★ La Découverte, Paris, 1988, 633 pages, 130 F.

Deux innovations marquent cette nouvelle édition : l'étude des 197 États est complétée par une présentation géographique des grands ensembles régionaux...

RÉGIONS

LES FILLES DU PASTEUR ANDERSON

FRANÇOIS-MAURICE MEXTE ET FÉMININE EN FRANCE - Jean-Pierre Bacot

★ L'Época, Paris, 1988, 134 pages, 90 F.

Malgré quelques noms prestigieux (Température, Joséphine, Louis Michel...), une histoire fort mal connue est ici présentée en termes clairs, avec chronologie, tableaux, organigrammes, etc.

PH. R.

Etudes en SUISSE littéraires, scientifiques et économiques. Baccalauréat (séries A, B, C, D) statut officiel de Collège et de Lycée français à l'étranger. Admission dès 10 ans. Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.

école lémania lausanne 3, ch. de Préville - CH-1001 Lausanne Suisse Tél. 79-41/21/20 1901 - Fax 79-41/21/22 67 00 - Téléc. 450 800 et ch

STERN GRAVEUR depuis 1840 Cartes de vœux Invitations Papiers de haute qualité le prestige de la gravure Atelier: 47, Passage des Panoramas PARIS 2<sup>e</sup> Tél. 42.36.94.48-45.06.86.45

beige, allemand, suisse, malaise : performances diverses... L'actuel ministre de l'environnement du gouvernement italien, Giorgio Ruffolo, n'est pas seulement un technicien du pouvoir... Du nationalisme à l'européisme... L'actuel ministre de l'environnement du gouvernement italien, Giorgio Ruffolo, n'est pas seulement un technicien du pouvoir... Du nationalisme à l'européisme... L'actuel ministre de l'environnement du gouvernement italien, Giorgio Ruffolo, n'est pas seulement un technicien du pouvoir... Du nationalisme à l'européisme...

# LE MONDE DIPLOMATIQUE

## LE COMBAT POUR LES DROITS DE L'HOMME

### Des militants non protégés

Par FABRIENNE ROUSSE-LENOIR \*

5 juin 1988, Joseph Lafontas, cofondateur de la Ligue latine des droits de l'homme : « Notre vie, ce sont les droits de l'homme. Nous luttons jusqu'au bout. »  
11 juillet 1988 : le corps de Joseph Lafontas est retrouvé dans une rue de Port-au-Prince.  
Il avait été battu à mort par des inconnus.

LES quarante années qui se sont écoulées depuis l'adoption, le 10 décembre 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'homme ont vu, d'est en ouest et du nord au sud, se dessiner un courant continu d'hommes et de femmes qui, en marge de toute appartenance politique, ont pris conscience et possession du devoir d'assumer les droits de l'homme au nom de la condition humaine. Unissant ceux qui ne luttent ni pour leurs droits ethniques, confessionnels, syndicaux, économiques ou politiques, mais pour le droit à ces droits, ce mouvement s'inscrit dans un cadre juridique précis, celui des textes internationaux qui non seulement établissent la légalité de l'action individuelle pour les droits de l'homme, mais encore appellent à cette action (1). Pourtant, rien encore dans cet édifice n'assure la protection de ces militants exposés tout autant que les victimes à l'arbitraire des régimes oppressifs.

Dans la logique de ces régimes, l'affirmation de la primauté du droit est une activité subversive, et ceux qui s'organisent pour porter assistance à personne en danger deviennent à leur tour des individus dangereux : de nouvelles victimes. Qu'ils soient publiquement dénoncés comme guérilleros, agents de l'Est ou de l'Ouest, traîtres à la patrie ou comploteurs, fous ou extrémistes, une répression spécifique vise maintenant les militants des droits de l'homme, ainsi que les avocats ou les magistrats qui tentent de rendre justice. La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a vu, en deux ans, plusieurs de ses lignes, ou associations correspondantes, diffamées, menacées, interdites, et leurs membres emprisonnés ou assassinés en Algérie, en Afrique du Sud, en Colombie, au Guatemala, au Honduras, en Pologne, au Salvador, à Singapour, en Tchécoslovaquie, en Tunisie.

« Les disparitions forcées d'avocats des victimes et des défenseurs des droits de l'homme, du fait d'agents des gouvernements, semblent en augmentation. Un sort identique est réservé aux parents des personnes portées disparues, notamment ceux qui ont des postes importants dans les organisations qui s'occupent des victimes de la répression. » Cette observation du groupe de travail sur les disparitions de la Commission des droits de l'homme de l'ONU (2) met en évidence les effets contradictoires et ambigus que l'exercice des droits de l'homme produit, selon les instances, nationales ou internationales, qui lui répondent.

Depuis l'adoption de la Charte des Nations unies et l'avènement d'un droit international positif visant la protection universelle des droits de l'homme, la souveraineté nationale n'est plus ce mur d'enceinte à couvert duquel le gouvernement du moment pouvait, au nom

\* Secrétaire générale adjointe de la Fédération internationale des droits de l'homme.

de l'Etat, commettre tous les abus. La Déclaration universelle des droits de l'homme est la pierre blanche qui marque la victoire contre le fascisme : la naissance d'une communauté internationale organisée associe la souveraineté, la liberté et la sécurité des Etats à celles des hommes qui les composent.

Comme le pensait René Cassin, « la mise en application effective des droits de l'homme dans et par chaque nation... [ne peut se faire que grâce à] une protection nationale sans fissure (3) », et c'est seulement lorsque l'Etat manque à l'obligation de promouvoir et de respecter ces droits, autant que de les protéger en garantissant un recours utile contre leur violation, que la protection internationale se substitue à celle qui lui incombe. Impeccable logique aujourd'hui devenue sophisme, car manquant en réalité les moyens de protection des titulaires de ces droits.

Le développement normatif n'a cessé de préciser le contenu des droits de l'homme et de souligner l'importance du rôle et de la responsabilité des individus dans leur mise en œuvre et leur défense : les grands conventions prévoient des voies de recours individuel contre d'éventuelles violations, reconnaissent très largement le rôle des organisations non gouvernementales internationales qu'elles associent étroitement à leurs travaux (4). Grâce, sans doute, à leur impulsion, elles ont multiplié les organes et les procédures d'accès direct, leur permettant de connaître des communications et plaintes individuelles et de rendre compte de violations massives, flagrantes et systématiques des droits de l'homme. On a ainsi constamment progressé vers un système régulier de constatation des violations et de surveillance des Etats contrevenants, alors que, pour les individus qui recourent à ces procédures, aucune juridiction universelle n'a été mise en place, aucune mesure de protection concrète n'a été adoptée. Sans prendre garde qu'on exposait ceux pour qui le devoir de protéger les droits de l'homme devient une responsabilité particulièrement risquée. La sinistre situation décrite par le groupe de travail sur les disparitions met en lumière ce déséquilibre.

#### Des engagements violés

LA contrainte morale peut expliquer que les conventions soient ratifiées et des résolutions votées par des Etats qui pourtant enfreignent leurs propres engagements. Mais croire, ou s'arranger pour croire, que cette seule contrainte les obligera à modifier leur comportement, une fois passée la porte du palais des Nations, fait de ce système une gigantesque boîte de Pandore sans fond.

Car ces mêmes Etats se plient aux mécanismes internationaux pour faire bonne figure démocratique, tout en cherchant à en déjouer le fonctionnement et à en barrer l'accès aux défenseurs des droits de l'homme. Ceux-ci, au contraire, porte-voix d'une communauté collectivement menacée par des violations systématiques, commises ou tolérées par les institutions étatiques, sont encouragés par l'approbation de résolutions qui, dénonçant les faits, réaffirment leurs droits. Nombreux sont ceux qui, tentant de faire valoir ces droits, en

devenaient les victimes, payant de leur vie le fait d'alerter les organes internationaux ou de témoigner devant eux.

Certaines dispositions concrètes pourraient contribuer à la fois à renforcer les instances internationales et à protéger les personnes qui y recourent. Elles sont déjà en vigueur sur le plan européen et, *mutatis mutandis*, pourraient s'appliquer à l'ONU.

La convention européenne des droits de l'homme a, depuis 1969, établi un « accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Commission et la Cour européennes des droits de l'homme ». Ce texte, applicable aux requérants, à leurs représentants, aux avocats qui les peuvent assister, aux témoins, experts ou autres personnes appelées à participer aux procédures, prévoit l'immunité de juridiction à l'égard de leurs déclarations, ainsi que des pièces qu'elles soumettent ; il protège également le droit, pour ces personnes, de correspondre librement avec la Commission et la Cour, précisant, pour les détenus, qu'ils ne pourront faire l'objet d'aucune mesure disciplinaire pour leur avoir transmis des communications.

#### Révéler la répression

SI, à l'ONU, l'état du droit en la matière est encore balbutiant, la pratique de certains organes ouvre déjà une voie au développement positif.

En 1971, la Commission des droits de l'homme a chargé un groupe de travail d'élaborer les Règles de procédures types applicables par les organes de l'Organisation des Nations unies qui ont à connaître des violations des droits de l'homme (5) sur la base d'un projet préparé par le secrétaire général (6). Celui-ci prévoyait un standard de mesures protectrices, l'organe compétent, ou l'organe ad hoc, nommé par lui pouvant demander à tout Etat de lui accorder toute l'assistance nécessaire pour bien s'acquitter de ses fonctions. Il était précisé qu'une telle assistance pourrait consister notamment à « prendre les dispositions nécessaires pour qu'aucun obstacle ne vienne empêcher les représentants et les témoins d'assister aux réunions de l'organisme spécial et à assurer, le cas échéant, à tout témoin ou toute personne comparissant devant cet organisme la protection voulue contre tous actes de violence ou d'intimidation, toutes menaces ou représailles, ou toutes mesures discriminatoires dont ils pourraient être l'objet en raison du fait qu'ils assistent auxdites réunions et donnent leur témoignage, et contre toutes poursuites judiciaires dont ils pourraient faire l'objet du fait de leur témoignage (7) ».

Le Conseil économique et social se contenta de prendre note des rapports du groupe et de les porter à l'attention des organes concernés (8).

Facultatives, ponctuelles, temporaires, subordonnées au bon vouloir des puissances du moment, dotées d'un champ d'application particulier et restreint, ces mesures permettent pourtant de dégager des normes déjà coutumières qui, unifiées et élargies, pourraient être adoptées par tous les organes chargés des droits de l'homme, conventionnels ou non, sous forme d'un règlement commun, applicable à toute personne ou groupe parti-



René Cassin

cipant, sur un plan national, régional ou international, à l'accomplissement de leurs mandats.

Bien que la Commission des droits de l'homme prépare, depuis 1981, une déclaration affirmant la nécessité de protéger les militants des droits de l'homme, et que, notamment grâce aux efforts de la FIDH, la dernière réunion de la Sous-Commission, ait adopté une résolution allant dans ce sens, les organes de l'ONU continuent de ne pas s'interroger sur leurs propres rôles et responsabilités.

Ne nous y trompons pas : c'est l'avenir du projet le plus raisonnable que l'humanité ait jamais donné à son histoire qui est ici en jeu, car l'action pour les droits de l'homme va plus loin que d'empêcher les forces au pouvoir de réprimer en rond, elle révèle cette répression au monde dans le souci d'en défendre les victimes. Ecole d'une résistance uniquement armée par le droit, elle menace à long terme les raisons de ce pouvoir abusif, en profilant sur l'ensemble de la société un projet ressenti à la fois comme source, mode de vie et moyen de défense de la démocratie. Cette démocratie dont l'avènement est la raison même des Nations unies et vers laquelle la vocation de l'ONU est d'accompagner les peuples...

(1) Cf. les préambules de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du pacte international relatif aux droits civils et politiques.  
(2) E/CN.A/1987/15 § 122, document de la Commission des droits de l'homme de l'ONU.  
(3) René Cassin : Introduction au 3<sup>e</sup> volume d'Etudes et Documents, revue annuelle du Conseil d'Etat, 1949.  
(4) Rappelons que les individus forment les peuples non, par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales, qu'une voix consultative dont le statut est soumis au consensus des Etats. Hors la sous-commission des droits de l'homme, composée d'experts nationaux indépendants, mais dont la nomination et l'action sont, trop souvent, sujettes aux pressions diplomatiques, les organes des Nations unies chargés des droits de l'homme sont uniquement composés d'Etats.  
(5) E/CN.A/1086, 6 mars 1972, 28<sup>e</sup> session, document de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, et E/CN.A/1134, 1<sup>er</sup> février 1974, id., 30<sup>e</sup> session.  
(6) Note E/CN.A/1021/Rev. 1-1971, document de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, 27<sup>e</sup> session.  
(7) Ibid., section VIII : Coopération avec les Etats membres, art. 17, alinéa.  
(8) Résolution du Conseil économique et social, R. 1870 (LVI), 17 mai 1974.

### Dans ce numéro :

- PAGE 2 : Courrier des lecteurs.
- PAGE 3 : LE LABYRINTHE POLONAIS, par Jean-Yves Potel. - Des autres guerres, suite de l'éditorial d'Ignacio Ramonet.
- PAGES 4 et 5 : LES RÉFORMES EN UNION SOVIÉTIQUE : « L'URSS en mouvement », par Jean-Marie Chauvier. - La résurrection des fermiers, par Marcel Drach.
- PAGES 6 et 7 : UNE CERTAINE IDÉE DE L'EUROPE : Des disparités régionales qui minent la cohésion communautaire, par Jean-François Drevez. - En France : des structures inadéquates et des aides publiques dérisoires, par Pierre Roccoquet.

- PAGE 8 : La Syrie sur l'échiquier mouvant des ambitions régionales, par Elizabeth Picard.
- PAGE 9 : Les Kurdes à la recherche d'une nouvelle stratégie, par Christiane Mora.
- PAGE 10 : La blessure de l'exécution, par Dominique Vernier.
- PAGES 11 à 13 : UNE PLANÈTE MISE A SAC : La survie de l'humanité en grand péril, par René Dussaut. - Revoir la notion de bien-être, par Giorgio Ruffolo. - Boomerang, par Jacques Decorsoy. - Nucléaire et pluies acides : le grand dissentiment franco-allemand, par Bernard Cassin.
- PAGE 14 : Le Bangladesh et sa misère rurale généralisée, par Anne Winter.
- PAGE 15 : L'Inde sous le choc d'un feuilleton télévisé, par Vijay Singh.
- PAGE 16 : Washington joue à fond le régime philippin, par Walden Bello.
- PAGE 17 : CHILI : Qui a peur du général Pinochet ? par Ignacio Ramonet.
- PAGES 18 et 19 : La diplomatie américaine moins libre de ses choix, suite

- de l'article de Gabriel Kolko. - La loi de Rambo, par Alain Gresh.
- PAGES 20 et 21 : CES INÉGALITÉS QUI SAPENT LA DÉMOCRATIE (IV) : Le logement, vitrine des ségrégations sociales, par Christian Arnaud. - La conquête inachevée d'un droit fondamental, par Roger-Henri Geerrard.
- PAGE 22 : GRÈCE : Blocages culturels et ajustements politiques, par Jean Castelnau.
- PAGES 23 à 26 : Thessalonique, vingt-trois siècles d'histoire (supplément).
- PAGE 27 : Littérature française et immigration : Les cris et les rêves du roman beur, par Jean-Michel Ollé.
- PAGE 28 : Une certaine manière de voir... par Claude Julien.
- PAGE 29 : « De Gaulle ou l'éternel défi », par le général Georges Boès. - « La République du centre », par Max Gallo. Dans les revues... Colloques.
- PAGES 30 et 31 : LES LIVRES DU MOIS : « Nous, le peuple », d'Élie Marienstras, par Yves Florennes. - « Le Conservateur », de Nadine Gordimer, par Marie-Françoise Abla. - « Le Bûcher des vanités », de Tom Wolfe, par Bernard Cassin.

Le Monde diplomatique du mois de septembre 1988 a été tiré à 168 000 exemplaires.

**VIANDE FRAICHE ARGENTINE POUR LE CORPS DIPLOMATIQUE (POSSIBILITÉ HALAL-CACHER)**

- Autres produits alimentaires ;
- arrivages de l'Argentine par avion garantis ;
- expéditions partout dans le monde.

**canar France**

17, rue de la Comète - 75007 Paris  
Télex : 20 50 88 F - Tél. : 47-05-96-81

Handwritten signature or stamp at the bottom center of the page.